

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

PROCES-VERBAL

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance ordinaire du jeudi 18 mai 2017
19h00 - Salle du Conseil

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
– Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

CULTURE

- 1 Projet de création du Centre d'Art Montpellier Contemporain - Principe du mode d'exploitation du Centre Culturel La Panacée par un Établissement Public de Coopération Culturelle - Approbation
- 2 Théâtre Jean Vilar
Convention de partenariat avec le lycée Jules Guesde dans le cadre des parcours éducatifs d'éducation artistique et culturelle du citoyen
- 3 CULTURE ET PATRIMOINE
Attribution de subventions aux associations culturelles
Exercice 2017
- 4 Archives municipales
Approbation des modèles de contrat de don d'archives et contrat de numérisation et diffusion d'archives

AFFAIRES ECONOMIQUES, COMMERCE ET ARTISANAT

- 5 Cœur de Ville en Lumières 2017 - Mise en place du mécénat

URBANISME ET AMÉNAGEMENT DURABLE

- 6 Quartier Hôpitaux Facultés, Secteur Croix Lavit
Lancement d'un dialogue compétitif en vue de la définition du projet de réaménagement urbain et fixation des primes
- 7 Foncier - Désaffectation et déclassement du Domaine Public Communal
Ancien poste de Police Municipale situé Boulevard de Figuerolles
- 8 Transfert de biens Ville / Montpellier Méditerranée Métropole
- 9 MISSION GRAND COEUR

Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité
Préemption du fonds de commerce 1 rue d'Alger
Rétrocession à Monsieur Laurent CHAMOT
Création d'un bistrot à pâtes

- 10 MONTPELLIER GRAND COEUR
Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités
Attribution de subventions
- 11 MONTPELLIER GRAND COEUR
Ravalement obligatoire des façades
Attribution de subventions

SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 12 CONVENTION
Entre la Ville de Montpellier et l'Université de Montpellier
Ouverture au public du Jardin des Plantes
- 13 L'ANIMAL EN VILLE
Convention pour la gestion des abris à chats entre
la Ville de Montpellier et les associations partenaires
Les Pattoues du Cœur et L'Ecole du Chat

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET MAISONS POUR TOUS

- 14 Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous.

RÉUSSITE ÉDUCATIVE

- 15 Le projet Educatif de Territoire
Avenant 2016 / 2017
- 16 Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre du Programme de réussite éducative (PRE).
- 17 Convention de Partenariat
Parution du recueil de nouvelles
Mystères de Montpellier, Tome 8 et partenariat avec La Comédie du Livre 2017
- 18 Convention avec la CAF pour l'accès à l'espace sécurisé
« Mon compte partenaire »
- 19 Demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon D.R.A.C. dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (P.L.E.A.C.) - (Offres Culturelles 2017)
- 20 Attribution de subventions - Temps d'activités périscolaires et parcours de loisirs coordonné - Année scolaire 2017-2018
- 21 Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisirs- Autorisation de signer les conventions d'occupation - Approbation des subventions en nature.

JEUNESSE ET SPORTS

- 22 FITDAYS 2017 MGEN
Etape du 2 juin 2017 au Parc Montcalm et finale avec triathlon XS le 12 juillet 2017 sur l'Avenue du Pirée
Conventions d'occupation du domaine public
- 23 URBAN TRAIL NOCTURNE DE MONTPELLIER
le samedi 6 mai 2017
Convention d'occupation du domaine public
- 24 Carte Été Jeunes 2017
Attributions à titre gratuit

RELATIONS AUX PUBLICS ET AFFAIRES MILITAIRES

- 25 Pose d'une plaque commémorative en hommage aux soldats montpelliérains "Morts pour la France" lors de la bataille de Verdun sur la façade de l'immeuble sis 2, rue de Verdun
- 26 Rencontre des marins de la frégate multi-missions Languedoc avec les élèves des écoles de la Ville de Montpellier (8 et 9 mai 2017) - Prise en charge des frais d'hébergement

CADRE DE VIE

- 27 Dénominations de voies et d'espaces publics

AFFAIRES SOCIALES

- 28 Convention relative au subventionnement de 5 chantiers éducatifs mis en œuvre par l'association APS 34 durant l'année 2017
- 29 Appel à projets - Contrat de Ville
Attribution de subventions à diverses associations
Exercice 2017
- 30 Dotation politique de la ville 2017 - avenant à la convention cadre d'attribution de subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier
- autorisation de signature

ENFANCE

- 31 Travaux de rénovation dans les établissements de la Petite Enfance en 2017
Approbation et demande de subventions

AFFAIRES ÉCONOMIQUES, COMMERCE ET ARTISANAT

- 32 Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Syndicat des vignerons de l'AOC Languedoc relative à l'organisation des Estivales de Montpellier 2017

FINANCES, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES

JURIDIQUES, PATRIMOINE

- 33 Tarifs 2017 pour la Ville de Montpellier : Maison des Chœurs
- 34 Attributions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2017
- 35 Mise à disposition de salles à titre réduit ou gratuit
- 36 Fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives
-Appel d'offres-
Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS de Montpellier et les Villes de Pignan, Grabels, Saint-Brès, Lavérune et Pérols.
- 37 Délibération relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de communication - Autorisation de signature de la convention et des marchés
- 38 Délibération relative à l'impression et à la diffusion du magazine de communication interne - Convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier - Autorisation de signer la convention et le marché
- 39 Convention de partenariat entre Radio Nova, la ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

DESIGNATION DE REPRESENTANTS

- 40 Commission éthique de la Ville de Montpellier- modification des représentants

RELATIONS INTERNATIONALES

- 41 Renouvellement 2017-2020 des programmes de mobilité à destination de la jeunesse: autorisation de prise en charge des frais de scolarité, de versement de bourses et de frais divers
- 42 Autorisation d'appellation d'une crèche en construction dans le quartier de Port Marianne du nom de "Heidelberg" et autorisation d'appellation d'une crèche heidelbergeoise du nom de "Montpellier"

RESSOURCES HUMAINES

- 43 Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville
- 44 Renouvellement de la convention de mise à disposition d'agents de la Ville auprès du COSC
- 45 Modification du tableau des effectifs
- 46 Autorisation de levée de la prescription quadriennale relative au versement de cotisations RAFP
- 47 Création d'une vacation de conférencier dans le cadre de l'Agora des Savoirs

Direction de la Culture et du Patrimoine

- 48 Création d'une vacation projectionniste pour le Cinéma Nestor Burma
Direction Culture et Patrimoine
- 49 Astreinte Brigade de capture - Modalités d'exercice

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance ordinaire du jeudi 18 mai 2017

Procès-verbal

Convoqué le jeudi 11 mai 2017, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le jeudi 18 mai 2017 à 19h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L2121-20 du Code général des collectivités territoriales:

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI

Absents:

Perla DANAN, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

Remises de médaille :

Monsieur le Maire : Je déclare ouverte la séance du Conseil municipal de la ville de Montpellier. Je vais demander à Mademoiselle BODKIN de bien vouloir nous rejoindre à la tribune et de faire l'appel.

Madame Maud BODKIN procède à l'appel.

Monsieur le Maire : Merci de marquer présents Monsieur BOUMAAZ, Madame BOUALLAGA, Monsieur DE SAINT JOUAN, et Madame BRISSAUD. Le quorum est très largement atteint. Donc nous pouvons valablement entamer ce Conseil municipal.

Avant de vous donner un certain nombre d'informations qui intéressent la Ville de Montpellier et ses élus, je souhaite que nous honorions, en leur conférant la médaille d'honneur de la Ville de Montpellier, deux grands sportifs de haut niveau qui sont présents avec nous et que je remercie.

Tout d'abord, Kevin MAYER, qui a été vice-champion olympique de décathlon à Rio en 2016, champion d'Europe d'heptathlon en septembre 2017, vice-champion d'Europe de décathlon en 2014, ainsi que Ryad BOUDEBOUZ qui est le meneur de jeu de l'équipe de football de Montpellier qui a fait une très belle fin de saison. Grâce à lui, grâce à PIONNIER, grâce à HILTON et toute notre équipe, nous avons pu nous maintenir en première division ce qui, pour un club qui n'a pas les financements des gros clubs de la Ligue 1, est un exploit. Je vais donc demander à Monsieur Kévin MAYER de me rejoindre à la tribune.

C'est donc un grand honneur de recevoir Kevin MAYER, grand champion, membre du pôle olympique de décathlon de Montpellier qui porte très haut les couleurs de la France et de notre ville dans les différents championnats internationaux. Kevin MAYER est né à Argenteuil. Il a 25 ans. A grandi dans la Drôme. Est issu d'une grande famille de sportifs. Sa maman a joué à Roland-Garros en double et son grand frère est un free rider de haut niveau. Tout petit, déjà, il s'est illustré dans plusieurs sports tels que le handball et la course à pied, avant de choisir de s'orienter vers les épreuves combinées d'athlétisme. Kevin est un redoutable compétiteur qui fait preuve de témérité et de maîtrise de soi sur les stades d'athlétisme. Très grand perfectionniste, il n'hésite pas à multiplier les séances d'entraînement pour arriver à ses objectifs. Devenir champion olympique en 2020 à Tokyo. Et, bien évidemment, battre le record du monde de décathlon, détenu par la superstar américaine Ashton EATON. Souhaitant à terme devenir ingénieur et après avoir obtenu un baccalauréat scientifique, il a suivi des études de mesures physiques au sein de l'IUT de Montpellier. A présent, il a mis ses études entre parenthèses pour se consacrer pleinement à sa discipline sportive, le décathlon, en s'entraînant tout au long de la saison sur le stade Philippides de Montpellier, soutenu par ses coéquipiers, son staff, ses entraîneurs, Bertrand VALCIN et Jean-Yves COCHAND. Son palmarès est élogieux. Vice-champion olympique de décathlon à Rio en 2016, champion d'Europe d'heptathlon en salle en septembre 2017, vice-champion d'Europe de décathlon en 2014, champion du monde junior de décathlon en 2010, recordman de France de Décathlon avec 8 834 points recordman d'heptathlon en salle. De plus, Kevin a battu son record du lancer du disque au cours du meeting de Montpellier au début du mois de mai ce qui fait de lui un favori des championnats du monde d'athlétisme qui se dérouleront cet été à Londres. C'est avec grand plaisir et c'est un grand honneur, de vous remettre la médaille de citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier. Cette médaille porte les armes de notre ville. Après les chefs d'entreprise, des hommes de culture, d'autres sportifs, des innovateurs, c'est un sportif de très haut niveau qui porte haut les couleurs de Montpellier. C'est pour nous un grand privilège.

Applaudissements.

Kévin MAYER : Bonjour à tous et merci de ce beau privilège que vous me donnez de me donner la médaille de Montpellier. C'est ma terre adoptive. J'ai vécu dans la Drôme avant et je suis arrivé ici pour l'athlétisme, parce que les conditions et les structures se prêtaient au sport de haut niveau. Et je ne regrette pas puisque ma progression a été parfaite du fait notamment de tout ce qu'il y avait autour de la ville et dans la ville pour me faire réussir. Je veux simplement vous dire merci à tous et j'espère que ce n'est pas fini. Merci beaucoup pour cette médaille qui me touche énormément. Bon

courage pour la suite.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : J'appelle maintenant Monsieur Ryad BOUDEBOUZ. J'ai également le plaisir de recevoir ce soir au Conseil municipal, dans cette salle de la maison commune Ryad BOUDEBOUZ qui est un joueur de foot de très grand talent, meneur de jeu de l'équipe du Montpellier Hérault sport Club, portant le numéro 10. Il a largement œuvré au maintien du club en première division. Après avoir accompli une saison 2016-2017 exceptionnelle au MHSC, il est sur le point de rejoindre un autre club. On n'en sait pas plus aujourd'hui. Mais nous avons coutume pour les footballeurs de l'équipe de Montpellier de les faire citoyens d'honneur de la Ville lorsque nous savons qu'ils sont sur le départ vers d'autres clubs. C'est que ce que nous avons fait notamment pour Benjamin STAMBOULI, pour Younes BELHANDA et pour d'autres. Ryad est né le 19 février 1990 à Colmar. Il y a commencé à jouer au football à l'âge de 10 ans, à l'ASPTT de Colmar puis à Auxerre avant de rejoindre le centre de formation du FC Sochaux à l'âge de 12 ans. Il a signé son premier contrat professionnel à Sochaux, à l'été 2008 et il a fait ses débuts en Ligue 1 le 4 octobre 2008. En septembre 2013, il est transféré au FC Bastia où il se fait connaître du grand public en inscrivant de très beaux buts et en menant son équipe jusqu'en finale de la Coupe de la Ligue. Fin juin 2015, Ryad rejoint le club de Montpellier. Il y joue deux saisons. Si la première a été un peu compliquée, la seconde restera exceptionnelle. En 32 matchs de championnat il y a marqué 11 buts et 9 passes décisives. Et aucun carton rouge. Il a amplement œuvré au maintien du club en première division. Ryad est également un joueur international qui porte régulièrement le maillot des Fennecs d'Algérie qui ambitionnent de jouer la future Coupe du monde en Russie en 2018. Je vais demander à Fabien ABERT, adjoint aux sports, et à Rabii YOUSSEF de me rejoindre. C'est un grand honneur et un grand plaisir de remettre à Ryad BOUDEBOUZ, meneur de jeu de l'équipe de Montpellier, la médaille de citoyen d'honneur de la Ville Montpellier.

Applaudissements.

Ryad BOUDEBOUZ : Bonsoir à tous. Je voulais vous remercier pour cette invitation. Je n'en n'ai pas l'habitude. C'est un grand honneur d'avoir joué pour l'équipe de Montpellier. Même si je suis encore ici, j'espère que plein de joueurs passeront par ce club et par cette ville parce que quand on arrive dans une ville comme Montpellier et dans son club on ne peut garder que des bons souvenirs. Je voudrais aussi remercier mon club qui a tout mis en œuvre pour que je fasse une belle saison. Je les remercie beaucoup parce que je me suis exprimé pleinement sur le terrain. C'est grâce aussi à mes partenaires, à tout mon club et à toute cette ville. Je vous remercie encore.

Applaudissements.

Informations du Maire :

Monsieur le Maire : Avant de débiter l'ordre du jour du Conseil municipal je voudrais vous donner un certain nombre d'informations. Première information, nous avons terminé la démolition de l'Arche de la cité Gély ce matin. Cette arche était le dernier acte à accomplir sur le dossier ANRU. Qui nous a permis de débloquent à la fois le dossier ANRU régional Cévennes, l'avenant de clôture de 1 million d'euros du Petit Bard et l'énorme dossier ANRU 2 sur l'intégralité du quartier Mosson. C'est une bonne chose de faite. Je remercie bien sûr ACM Habitat, l'ensemble des acteurs qui ont permis cette démolition dans de très bonnes conditions.

Le deuxième point concerne le carré Sainte-Anne qui a fait l'objet de nombreux travaux. La remise en état du clocher, des arcs-boutants, d'une partie du toit. Avec Sonia KERANGUEVEN qui a suivi

les travaux, nous avons installé des échafaudages monumentaux qui permettent d'atteindre le sommet de la toiture. Il se trouve qu'un certain nombre d'analyses complémentaires ont montré que nous devons faire d'autres travaux de confortement des voûtes à l'intérieur et des piliers. Nous consacrerons l'intégralité de l'année 2018 à ces travaux et les expositions reprendront en 2019. Par accord avec l'évêché de Montpellier nous restituerons à l'évêché les 4 cloches qui se trouvent dans le clocher de Sainte-Anne. Vous savez que ces cloches ont toutes un nom particulier. Elles sont frappées du poinçon du fondeur, de celui qui assure, dans sa fonderie, la réalisation de la cloche. Si vous n'avez pas visité le musée d'Hérépian dans l'Hérault, je vous conseille de le faire. Les 4 cloches portent les noms de Saint-Firmin, Saintes Marie-Jacobé et Salomé, Sainte-Anne et Saint-Pierre. Saint-Firmin étant la première église, la plus ancienne, qui se trouvait à proximité de l'entrée de la place royale du Peyrou, là où il y a la croix. Elle est antérieure à Notre-Dame-d'Etables.

Troisième information, j'ai rencontré les responsables de la Vista, le théâtre qui se trouve dans la friche de Mimi. Vous savez que Mimi VERGNE y est décédée. Vous savez que cette propriété est destinée à muter.

Je les ai rencontrés hier matin comme indiqué dans l'article de *Midi Libre* ce matin.

Et je leur ai proposé d'installer la Vista dans la chapelle à la Cité Gély. Qui est inoccupée après le départ de l'association. Je crois que cela permettra à la Vista de poursuivre à la fois ses spectacles, sa production, mais aussi tout le caractère social qui se développe avec l'ensemble des acteurs dans le quartier non loin de l'îlot VERGNE, à 100 mètres à vol d'oiseau. Les responsables et en particulier Monsieur MAYET ont été tout à fait satisfaits de la proposition.

Toujours concernant la culture j'en profite pour dédier, comme je l'ai fait au Conseil de métropole hier, la Marseillaise que nous avons entendue tout à l'heure à notre nouveau Président de la République. Qui n'a pas encore son effigie à l'intérieur des salles municipales et des salles de mariage et des bureaux des collectivités mais qui ne tardera pas à l'avoir. J'ai convié à la Comédie du livre qui sera inaugurée samedi matin à 11 heures la nouvelle ministre de la culture, Françoise Nyssen qui a été nommée par le Président de la République et le Premier ministre.

Je voudrais également féliciter notre collègue le Docteur Chantal LEVY-RAMEAU dont un article a été retenu par le comité de lecture de l'International Journal of dermatologie. Cet article, qu'elle a écrit avec un autre professeur de médecine de Montpellier, Nicolas KLUGER ancien chef de clinique du CHU traite et fait autorité sur tout ce qui concerne la propagation des psoriasis liés aux tatouages.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Il y en a qui racontent que les élus de notre majorité ne travaillent pas. Là, vous avez un exemple flagrant de quelqu'un qui a gardé son boulot et qui en plus ne fait pas de la figuration ou ne se défalque pas des heures. Elle fait toutes ses heures.

Ensuite, dernier point, je voudrais vous donner une bonne nouvelle. Je l'ai également dit au Conseil de métropole, hier soir, le gouvernement a accepté la création d'une deuxième Maison de la justice et du droit qui intéressera tout le sud de la métropole. La Maison de la justice et du droit de Celleneuve que nous avons obtenue. Elle existait mais nous l'avons modifiée, changée de place, etc. Avec l'adjointe Marie-Hélène SANTARELLI et particulièrement la conseillère municipale déléguée à la Maison de la Justice et du droit Maud BODKIN.

Nous l'avons donc installée à Celleneuve et elle s'adresse aux habitants du nord de la métropole. Bien évidemment, elle ne suffit pas pour répondre à toute la demande de la métropole. Nous aurons donc une nouvelle Maison de la justice et du droit qui sera installée dans le sud de la métropole et pour ne rien vous cacher, sur la commune de Lattes, à proximité de Montpellier. C'est une belle avancée parce que la Maison de la justice et du droit est très utile pour ceux qui ont besoin de conseils et ceux qui sont dans des situations difficiles. Ces maisons de la justice et du droit doivent être positionnées dans des lieux qui permettent la confidentialité pour ne pas que l'on voit qui rentre

et qui sort ce qui, selon les quartiers, peut créer des problèmes majeurs. Je rappelle que les juristes qui sont là sont sollicités sur des problèmes matrimoniaux jusqu'aux problèmes de voisinage et bien d'autres encore. Donc, il était important que cette deuxième Maison de la justice et du droit soit acceptée.

Madame Maud BODKIN : Je voulais juste faire un petit bilan depuis le déplacement de la Maison de la justice. Elle a été inaugurée en octobre 2015. Certains ne la connaissent pas encore. Je rappelle que c'est une structure d'accueil et de conseils juridiques gratuits dans laquelle chacun d'entre nous peut se rendre. Au sein de cette structure s'effectuent donc des permanences de l'association d'aide aux victimes, d'huissiers, de notaires, d'avocats. Tous les problèmes juridiques auxquels on peut être confronté. Parfois, on ne sait pas à qui s'adresser, avocat ou un autre juriste. Dans cette Maison de la justice ils sauront vous orienter vers les bonnes personnes.

Je voulais aussi également dire qu'au-delà du déménagement, la Ville de Montpellier a mené d'autres actions. Par exemple, avec le recrutement d'un agent d'accueil permanent et la mise à disposition pour cette Maison de la justice, entièrement pris en charge par la Ville de Montpellier. Pour dynamiser cette Maison de la justice nous avons également conduit une campagne de communication qui a été mise en œuvre pour la faire connaître. Lorsque vous m'avez déléguée à cette Maison de la justice et du droit, nous nous sommes rendus compte que beaucoup de Montpelliérains ne la connaissaient pas et même parfois certains de mes collègues. Nous avons voulu la faire connaître. Avec toutes ces actions, nous avons pu voir une augmentation significative des visites dans cette maison. Je vais donner quelques chiffres. Etant donné qu'elle a déménagé en octobre 2015, l'année 2015 était à cheval sur l'ancien lieu à La Paillade et le nouveau lieu à Celleneuve. Entre 2014 et 2016, lorsque nous comparons les chiffres, il y a eu une augmentation de 109 % du nombre de visites. Entre 2015 et 2016, il y a eu une augmentation de 74% du nombre de visites. Certains expliquaient qu'il ne fallait pas la déplacer de La Paillade. Je crois que ce sont des « ânes » et on en a la preuve ce soir avec cette augmentation phénoménale. A La Paillade, il y avait une vétusté des locaux, une non-accessibilité des personnes en situation de handicap et un problème de confidentialité. On se rendait compte que des gens habitant à La Paillade se rendaient à la Maison de la justice et du droit de Lunel parce que sinon tout le monde était au courant qu'ils s'y rendaient. Cela a permis d'éviter ce phénomène.

D'autre part, certaines associations qui intervenaient précédemment au sein de cette Maison de la justice et du droit ne souhaitaient plus intervenir lorsqu'elle se trouvait à La Paillade, pour les différentes difficultés que posait cette maison. Par exemple, l'association d'aide aux victimes, qui a des locaux rue de l'université, ne souhaitait plus s'y rendre. Avec une discussion avec sa présidente et sa directrice, nous nous sommes mis d'accord, du fait du déménagement de cette Maison de la justice, pour qu'elle retourne y faire des permanences. C'est un succès puisque, cette année, nous sommes à plus de 50 permanences de l'association. Je peux prendre également l'exemple de l'association de médiation pénale Montpelliéraine. Cette association intervient sur des médiations pénales ou civiles, qui sont donc mandatées soit par le procureur soit par la Ville. Cette association n'intervenait plus et intervient à nouveau dans cette Maison de la justice. Cela a permis également d'augmenter le nombre de permanences avec une augmentation de 47% des permanences depuis le déménagement. Je crois que tout cela est très prometteur pour la suite et notamment pour la prochaine maison qui sera dans le sud de la métropole. Le besoin est là. Le Ministère de la justice l'a vu et a vu également et je tiens à le dire parce que cela m'a été dit par des personnes avec lesquelles je travaille sur le tribunal de grande instance, que c'était le dossier le plus complet qu'ils aient reçu. Ils étaient vraiment satisfaits et étonnés, presque, de l'investissement que la Ville et la Métropole ont produit pour leur présenter le dossier.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci.

[PROPOS HORS MICRO]

*Monsieur Djamel BOUMAAZ sort définitivement de séance avant le vote de l'ordre du jour.
Monsieur Christophe COUR sort de séance.*

Adoption de l'ordre du jour :

Pour : 59 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur le Maire : L'ordre du jour comporte 48 affaires. L'affaire 9 est retirée.

Madame France JAMET : Je ne vais pas revenir lourdement sur ce fameux 3 ou 4 mai où vous avez affiché une banderole « Non au Front national », ce qui montre votre esprit démocratique.

Monsieur le Maire : Pourquoi, c'est démocratique, le Front national ?

Madame France JAMET : Oui, bien sûr. A l'époque, j'ai fait un communiqué en vous posant la question de savoir si un bâtiment public où l'argent public devait être dépensé à des fins électorales dans le cadre d'une présidentielle... Je n'ai toujours pas reçu de réponse. Dans ce cas, je pense qu'à ce moment-là, effectivement, il faudrait les intégrer dans les comptes de Monsieur MACRON. Mais vous le connaissez assez bien et je pense que vous lui ferez passer les papiers. Au-delà du fait que je ne pense pas que tous les Montpelliérains apprécient cette démarche, il y a un courrier de vos services qui n'a pas manqué de m'étonner. C'est une note de service communication institutionnelle en période préélectorale, qui est envoyée par le directeur général des services et qui nous parle des élections législatives de juin 2017 et qui nous indique que « la participation même indirecte d'une collectivité à la campagne d'un candidat durant l'année précédant le scrutin ainsi que l'organisation de toute campagne de promotion des réalisations de gestion de la collectivité dans les 6 mois précédant le même scrutin est proscrite ». L'achat d'espaces publicitaires, de manifestations, la mise en valeur sous n'importe quelle forme que ce soit. Et vous joignez une note récapitulant le cadre réglementaire que j'ai lue attentivement. Je vois que l'article 52-8 du code électoral interdit à la collectivité de participer au financement d'une campagne électorale de manière même indirecte en faisant profiter l' élu candidat des moyens de la collectivité à des coûts inférieurs à la valeur réelle, etc. Il s'agit d'éviter de faire la promotion d'un élu sortant. L'application de l'article L. 52-1 est plus grave puisqu'il interdit « toute promotion de la collectivité elle-même, en ce qu'elle peut permettre la valorisation indirecte de l'action de ses élus dans la campagne électorale menée par ceux-ci ». Je ne sais pas si vous voyez où je veux en venir.

Monsieur le Maire : Pas du tout.

Madame France JAMET : Parce qu'il a été question pendant un moment d'une page de promotion dans le journal montpelliérain qui aurait peut-être favorisé des candidates aux législatives. Déjà, je trouve que c'était un peu limite. Je ne vais pas rentrer dans cette polémique, ce n'est pas la mienne.

Monsieur le Maire : Vous avez quel avocat au Front national ?

Madame France JAMET : Pourquoi ?

Monsieur le Maire : C'est peut-être le même.

Madame France JAMET : Pourquoi interrompez-vous mon propos, je ne vous ai pas attaqué, je vous pose des questions.

Monsieur le Maire : Je ne vous attaque pas non plus, je demande le nom de l'avocat.

Madame France JAMET : Ensuite, vous affichez une banderole. Je n'ai pas besoin d'un avocat, j'ai des textes.

Monsieur le Maire : Parce que, maintenant, tout le monde fait des procès.

Madame France JAMET : Attendez, c'est important. Le non-respect de ces articles peut aboutir à l'invalidation des élections, soit en ce que les actions concernées ont altéré la sincérité du scrutin, notamment en ce qui concerne les actions de communication promotionnelle, soit en ce qu'elles sont finalement imputées aux comptes de campagne du candidat amenant celui-ci à dépasser le plafond autorisé dans le cas où des moyens des collectivités auraient été utilisés. Je ne vois pas pourquoi vous me parlez d'avocat. C'est l'esprit d'escalier. Je suis en train de lire des textes que vous m'avez envoyés afin que je sois particulièrement prudente là-dessus. Je trouve que vous n'avez pas été très prudent parce que, quand je revois cette fameuse banderole, je vois que vous êtes entouré de deux superbes candidates aux législatives, en l'occurrence Madame JANNIN et Madame MIRALLES qui, donc, peut-être, pourraient considérer qu'elles peuvent profiter d'une opération promotionnelle sur les fonds publics. Je suis bonne joueuse. Je lis les textes et vous invite à la prudence parce que je pense qu'au train où vont les choses, vous allez peut-être les mener à l'invalidation, ou au moins à faire retoquer leurs comptes de campagne. Donc, soyez prudent, soyez raisonnable. Et j'attends toujours quand même, aussi, que vous m'expliquiez sur quel compte cette banderole a été achetée. Parce que je connais le prix d'une banderole. Et sous quel prétexte vous pouvez nous expliquer que vous avez utilisé un bâtiment public à des fins électorales.

Monsieur le Maire : La réponse est simple : ma clause de conscience.

Madame France JAMET : Moi, je vous parle des textes.

Monsieur le Maire : Moi, je vous parle de la conscience.

Madame France JAMET : Alors, votre clause de conscience vous permet de vous asseoir sur la loi... Moi, je respecte la loi.

Monsieur le Maire : Dans la période à laquelle vous faites allusion, moi, je n'ai pas vu beaucoup de personnages, grands politiques appartenant à des partis....

Monsieur Alex LARUE : Communiqué de presse trans-partis.

Monsieur le Maire : Trois jours après. Conclusion : vous avez bénéficié de l'intelligence de la banderole.

Monsieur Alex LARUE : Attendez, vous êtes d'une mauvaise foi crasse.

Monsieur le Maire : Monsieur DELAFOSSSE, vous avez signé le communiqué et vous avez enlevé votre nom après. J'ai l'original.

Madame France JAMET : Ne détournez pas la conversation.

Monsieur le Maire : Monsieur DELAFOSSSE, restez correct et poli. Vous êtes professeur, vous devez montrer l'exemple aux enfants dans les écoles. Vous avez pris une « branlée » et vous allez en prendre une autre. Arrêtez.

Monsieur MARTIN, votre patron, Monsieur HUE est avec Monsieur MACRON. Et vous, vous êtes où, aujourd'hui ? Je ne sais pas où vous êtes. Dans les limbes. Je n'utilise pas l'insulte. C'est donc un procès d'intention. Faites un stand-up.

Simplement, je reviens sur la banderole. Personnellement, j'ai considéré que, dans l'instant et en toute conscience, il fallait que je m'exprime en tant que responsable politique. Je l'ai fait, c'est tout.

Applaudissement.

Monsieur le Maire : Cela vous échappe. Lorsque les députés ont refusé de voter les pleins pouvoirs à PETAIN, il y en avait trois. Je fais de l'histoire. Jules MOCH, Vincent BADIE et l'ancien maire de Montpellier, Paul BOULET. Il n'y en n'avait pas beaucoup. Monsieur MARTIN, arrêtez de donner des leçons à tout le monde. Quand votre formation politique fait 6,2% aux régionales sur la région... Quand j'ai fait 5,2, vous m'avez rappelé mon score. Je vais vous rappeler le vôtre jusqu'en 2020.

Madame Nancy CANAUD : Je vais vous expliquer. Je ne peux pas laisser un fait aussi grave sans réponse. Nous aussi, nous avons été interpellés, Monsieur le Maire, par cette communication dans les quelques jours qui ont précédé le deuxième tour des élections. J'entends votre message, vous avez besoin de vous exprimer. Vous pouvez vous exprimer personnellement avec un micro, chez vous, mais pas sur un lieu public, un bâtiment public, avec une banderole qui a été payée on ne sait par qui. Monsieur le Maire, vous avez été élu et vous êtes le représentant des Montpelliérains. Il n'est pas question de complaisance avec le Front national, je vous parle des citoyens.

Monsieur le Maire : C'est très étonnant que vous vous insurgiez uniquement contre la banderole et pas contre le score du Front national. Je trouve cela très étonnant. A croire qu'il y aurait une espèce de collusion...

Monsieur Alex LARUE : Arrêtez, c'est scandaleux de faire cela. Vous êtes d'une mauvaise foi crasse. C'est scandaleux de faire cela. Vous savez qu'il n'y a aucune collusion.

Monsieur le Maire : Mais moi, je vous lis.

Monsieur Alex LARUE : Arrêtez, c'est insupportable. Ne descendez pas en dessous de la ceinture parce que l'on va y aller un jour, vous allez voir, et ce n'est pas joli ce qu'il y a en dessous de la ceinture.

Monsieur le Maire : Ça, c'est des menaces. Monsieur LARUE, gardez votre calme, il y a encore 3 ans à tenir. Gardez votre calme.

Monsieur Alex LARUE : Non. Quand j'ai appelé à voter pour vous aux départementales, vous étiez bien contents.

Monsieur le Maire : Monsieur DELAFOSSSE, j'ai remarqué qu'avec Monsieur LARUE, vous n'arrêtez pas de vous voir. C'est l'UMPS.

Madame Nancy CANAUD : Ce n'est pas digne de la démocratie.

Monsieur Michaël DELAFOSSE : Avec UMPS, vous venez d'utiliser la même expression qu'eux. C'est une honte.

Monsieur le Maire : C'est ce que vous faites. Vous signez des communiqués communs. C'est une insulte, UMPS ? C'est la vérité. Quand vous vous êtes abstenus le jour du vote, je m'en souviens, moi. Le jour du vote où j'étais opposé à Madame JAMET, le jour du vote du Maire. J'ai vu que l'UMP et le PS se sont abstenus. Même vote. Et à Béziers...

On ne va pas ressortir l'histoire du département parce que cela fait trop et que cela serait trop douloureux.

Madame France JAMET : Je vois bien que l'on est dans les controverses politiques, mais évitez quand même d'aller trop loin.

Monsieur le Maire : Mettez le micro. Il faut qu'ils vous entendent bien, tous.

Madame France JAMET : Au-delà de la controverse politique, je vous invite aussi quand même à un peu plus de sérénité et de bienveillance parce que nous parlons d'électeurs. Vous pouvez dire ce que vous voulez, mais chaque fois que vous agressez ainsi le Front national, vous parlez à des électeurs qui ont fait un choix et qui ne méritent pas d'être insultés comme vous le faites. Vous êtes le Maire de tous les Montpelliérains.

Monsieur le Maire : Ce n'est pas une insulte : c'est un positionnement politique.

Madame France JAMET : Depuis tout à l'heure, on en a entendu de toutes les couleurs.

Monsieur le Maire : Front national, ce n'est pas une insulte, c'est un positionnement politique.

Madame France JAMET : Je pense que vous insultez nos compatriotes.

Monsieur le Maire : Quand le silence seul règne, il faut bien que quelqu'un parle.

Madame France JAMET : Alors, laissez-moi le micro plus souvent.

Monsieur le Maire : Je lis la presse tous les jours et je vois bien ceux qui s'expriment avant la banderole et après la banderole, ce qui montre bien à quoi sont accrochées les opinions.

Monsieur Alex LARUE : Le communiqué de presse vous savez très bien qu'il était fait avant votre banderole. Vous le savez pertinemment. Donc, arrêtez de faire des sous-entendus.

Monsieur le Maire : Qui a signé le communiqué ?

Monsieur Alex LARUE : Madame FRECHE, Madame DUBOST et moi-même.

Monsieur le Maire : Vous ne l'avez pas signé, Monsieur DELAFOSSE ? Vous l'avez signé ?

Monsieur Michaël DELAFOSSE : Monsieur le Maire, voyez votre état.

Monsieur le Maire : Ne me faites pas des leçons psychanalytiques. Est-ce que vous avez signé ou non ?

Monsieur Michaël DELAFOSSE : J'ai été très clair pour appeler à voter Emmanuel MACRON et battre le Front national.

Monsieur le Maire : Est-ce que vous avez signé le communiqué ?

Monsieur Michaël DELAFOSSE : Monsieur le Maire, nous vous demandons comment vous utilisez les moyens publics pour faire la campagne de vos candidats. Monsieur le Directeur général des services a rappelé la loi à juste titre.

Monsieur le Maire : Vous avez fait des procès. En tout cas, les élections, vous les avez perdues. Arrêtez.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur Michaël DELAFOSSE : On aurait pu voter contre aussi. Qui paie la campagne ?

Monsieur le Maire : Chez nous, les jeunes, ils vont au carton. C'est pas des similis cuirs, c'est des vrais.

Monsieur Michaël DELAFOSSE : Pour la psychanalyse sur le nom Philippe SAUREL, on en reparlera.

Monsieur le Maire : Monsieur DELAFOSSE, ne parlez pas de cela parce qu'on pourrait se rejoindre sur beaucoup d'analyses. Vous n'avez pas répondu à la question que je vous ai posée. Est-ce que vous avez signé ou pas le communiqué ?

Monsieur Michaël DELAFOSSE : Je ne réponds pas aux injonctions. Comme vous ne répondez pas à l'opposition sur les questions.

Monsieur le Maire : Vous ne répondez pas. Vous ne voulez pas dire la vérité aux Montpelliérains.

Monsieur Michaël DELAFOSSE : Répondez à l'opposition.

Monsieur le Maire : Dites-moi si vous avez signé ou pas ?

Monsieur Michaël DELAFOSSE : Répondez.

Monsieur le Maire : Vous le savez, vous, comment cela s'est passé.

Monsieur Alex LARUE : C'est bien la preuve que vous saviez qui a signé le communiqué.

Monsieur le Maire : Je ne parle pas de la date, je parle de ceux qui ont signé.

Monsieur Alex LARUE : A force de vouloir embrouiller tout le monde...

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : Ne vous inquiétez pas, Monsieur LARUE, je tiens le truc.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : Moi, je n'ai pas vu de communiqué de presse de votre part. Rien. Le silence total. Le Front national est estimé à 45%, et vous, qui êtes porteur des valeurs de la gauche... Vous faites un communiqué après, le lendemain de la banderole. Vous êtes des socialistes en peau de lapin, d'ailleurs c'est pour cela que le PS meurt, parce qu'il est représenté par des gens qui ne sont pas capables de le faire.

Madame France JAMET : L'essentiel a été dit, on peut passer à l'ordre du jour.

Monsieur le Maire : Allez-y, Monsieur DOMERGUE. Il y en a qui disent que rien ne se passe au Conseil municipal de Montpellier. Ce soir, ils ont sous les yeux un véritable exemple de débat politique.

Monsieur Jacques DOMERGUE : Pour apporter un peu de sérénité sur ce débat, parce que j'ai le sentiment que vous êtes en train de vous déchirer à celui qui aura été le plus efficace contre le Front national. C'est pitoyable. Je vous assure, pour les uns et pour les autres, c'est pitoyable. Ce qui a été le pire pour le Front national et qui a permis au pays de s'en sortir, c'est la prestation de Marine LE PEN lors du débat. Ce n'est pas votre banderole, ce ne sont pas les communiqués, « on s'en fout ». C'est la prestation de Marine LE PEN. Là, les Français ont réellement vu ce que représentait le Front national, ce jour-là. C'est tout. Le reste ne compte pas. Arrêtez ces chicayas, allons à l'essentiel. Le Front national a des valeurs qui, aujourd'hui, ne correspondent pas aux aspirations du pays.

Monsieur le Maire : Ce que vous dites est exact, Monsieur DOMERGUE. Mais quand le pays est dans cette situation, on se doit de s'exprimer publiquement, quand on est un peu responsable et conscient des choses. C'est ce que j'ai fait, plutôt que d'entendre le silence des agneaux.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : Parce que c'était la fin de la campagne électorale le vendredi. Il faut apprendre la loi électorale un peu.
On continue.

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 18 mai 2017 :

Pour : 59 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Sur l'adoption du procès-verbal de la séance du 30 mars, vous avez pris connaissance du procès-verbal. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ?

Pour : 57 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

Le prochain Conseil municipal aura lieu le 22 juin 2017 à 18 heures.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Monsieur Christophe COUR et Madame Patricia MIRALLES entrent en séance.

1. Projet de création du Centre d'Art Montpellier Contemporain - Principe du mode d'exploitation du Centre Culturel La Panacée par un Établissement Public de Coopération Culturelle - Approbation

Engagée depuis juin 2014 dans une opération de création d'un centre d'art contemporain sur le site de l'Hôtel de Montcalm, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité intégrer ce projet dans une démarche ambitieuse, innovante et fédératrice, en associant à l'Hôtel de Montcalm deux des institutions culturelles d'art contemporain majeures du territoire : l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts (EPCC ESBAMA) et le Centre de Culture Contemporaine - La Panacée (Ville de Montpellier).

Novateur dans sa forme puisque construit sur une option multi-sites, Montpellier Contemporain (MoCo) deviendra ainsi la première institution à maîtriser la filière professionnelle du monde de l'art, depuis la formation jusqu'à la création, l'exposition et la médiation de l'art contemporain.

Afin de développer les synergies les plus larges possibles entre les trois établissements qui composent le MoCo, et d'assurer par la même le renforcement de l'identité, de la complémentarité et du rayonnement de chaque lieu, la gestion du MoCo par un établissement public de coopération culturelle (EPCC) unique est apparue comme la plus pertinente.

Dispositif phare de la décentralisation culturelle, créé par la loi n°2002-6 du 04 janvier 2002, statut obligatoire des écoles d'art françaises conformément aux accords de Bologne, l'EPCC est une structure juridique permettant de nouer un partenariat équilibré entre l'État et les collectivités territoriales, ou entre elles seules, pour la gestion d'équipements culturels. Il en existe désormais plus de 90 en France, ce qui souligne le succès de cette formule.

La création de l'EPCC MoCo, prévue pour juillet 2017, résultera d'une évolution statutaire de l'EPCC ESBAMA, par l'intégration de l'Hôtel de Montcalm et de La Panacée, sur laquelle le Conseil Municipal sera amené à se prononcer ultérieurement, dès lors que le Conseil d'Administration de l'EPCC ESBAMA aura délibéré sur ses nouveaux statuts.

Les personnels de la Ville de Montpellier concernés par cette mutation seront associés au projet tout au long du processus de création, par le biais de réunions de travail et/ou d'information.

Lors de sa séance du 26 avril 2017, le Comité Technique a rendu un avis favorable.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe du mode d'exploitation du Centre Culturel la Panacée par un établissement public de coopération culturelle,

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame KERANGUEVEN.

Madame Sonia KERANGUEVEN : Passons à quelque chose qui va peut-être apaiser tout le monde. La culture, comme vous le savez, est un marqueur identitaire de Montpellier, au même titre que son esprit novateur. Cette vocation culturelle, il faut sans cesse la renouveler en créant un terreau propice au bouillonnement. Dans ce contexte, l'art contemporain a toute sa place, la création du MoCo, Montpellier contemporain, institution unique d'une nouvelle génération qui réunira le futur centre d'art contemporain la Panacée et l'École supérieure des Beaux-Arts se fait le reflet de l'identité Montpelliéraine. Un ensemble complet dédié à l'art contemporain, pleinement ancré dans son territoire, qui fédère, met en synergie l'ensemble des acteurs culturels de l'art contemporain. La diffusion explose avec de nombreux lieux d'exposition adossés à la formation. Le MoCo renforce l'ADN culturel de Montpellier, faisant de Montpellier et de sa métropole une destination culturelle par excellence. Il vous est donc proposé ce soir d'approuver le principe du mode d'exploitation de la Panacée pour un établissement public de coopération culturelle.

Monsieur Alex LARUE : Quelles sont les compétences de Vanessa BRUNO ? Je respecte ce qu'elle fait dans son métier, elle est très reconnue dans son métier. C'est une question ouverte, juste pour savoir sa compétence et ce qu'elle va apporter en matière d'art contemporain. Ce n'est pas une question orientée. C'est une question ouverte.

Monsieur le Maire : C'est lacanien, cela, Monsieur LARUE, non ? Parce que je vous ai vu intervenir brillamment dans un congrès de psychiatres. Donc j'ai pensé que cela vous intéressait la psychiatrie. Si vous aviez lu mon CV attentivement, il n'était pas écrit assez gros peut-être, vous auriez vu que j'ai fait psycho lacanienne. C'est pour cela que l'on peut se parler, dans l'intimité de l'isoloir. Madame Vanessa BRUNO est designer, styliste, chef d'entreprise et elle agit sur la culture populaire. Et nous avons besoin de quelqu'un qui est ce visage qui correspond bien à la ville qui met en évidence la culture, le design. Pourquoi ce choix, parce que c'est une chef d'entreprise qui travaille à l'international. On a besoin d'avoir des visages qui représentent bien Montpellier. Elle ne vous plaît pas ?

Monsieur Alex LARUE : C'est une question ouverte, sans arrière-pensée.

Monsieur le Maire : Cela doit cacher quelque chose... Donc, j'ai répondu. Il a dit oui. Monsieur DELAFOSSE.

Monsieur Michael DELAFOSSE : Nous voterons cette délibération, d'abord parce que la formule juridique qui est adoptée permet de fédérer les lieux, les établissements et probablement de dégager des économies de gestion, ce qui est appréciable, et sans doute pour pouvoir conserver le maximum pour le soutien à l'artistique, que ce soit créations ou expositions. C'est un projet important que vous ayez présenté comme un élément de redynamisation du centre-ville. Il y a eu des chiffres qui ont été donnés, 800 000, 500 000 visiteurs. Cela vous appartient.

Monsieur le Maire : 2 millions. C'est le nombre de voyageurs qui arrivent à la gare Saint-Roch. Si vous ajoutez les 60 000 visiteurs utilisateurs des 3 lignes de tramway devant la gare par jour et maintenant de la quatrième, regardez combien cela peut faire. Je vais vous donner un renseignement que je souhaite éclairer. Il faut toujours viser l'excellence. Donc, quand je dis 500 000 ou 800 000 ce

n'est pas un point de vue misérabiliste. C'est pour exhorter la ville à faire fonctionner ces structures. C'est notre rôle, ce n'est pas de dire de façon schizophrénique : « J'espère que cela va réussir... » en pensant que l'on ne va pas y arriver.

Il ne faut pas donner des doubles messages. Les Montpelliérains aiment Montpellier et ont envie que cela fonctionne.

Monsieur Michael DELAFOSSE : Monsieur le Maire, je vais terminer mon intervention, s'il vous plaît, sans être interrompu, et y compris parce qu'il y a tout intérêt à ce que cet établissement réussisse parce que les projets qui sont engagés ici sont pour les Montpelliérains et pour le rayonnement de la ville. Précisément, c'était une piste que l'on pouvait vous suggérer que cet établissement qui est dédié à l'art contemporain doit trouver son positionnement dans la dynamique de l'art contemporain dans notre pays. Le choix qui a été fait est un choix où, en termes de surface, on est à 3 500 mètres carrés en centralité. Il pourrait être vraiment intéressant de positionner ce lieu sur le Street art. Ce serait le premier établissement public en France, dans le paysage de l'art contemporain à positionner son identité là-dessus, ce qui permettrait à la ville de rayonner, d'être repérée, d'illustrer aussi la dynamique qui est en cours sur notre territoire. Et, ici, nous connaissons tous des artistes, nous les suivons et les expositions consacrées au Street art ont bien fonctionné. Dans le paysage culturel français, Montpellier, là, affirmerait une identité très forte qui se distinguerait. Précisément puisque vous donnez le nombre de voyageurs qui arrivent gare Saint-Roch, on peut proposer dans ce lieu, un lieu d'exception qui serait le premier consacré au Street art. Et dont on pourrait souhaiter, de la même manière qu'un important travail est fait depuis longtemps au musée Fabre, d'acquisitions d'un certain nombre d'œuvres (ce qui permet au musée Fabre d'avoir des collections) que ce lieu soit dédié à fonder une collection autour du Street art nous permettant d'avoir encore plus de force pour que, dans les 10, 15, 20 prochaines années, nous puissions être les prêteurs des grandes institutions qui, elles, feront des expositions dans ce domaine. La structure juridique est très positive avec les économies du fait de la mutualisation des énergies et notre contribution vise à assurer ce à quoi nous sommes tout autant que vous attachés, le rayonnement de la ville et l'Intelligence du projet. Je suis sûr que vous prendrez positivement cette contribution.

Monsieur le Maire : Je n'ai rien à apprendre de vous sur le Street art. JonOne, c'est nous, ce n'est pas vous.

Il est reparti au musée Fabre. Il n'est plus dans mon bureau puisqu'il a fait l'objet d'un acte notarié. Je l'ai gardé un moment à la demande de l'artiste et je l'ai restitué au musée Fabre, ce qui est tout à fait normal. D'ailleurs, à la mairie, mon bureau ne m'appartient pas. Il est toujours ouvert, d'ailleurs. Tout le monde passe et vient donner son opinion. C'est une agora au huitième étage. Un speaking-corner.

Sur le Street art, on est déjà positionné très largement sur le sujet. Mais sur la programmation du lieu, ni vous ni moi ne sommes capables de rivaliser avec un directeur artistique. Et il ne doit pas, pour la liberté de programmation et de création, être influencé par les politiques, Monsieur DELAFOSSE. C'est pour cela que je me refuse à dire à Monsieur BOURRIAUD comment il doit penser. Parce que j'entrerais dans son domaine. En France, l'art, la création, c'est libre. A force d'expliquer aux gens ce qu'ils doivent penser, lire, écrire, écouter, on arrive au dogmatisme. Moi, je suis contre le dogmatisme. Donc, je fais confiance à Madame Vanessa BRUNO pour la présidence de l'EPCC et à Monsieur Nicolas BOURRIAUD, ancien directeur artistique de l'école des Beaux-Arts de Paris et du Palais de Tokyo, parce que ce sont des gens de qualité et qui sont tout à fait aptes à nous indiquer la voie. A aucun moment, je ne prendrai parti dans une programmation pour dire que l'on va faire du Street art et dire aux galeries de Montpellier : « Ce n'est que du Street art et vous n'aurez pas droit à la parole si vous ne faites pas du Street art »... et dire aux étudiants de l'École des Beaux-Arts (qui ont demandé à me rencontrer dans une séance d'échanges qui a duré une matinée) que ce lieu sera uniquement dédié au Street Art alors que nous voulons faire de ce lieu

un lieu qui révèle l'ébullition de la ville en termes d'art contemporain et pas seulement de Street art. Le Street art y aura sa place, mais pas uniquement. Nous sommes pour une vision libre de la ville. Pas inféodée à quelque dogme et dogmatique. Est-ce que quelqu'un d'autre veut s'exprimer ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Vous êtes contre ? Le Front national vote contre la culture.

Pour : 59 voix

Contre : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Monsieur Henri de VERBIZIER quitte la séance et donne procuration à Madame Annie YAGUE

2. Théâtre Jean Vilar

Convention de partenariat avec le lycée Jules Guesde dans le cadre des parcours éducatifs d'éducation artistique et culturelle du citoyen

Le théâtre Jean Vilar a pour mission de collaborer au maillage social et culturel du quartier de la Mosson, une de ses dominantes étant son implication en matière artistique et culturelle.

Le lycée Jules Guesde intègre dans son projet d'établissement les thèmes de la tolérance et du vivre ensemble, notamment au travers de son atelier théâtre.

Ouvert à tous sans pré-requis de niveau, cet atelier contribue à faire émerger le potentiel de chacun et participe des objectifs d'ouverture et de socialisation.

Une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier – théâtre Jean Vilar et le lycée Jules Guesde est ainsi proposée pour la période 2016-2019.

Au titre de ce partenariat est mis en place un atelier de pratique artistique, hors temps scolaire, d'une durée de 30 heures, mené par un artiste agréé par la DRAC.

Cet atelier se déroulera dans la salle des expositions du lycée Jules Guesde. Le plateau du théâtre Jean Vilar sera également mis à disposition du lycée, dans le cadre de la Cour des Arts – Rencontres scolaires des arts de la scène à la Mosson, pour deux journées par an.

Le lycée prendra en charge la rémunération de l'artiste pour les 30 heures d'atelier (30x50 €, soit 1500 €), le théâtre Jean Vilar prendra en charge la rémunération de l'artiste dans le cadre de la Cour des Arts (15x50 € soit 750 €).

Il est donc proposé au conseil municipal :

- D'approuver la convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville – théâtre Jean Vilar et le lycée Jules Guesde, jointe en annexe ;
- D'approuver l'avenant à cette convention, pour l'année scolaire 2016-2017 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;

Pour : 59 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)
Adopté à l'unanimité des exprimés.

3. CULTURE ET PATRIMOINE

Attribution de subventions aux associations culturelles

Exercice 2017

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Les arts plastiques, les arts visuels et médias, le patrimoine, le pluri discipline ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 105 associations figurant dans les tableaux ci-après pour un montant de 283 600 € au titre de l'exercice 2017.

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
	ARTS PLASTIQUES		
857	A LA BARAK ATELIER DE PHOTOGRAPHIE	Projet	1 500
2159	BOITE NOIRE UNITE DE RECHERCHE CONTEMPORAINE	Fonctionnement	7 000
2747	ICONOSCOPE	Fonctionnement	7 000
5019	VASISTAS	Fonctionnement	7 000
5036	APERTO	Fonctionnement	7 000
5059	GALERIE AL/MA	Fonctionnement	7 000
5665	EN TRAITS LIBRES	Fonctionnement	1 900
6128	GALERIE ANNIE GABRIELLI	Fonctionnement	2 000
6220	2L2M LE LIEU MULTIPLE	Fonctionnement	1 000
6454	BAR A PHOTO	Fonctionnement	500
	ARTS VISUELS ET MEDIAS		
1810	OAQADI ON A QUELQUE CHOSE A DIRE	Fonctionnement	1 000

4974	LANGUEDOC ROUSSILLON CINEMA	Fonctionnement	3 000
4974	LANGUEDOC ROUSSILLON CINEMA	Projet	3 000
5971	BRAND A PART LIVRE	Fonctionnement	800
6647	SUD BABOTE	Projet	800
6647	SUD BABOTE	Projet	1 400
	PATRIMOINE		
6466	CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES MEDIEVALES	Projet	3 000
	PLURI DISCIPLINES		
529	LA FRICHE DE MIMI	Fonctionnement	4 000
1110	COMPAGNIE ODETTE LOUISE	Projet	900
3671	CROUS - PASS'CULTURE	Projet	17 000
4520	LE GARAGE ELECTRIQUE	Fonctionnement	4 000
6135	L'ATELLINE	Projet	3 000
4191	ILLUSION ET MACADAM	Projet	3 300
	SPECTACLE VIVANT / Musique		
146	AMIS DE L'ORGUE ET CHŒUR DE LA CATHEDRALE	Fonctionnement	1 800
148	CHŒUR DE L'ENCLOS	Fonctionnement	2 300
149	ENSEMBLE VOCAL CLAIRE GARRONE	Fonctionnement	4 300
151	CHŒUR UNIVERSITAIRE MONTPELLIER-MEDITERRANEE	Fonctionnement	2 500
152	GROUPE VOCAL ARLEQUIN	Fonctionnement	500
153	ENSEMBLE VOCAL ET INSTRUMENTAL DE MONTPELLIER	Projet	4 500
154	JAM-JAZZ ACTION	Fonctionnement	10 000
375	B.A. BACH	Fonctionnement	800
382	ASSOCIATION JULES SONIC PRODS	Fonctionnement	1 200
412	INTENSITES	Fonctionnement	3 600
443	ORCHESTRE SYMPHONIQUE D'OC ORCHESTRA	Fonctionnement	500
444	AMIS DE L'ORGUE DES SAINTS FRANCOIS	Fonctionnement	500
465	CHŒUR LES CHOREGIENS	Fonctionnement	2 100
547	VOCALYS	Fonctionnement	500
565	CARRE MENTHE	Fonctionnement	1 000
867	CELLANOVA.ORG	Projet	3 000
1274	UN ORGUE DANS LA VILLE	Fonctionnement	700
1461	COLLECTIF KOA	Projet	4 000
1788	LES NUITS DU CHAT	Projet	2 200

1867	PIC ET COLEGRAM	Fonctionnement	1 200
1966	ASSOCIATION DES PRODUCTEURS EDITEUR DE MUSIQUE EN LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement	2 000
1986	CHORALE PROTESTANTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 300
2009	CORALEN	Fonctionnement	500
2057	ARS MUSICA MONTPELLIER	Fonctionnement	2 000
2137	CHORALE COR CANTO A CŒUR JOIE	Fonctionnement	500
3314	BLABLA PRODUCTIONS	Fonctionnement	2 000
3564	JAZZ CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement	1 300
3746	ASSOCIATION UNI'ONS	Fonctionnement	5 000
3944	ASSOCIATION DES CHŒURS DE MONTPELLIER	Projet	3 800
3996	ENSEMBLE CHORAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	3 000
4011	ATOUT CHŒUR	Fonctionnement	800
4630	CHŒUR D'Ô	Projet	800
4726	ENSEMBLE VOCAL L'ACCROCHE CHŒUR	Fonctionnement	800
4752	ASSOCIATION CONTINUUM	Projet	2 700
4755	ASSOCIATION LOLA PRODUCT	Fonctionnement	6 400
4755	ASSOCIATION LOLA PRODUCT	Projet	1 700
4778	ART ET CREATION CHORALE	Fonctionnement	1 200
4817	VOX RAPIDO	Fonctionnement	3 200
4967	ZIGZAGS ARBATZ ET COMPAGNIE	Fonctionnement	2 700
4977	RANK'ART	Projet	1 000
4979	POLYFOLIES	Fonctionnement	500
5156	ASSOCIATION TAF PRODUCTION	Fonctionnement	3 200
5263	DE BOUCHE A OREILLE	Fonctionnement	1 700
5361	L'OREILLE ELECTRIQUE	Fonctionnement	1 700
5371	LA COMPAGNIE RIBOSOME	Fonctionnement	500
5472	VOYELLES CHŒUR DE FEMMES DE MEDITERRANEE	Fonctionnement	500
5537	MOM'ART FACTORY	Fonctionnement	800
5847	MOT'SON	Fonctionnement	500
5861	ACORD PRODUCTION	Projet	3 000
6107	LES AMIS DE L'ORGUE DU TEMPLE DE LA RUE MAGUELONE	Fonctionnement	1 000
6185	LINGE ET SON	Projet	500
6410	JAZZ IN CLAP'COOP	Projet	1 000
6447	LE PETIT CHAT NOIR RECORDS	Projet	1 900
6140	CONTRASTE	Projet	500
	SPECTACLE VIVANT / Théâtre		

432	ASSOCIATION DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC HERAULT	Fonctionnement	5 000
432	ASSOCIATION DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC HERAULT	Projet	4 500
1949	THEAVIDA	Projet	1 000
2003	COMPAGNIE AUGUSTE SINGE	Fonctionnement	1 500
3005	SONORITE	Fonctionnement	4 000
3073	LES FOURMIS ROUSSES	Fonctionnement	1 500
3156	PRIMESAUTIER THEATRE	Fonctionnement	1 000
3471	COMPAGNIE DES NUITS PARTAGEES	Fonctionnement	2 600
3617	COMPAGNIE POINT DU JOUR	Fonctionnement	3 000
4819	L'ATALANTE	Fonctionnement	4 000
4932	COMPAGNIE DORE	Fonctionnement	2 000
4936	INTERSTICES	Fonctionnement	1 800
4941	AMADEE	Fonctionnement	800
4951	BRUITQUICOURT	Fonctionnement	4 500
4962	GROGNON FRERES	Fonctionnement	3 500
4994	LA COMPAGNIE DU CAPITAINE	Projet	4 500
5016	COMPAGNIE LES PERLES DE VERRE	Fonctionnement	4 100
5016	COMPAGNIE LES PERLES DE VERRE	Projet	5 300
5039	MACHINE THEATRE	Fonctionnement	8 200
5045	LA COMPAGNIE MARITIME LA PILOTINE	Fonctionnement	1 500
5049	N.U. (NOS URGENCES) COLLECTIFS D'ARTISTES	Fonctionnement	1 000
5109	COMPAGNIE DE L'ASTROLABE	Projet	1 500
5110	COMPAGNIE VERTIGO	Fonctionnement	3 800
5122	COMPAGNIE ALEGRIA KRYPTONITE	Fonctionnement	700
5205	COMPAGNIE MOEBIUS	Fonctionnement	4 500
5239	RHIZOME	Fonctionnement	2 000
5305	LA MAISON THEATRE	Fonctionnement	4 500
5513	COMPAGNIE LA VASTE	Fonctionnement	2 000
5804	ASSOCIATION CHAGALL SANS M	Fonctionnement	2 000
5814	LA RAFFINERIE	Fonctionnement	1 000
6181	MOTIFS D'EVASION	Fonctionnement	1 000
6651	LIBRE COURS	Projet	1 000
TOTAL			283 600

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'autoriser l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 283 600 € ;
- d'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjoint déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

4. Archives municipales

Approbation des modèles de contrat de don d'archives et contrat de numérisation et diffusion d'archives

Le service des Archives municipales est régulièrement sollicité par des particuliers, des associations ou des entreprises qui souhaitent donner leurs archives à la Ville de Montpellier.

La loi du 3 janvier 1979 sur les archives (article 10), l'article L.1421-5 (al. 2) le code général des collectivités territoriales (article L.1421-5, alinéa. 2) ainsi que le décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 reconnaissent pour tous les services d'archives publiques la possibilité d'accueillir des archives privées. Celles-ci sont en effet des compléments historiques indispensables aux archives publiques.

Le donateur a toute liberté de fixer les conditions de consultation et de diffusion de ces archives.

Ces clauses sont consignées afin de permettre au service d'archives qui les reçoit de s'assurer de leur applicabilité et de s'engager en connaissance de cause à les respecter.

Dans ce contexte, les Archives municipales souhaitent formaliser ces dons d'archives en proposant un contrat de don d'archives privées et un contrat d'autorisation de numérisation et de diffusion (publication, exposition, site internet)

Pour assurer la possibilité de conserver, reproduire, réutiliser et diffuser ces fonds avec toutes les garanties juridiques, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modèles de contrats encadrant le don d'archives privées ainsi que la numérisation et la diffusion de ces archives.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : C'est très important puisque nous avons légalisé avec Sonia KERANGUEVEN et Nicole LIZA la façon de pouvoir donner de façon très encadrée des documents aux archives municipales de Montpellier. Je vous donne un exemple. Moi-même, j'ai

offert aux archives municipales de Montpellier un certain nombre de papiers qui étaient à ma famille, de choses que j'avais ramassées à la brocante. J'ai débarrassé mon placard et je les ai offertes à la Ville de Montpellier. Il y avait beaucoup de choses très intéressantes. Et aux archives départementales et au musée Fabre. Aujourd'hui, nous l'avons encadré dans un acte beaucoup plus précis qui permet de détailler l'ensemble des documents et de permettre aux archives de pouvoir indiquer de façon publique l'intégralité du don papier, liasse par liasse, et à celui qui donne d'avoir le récépissé de l'ensemble des inventaires qui sont faits sur les documents d'archives. La transparence pour les archives aussi. Et peut-être surtout. Parce que je vous rappelle que les archives sont une conquête de la Révolution française. Avant la Révolution française, les archives étaient stockées dans les chartriers, dans les châteaux, dans les archives des grandes familles et du clergé. Après la Révolution française, elles sont devenues un service public parce que dans l'esprit du législateur des années 1789-1792 il fallait créer un service public ouvert à tous les citoyens pour donner aux citoyens la possibilité de contrôler le pouvoir exécutif de la République. Les archives, c'est avant tout cela.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame Nicole LIZA sort définitivement de séance et donne procuration à Monsieur Vincent HALUSKA.

Madame Sonia KERANGUEVEN sort définitivement de séance et donne procuration à Madame Stéphanie JANNIN.

5. Cœur de Ville en Lumières 2017 - Mise en place du mécénat

La Ville de Montpellier, dans le cadre des manifestations de fin d'année et en complément de son marché de Noël sur l'Esplanade Charles de Gaulle et des Illuminations présentes sur l'ensemble du territoire, souhaite à nouveau organiser un événement nocturne de projections sur différents sites de l'Ecusson.

Fort du succès des éditions 2014, 2015 et 2016, cet événement, aujourd'hui porté par la Ville de Montpellier, se diversifiera encore en 2017 et permettra, au-delà de la mise en valeur du patrimoine architectural du centre-ville d'élargir le parcours à travers l'Ecusson pour les habitants et visiteurs.

« Le Cœur de Ville en Lumières » se déroulera les 30 novembre et 1^{er} et 2 décembre 2017, et une dizaine de sites seront mis en lumière par vidéo mapping ou structures lumineuses et autres performances visuelles.

Une procédure de marché de prestations intellectuelles relative à la conception, production et réalisation de ces projections est actuellement en cours.

La Direction Départementale des Finances Publiques de l'Hérault a été sollicitée cette année afin de donner son accord à l'éligibilité de la manifestation au dispositif du mécénat.

En effet, le « Cœur de Ville en Lumières » possède un caractère culturel et historique, faisant découvrir gratuitement les richesses architecturales de notre centre-ville en habillant les façades et dessinant un parcours toujours plus vaste à travers l'Ecusson.

La DDFIP a donc validé par courrier du 1^{er} mars valant rescrit, l'éligibilité de la manifestation au mécénat.

Ainsi, les mécènes potentiels pourront bénéficier d'une réduction fiscale de 60% du montant de leur participation.

Dans le cas de propositions de mécénat, une convention devra être passée avec le partenaire, et un reçu fiscal pourra lui être remis après versement effectif.

Un projet de convention vous est proposé en annexe et les conventions avec chaque mécène seront présentées lors d'un prochain Conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De valider les termes de la convention de mécénat présentée en annexe,
- D'autoriser M. le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame ROUSSEL étant excusée, c'est Madame MARTIN-PRIVAT qui s'exprime.

Madame Dominique MARTIN-PRIVAT : Vous connaissez Cœur de ville en lumières qui est une manifestation qui a vu le jour en 2014. Nous entamons cette année la quatrième édition. C'est une manifestation de fin d'année autour des illuminations, des vidéos mapping et des structures lumineuses sur 3 jours et qui a drainé l'an dernier 150 000 personnes. Cette année, elle aura lieu les 30 novembre, 1^{er} décembre et 2 décembre. Cette manifestation est un peu particulière par son financement puisqu'elle a été en grosse partie financée par des partenariats privés, entreprises privées et commerçants de la ville.

Nous avons pour l'instant du partenariat et, cette année, nous avons obtenu une autorisation de mécénat. Le mécénat ne s'obtient pas facilement. Il faut déjà que cela concerne des bâtiments publics municipaux historiques. C'est le cas et nous avons obtenu une autorisation de la préfecture et du service des finances pour justement pouvoir cette année le proposer en mécénat à des entreprises qui auront certains avantages. Les avantages particuliers sont une déduction de 66% du montant de leur investissement. A la différence du partenariat, il n'y a pas de contrepartie. Nous souhaitons vous aviser que nous avons obtenu ce mécénat et vous demander de voter.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup et merci pour tout le travail que vous faites pour obtenir ces partenariats parce que c'est un travail de confiance qui s'établit avec les sponsors depuis plusieurs années et qui nous permet d'augmenter le nombre de façades, tous les ans un peu plus. Ce qui est très apprécié par les Montpelliérains.

Avant de passer à l'affaire suivante, un complément de réponse, Monsieur DELAFOSSE, sur le Street art. On n'enferme pas le Street art dans un musée. C'est toute la ville. On ne met pas des chaînes au Street art.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

6. Quartier Hôpitaux Facultés, Secteur Croix Lavit

Lancement d'un dialogue compétitif en vue de la définition du projet de réaménagement urbain et fixation des primes

Le secteur Croix Lavit est situé au nord-ouest de la ville de Montpellier dans le quartier Hôpitaux Facultés. Il s'étend au nord de l'avenue des Moulins, entre la route de Ganges et l'avenue Hemingway jusqu'à la limite communale avec Grabels.

Ce secteur périphérique se caractérise aujourd'hui par une urbanisation relativement hétérogène, marquée toutefois par la présence de nombreuses activités économiques tertiaires liées à sa vocation initiale (en partie la ZAC Euromédecine créée en 1968). Il accueille également des établissements de santé, d'enseignement supérieur, un équipement culturel avec le domaine d'O mais aussi des logements individuels et collectifs.

Depuis quelques années, ce secteur de la Ville voit le départ progressif d'un certain nombre d'activités vieillissantes qui se repositionnent ailleurs dans la ville ou dans l'agglomération (centre d'hémodialyse, clinique Aider ...). Face à ces évolutions, la Ville a favorisé la création de logements collectifs afin de développer une mixité urbaine et sociale, et répondre en partie aux forts besoins en logements exprimés sur le territoire communal.

D'autre part, la position centrale dans le quartier d'opérations immobilières en cours de réalisation a été l'occasion d'initier des projets de requalification d'espaces publics avec, notamment, l'aménagement d'une place au cœur du quartier (rue Galéra/rue Croix Lavit).

Aujourd'hui, le phénomène de mutation s'accroît, notamment la libération d'un terrain de près de 4 ha au cœur du secteur Croix Lavit. Ce secteur présente donc aujourd'hui les signes tangibles d'une véritable mutation urbaine. Ce moment charnière semble opportun pour s'interroger sur le devenir du secteur Croix Lavit et accompagner sa reconversion urbaine.

La Ville de Montpellier a donc décidé de lancer le réaménagement d'un périmètre circonscrit situé globalement entre la rue du Puech Villa, la rue Galéra et les ensembles existants le long de la rue Saint Priest afin de définir ses perspectives d'évolution et proposer une programmation urbaine, adaptée à l'échelle du quartier, qui tienne compte du tissu existant et environnant. Ces orientations serviront de cadre pour accompagner de manière cohérente les mutations foncières en cours.

Compte tenu des caractéristiques des marchés du logement d'une part et des activités tertiaires d'autre part, la Ville souhaite s'orienter vers une programmation comprenant majoritairement des logements, mais les propositions devront également porter sur d'autres choix de programme permettant de garantir une certaine mixité urbaine.

Elle a identifié plusieurs enjeux et principes d'aménagement :

- réaliser un quartier mixte à dominante d'habitation sous forme de logements collectifs, pouvant accueillir également des commerces ou quelques activités tertiaires,
- répondre aux besoins en matière d'habitat sur cette partie de la commune, dans le respect des principes de mixité sociale,
- renforcer l'accroche avec les quartiers existants et en liaison avec la centralité récemment créée et le projet d'école,
- améliorer l'ambiance urbaine et aménager les espaces publics en privilégiant, dans un contexte paysager la continuité des déplacements doux (piétons et cycles),
- intégrer la problématique hydraulique dans le réaménagement global du quartier,
- valoriser les caractéristiques paysagères et topographiques du secteur.

Il apparaît cependant que l'ambition d'aménagement affichée confrontée aux déséquilibres constatés présente une complexité importante pour calibrer l'intervention opérationnelle et financière de la Ville dans un contexte où la maîtrise foncière publique est cantonnée aux voies et espaces publics.

Dès lors, il est proposé d'avoir recours à une procédure de dialogue compétitif, conformément à l'article 42 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23/7/2015 et des articles 75 et 76 du décret n°2016-360 du 25/03/2016.

Le dialogue compétitif vise à définir un concept urbain et des orientations urbanistiques, architecturales et paysagères à partir desquels sera conçue puis mise en œuvre une opération d'aménagement, dans le cadre d'un marché avec l'équipe candidate choisie à l'issue du dialogue.

La procédure sera conduite au nom et pour le compte de la Ville par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) au titre de la convention de mandat d'études entrée en vigueur le 23 janvier 2017 portant sur l'organisation et le suivi des études de programmation urbaine et d'évaluation environnementale à l'échelle du projet.

Au cours des différentes phases du dialogue, il sera demandé aux trois candidats sélectionnés de produire de nombreux documents accompagnés de pré-chiffrages et de plans à grande échelle. Dans ces conditions, il est proposé de verser une prime à chacun des candidats admis à participer au dialogue compétitif, en considération de l'importance de ces demandes.

Compte tenu de la complexité générale de cette opération, il est proposé de fixer cette prime à 20 000 € HT.

A l'issue du dialogue compétitif, qui aura permis de choisir la solution adaptée au projet de réaménagement urbain du secteur Croix Lavit, la prestation attendue dans le cadre d'un accord-cadre avec pour objet les missions et éléments de missions suivants :

- afférents au projet urbain : Plan guide, définition des orientations urbanistiques, architecturales, paysagères et environnementales, ainsi que du plan de masse du projet de réaménagement, schémas organiques, éléments nécessaires à l'élaboration du bilan financier de l'opération ;
- afférents aux tranches opérationnelles particulières et d'ensemble ultérieures : Phase opérationnelle préparant la réalisation de l'opération, cahier des recommandations urbanistiques, architecturales, paysagères et environnementales, adaptation réglementaire du PLU, documents et assistance nécessaires à la concertation publique, tous autres dossiers administratifs et techniques rendus nécessaires par l'opération, mission d'architecte-urbaniste en chef, coordonnateur des projets de l'opération d'aménagement.

Sans préjuger des procédures opérationnelles mises en œuvre, ces missions pourront être confiées pour une ou plusieurs tranches opérationnelles.

Les marchés subséquents, ultérieurement passés sur le fondement du présent accord-cadre, pourront avoir pour objet tout ou partie des missions et éléments de mission susvisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la SA3M, mandataire, à lancer une procédure de dialogue compétitif conformément à l'article 42 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23/7/2015 et des articles 75 et 76 du décret n°2016-360 du 25/03/2016, portant sur la définition d'une programmation urbaine du secteur Croix Lavit,
- De fixer à trois le nombre de candidats admis, après la phase de sélection, à participer à ce dialogue compétitif,
- De fixer le montant de la prime à verser à chacun des candidats ayant mené à bien le dialogue compétitif à 20 000 € HT,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Montpellier, conformément au budget prévisionnel mentionné dans la convention de mandat d'études Ville / SA3M entrée en vigueur le 23 janvier 2017,

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire et à effectuer les formalités de publicité.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

7. Foncier - Désaffectation et déclassement du Domaine Public Communal Ancien poste de Police Municipale situé Boulevard de Figuerolles

La Ville est propriétaire d'un bâtiment, anciennement un poste de police municipale situé à l'intersection de la rue du Faubourg Figuerolles et de la rue du Mas de Merle.

A ce jour, ce bâtiment d'une superficie d'environ 125 m² n'est plus utilisé ni par la Ville ni par ACM Habitat qui dispose sur ce bien d'une convention d'occupation précaire en cours de résiliation d'un commun accord.

Ce bien est situé en section cadastrale IY et non numéroté comme appartenant au domaine public communal du fait de son affectation antérieure au poste de police.

Il est proposé de constater, par la présente délibération, la désaffectation de ce bien et de procéder à son déclassement du domaine public communal.

Ce déclassement permettra de faire entrer le bien dans le domaine privé et de le numéroté au cadastre en vue, ultérieurement, de le céder à Montpellier Méditerranée Métropole pour démolition dans le cadre de ses compétences Espace public et OPAH – ANRU.

L'assiette du bâtiment actuel appartient au périmètre de l'opération de renouvellement urbain - PRU du quartier Centre - objet de la convention territoriale de rénovation urbaine en date du 8 janvier 2007 financée par l'ANRU et en particulier à son avenant de clôture n°10.

Cet avenant prévoit la requalification des espaces publics, notamment les voies de desserte de certains îlots de la Cité Gely, dont la rue du Faubourg Figuerolles.

Cette cession devra faire l'objet d'une procédure spécifique et d'une délibération ultérieure, conformément à la réglementation en vigueur.

Le préalable à cette procédure est le constat de désaffectation du bien et son déclassement du domaine public municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de constater la désaffectation du bâtiment de l'ancien poste de police municipale situé à l'intersection de la rue du Faubourg Figuerolles et de la rue du Mas de Merle en section IY,
- de prononcer le déclassement du domaine public communal de ce bien et de l'incorporer au domaine privé de la Ville ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

8. Transfert de biens Ville / Montpellier Méditerranée Métropole

La Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences prévues à l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales.

Le code général des collectivités territoriales en son article L.5217-5 précise à ce titre que doit être opéré un transfert en pleine propriété au profit de la Métropole des biens antérieurement mis à disposition de l'EPCI préexistant par les communes membres et des biens affectés aux nouvelles compétences dévolues à la Métropole. La Métropole sera substituée de plein droit dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens anciennement mis à disposition et les contrats en cours exécutés jusqu'à leur échéance.

Il convient donc d'effectuer le transfert de propriété entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole concernant les biens ayant fait l'objet de conventions de mises à disposition au profit de Montpellier-Agglomération.

Conformément à la loi, la cession de ces biens doit être opérée à titre gratuit et ne donne lieu à aucun paiement, indemnités, taxe, droit, salaire ou honoraire.

Il est proposé de céder à Montpellier Méditerranée Métropole l'équipement culturel du Théâtre de Grammont, son terrain d'assiette ayant pu être récemment individualisé de l'ensemble du Domaine de Grammont. Le calcul précis de la surface à céder et sa numérotation cadastrale définitive sont en cours par géomètre – expert.

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance	Date d'acquisition par la Commune
Théâtre de GRAMMONT	RL 3p	environ 5100 m ²	Acte du 31/12/1976 à Bouisson-Bertrand

Cet équipement avait fait l'objet d'une mise à disposition au profit de Montpellier Agglomération. L'inventaire comptable déclare une valeur historique pour ce bien de 5 732 951 € (numéro d'inventaire BAT 42142).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De céder à titre gratuit à Montpellier Méditerranée Métropole le bien Théâtre de Grammont, cadastré RL3p ci-dessus ;
- De procéder à la rédaction de l'acte administratif de vente formalisant le transfert de propriété corrélatif entre la Commune et la Métropole ;

- De dire, qu'en cas de nécessité et par extraordinaire, du fait d'un obstacle imprévu d'ordre juridique ou de publication au service de la publicité foncière ultérieur, il sera fait appel aux services d'un office notarial ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

9. AFFAIRE RETIREE

10. MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subventions

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique du cœur marchand de Montpellier.

Ces campagnes ont été instaurées par les délibérations du 29 mai 2012 n°2012/284, du 17 juin 2013 n°2013/237 et renforcées par la délibération du 2015/151 du 07 mai 2015 élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre, hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention allouée, le solde étant versé après conformité de la totalité des travaux.

Après validation des travaux réalisés par l'équipe chargée du dispositif de la Mission Grand Cœur et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault, associée à l'instruction des dossiers et à l'animation de cette action, la subvention suivante est attribuable :

<p>« STARTER CENTER », Gérant : M. Robin PUGIBET 7 boulevard Ledru Rollin</p> <p>Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés. 3 696,25 € de subvention travaux</p>	<p>Montant de la subvention : 1 848,13 €</p>
---	---

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ce

dossier, le versement de cette subvention est réalisé après visite de conformité des travaux. Le solde de la subvention sera versé après conformité totale des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de cette subvention pour un montant total de 1 848,13 € correspondant à la requalification de la devanture du local commercial listé ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

11. MONTPELLIER GRAND COEUR
Ravalement obligatoire des façades
Attribution de subventions

Dans le cadre du ravalement obligatoire des façades régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal concernant Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, la subvention suivante est attribuable :

SDC 22 rue Durand Cabinet HUGON REDON (50 % de la subvention)	2 261,60 €
Total :	2 261,60 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de la subvention d'un montant total de 2 261,60 € correspondant à l'immeuble listé ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908),
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 61 voix

Contre :

*Abstentions :
Adopté à l'unanimité.*

12. CONVENTION Entre la Ville de Montpellier et l'Université de Montpellier

Ouverture au public du Jardin des Plantes

Une convention permettant l'ouverture du Jardin des Plantes au public a été mis en œuvre depuis 2002, associant la Ville et l'Université de Montpellier. L'objectif de cette convention vise à offrir aux Montpelliérains, et à tout visiteur, un lieu de découvertes et de flânerie au travers du plus ancien jardin botanique de France.

Le Jardin des Plantes fait partie du patrimoine de l'Université et de la Faculté de Médecine de Montpellier. Il est protégé au titre des Sites et Monuments Historiques depuis 1992 et assure une triple vocation : botanique, historique et universitaire.

Par ailleurs, il représente pour la Ville de Montpellier un des sites touristiques les plus visités et constitue par là même un atout pour le centre-ville historique.

Afin de garantir l'ouverture de ce site remarquable au public, la Ville et l'Université souhaitent prolonger ce partenariat pour une nouvelle durée de 15 ans.

Cette convention propose en contrepartie de l'ouverture au public d'une partie du jardin, la prise en charge par la ville des modalités de surveillance du jardin des plantes et d'accueil pendant les périodes d'ouverture au public. Pour ce faire, une loge à l'entrée du jardin est mise à la disposition des agents municipaux dédiés à la surveillance et à la régulation du site.

Un règlement intérieur détermine les lieux et les modalités d'ouverture au public. Il précise les différentes dispositions pour préserver la vocation du site qui demeure un lieu de conservation et de recherche botanique. Il est annexé à la présente convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de partenariat entre la Ville et l'Université de Montpellier précisant les obligations de chaque partie,
- D'approuver le règlement intérieur annexé,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut l'Adjointe déléguée, à signer ladite convention et le règlement intérieur ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame SANTARELLI.

Madame Marie-Hélène SANTARELLI : Il s'agit d'une convention permettant l'ouverture du Jardin des Plantes au public qui a été mise en œuvre depuis 2002 associant la Ville et l'Université de Montpellier. L'objectif de cette convention vise à offrir aux Montpelliérains et à tout visiteur un lieu de découverte et de flâneries au travers du plus ancien jardin botanique de France. Le Jardin des

Plantes fait partie du patrimoine de l'Université de la faculté de médecine de Montpellier. Il est protégé au titre des sociétés et monuments historiques depuis 1992 et assure une triple vocation botanique, historique et universitaire. Par ailleurs, il représente pour la ville de Montpellier un des sites touristiques les plus visités et constitue par là-même un atout pour le centre-ville historique. Afin de garantir l'ouverture de ce site remarquable au public, la Ville et l'Université souhaitent prolonger ce partenariat pour une durée de 15 ans. Cette convention propose, en contrepartie de l'ouverture au public d'une partie du jardin, la prise en charge par la Ville des modalités de surveillance du jardin pendant les périodes d'ouverture au public. Pour cela, une loge à l'entrée du jardin est mise à disposition des agents municipaux dédiés à la surveillance et à la régulation du site. Un règlement intérieur détermine les lieux et les modalités d'ouverture au public. Il précise les différentes dispositions pour préserver la vocation du site qui demeure un lieu de conservation et de recherche botanique. Pour cela, nous vous proposons d'approuver la convention de partenariat entre la Ville et l'Université de Montpellier précisant les obligations de chaque partie et d'approuver le règlement intérieur annexé.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

13. L'ANIMAL EN VILLE

Convention pour la gestion des abris à chats entre la Ville de Montpellier et les associations partenaires Les Pattounes du Cœur et L'Ecole du Chat

La Ville de Montpellier est confrontée, depuis de nombreuses années, à la multiplication de chats errants sur son territoire.

En cohérence avec les pouvoirs de police du Maire, afin d'assurer sécurité, tranquillité et salubrité publiques sur la commune, il a été décidé d'optimiser les actions de stérilisations félines en implantant des abris pour chats libres dans plusieurs quartiers de la commune.

L'installation d'abris dans des endroits où la prolifération de chats a été identifiée, facilitent les interventions de stérilisation et offre aux chats un refuge leur assurant nourriture et protection contre les aléas climatiques ou bien les maltraitances possibles.

Comme le prévoit l'article L.211-27 du Code Rural, cette démarche vise à renforcer la mission de régulation de la population féline, tout en garantissant le respect de l'animal.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, un partenariat a été engagé avec la Fondation 30 millions d'Amis pour le don d'abris à chats ainsi que pour la gestion de ces abris avec les associations locales de protection animale : Les Pattounes du Cœur et L'Ecole du Chat.

A ce jour, la Fondation 30 millions d'Amis ne disposant pas de bénévole au niveau local pour participer à la gestion des abris, une nouvelle convention est proposée avec uniquement l'intervention des associations « Les Pattounes du Cœur » et « L'Ecole du Chat ».

Toutefois ce partenariat pourra être, étendu à d'autres associations de protection animale, sous

réserve de la signature d'une convention à cet effet.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de partenariat entre les associations Les Pattounes du Cœur, L'École du Chat et la Ville de Montpellier précisant les obligations de chaque partie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut l'Adjointe déléguée, à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Valérie-BARTHAS-ORSAL : Monsieur le Maire, chers collègues, au Conseil municipal du 20 octobre 2016, nous avons fait valider une convention avec 3 associations pour la gestion des abris à chats qui n'a pas pu être signée par un des 3 partenaires car la Fondation 30 millions d'amis n'a plus de bénévoles pouvant s'occuper de ces abris à chats. Le don a bien été validé donc nous sommes obligés de signer une nouvelle convention avec les 2 associations qui sont sérieuses et avec lesquels j'adore travailler, les Pattounes du Cœur et l'École du Chat.

Monsieur le Maire : Vous savez comment dire le chat en russe ? Kot. Et une chatte ? Kochka. Et en gitan ? Gat.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame Sophia AYACHE sort définitivement de séance. Monsieur Rabii YOUSSEF sort de séance et donne procuration à Madame Chantal MARION.

14. Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous.

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations

bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2016/2017, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations :

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 19 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3960 €

Les associations concernées sont :

MPT CHAMSON : Comité de quartier Rocambole ouest 110€

MPT CHOPIN : Cie Cantusanti 550€, France bénévolat 55€

MPT COLUCCI : Montpellier méditerranée métropole Taekwondo 385€

MPT CURIE : Odette Louise 110€, Club de pétanque de Celleneuve 495€

MPT GUILLERME : Comité de quartier St Clément 110€

MPT PAGNOL : Halte pouce 220€, Folikili 110€

MPT SAND : Los Cumbiamberos del Sur 440€

MPT VILLON : Montpellier Scrabble 220€

MPT LAGRANGE : Contraste 440€, Mots'son 220€, Six sens 220€

MPT ESCOUTAIRE : Mion association 55€, Axents 55€, Jasmin d'orient 55€

Maison de la Démocratie : France Alzheimer 55€, UFC que choisir 55€

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 1 association, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 165€

L'association concernée est :

MPT COLUCCI : Croix rouge Française de Montpellier 165€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015.
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Gérard CASTRE étant absent, qui souhaite des précisions ?

Madame Audrey LLEDO : Monsieur SAUREL, Mesdames et Messieurs, bonsoir. Pour cette délibération, j'ai une seule question à poser. Comme à mon habitude j'ai regardé toutes les associations et j'ai essayé de trouver ce qu'elles faisaient. J'ai une petite interrogation pour une association qui est Contraste parce que je n'ai rien trouvé à part un coiffeur à Montpellier et je doute que ce soit ce coiffeur qui utilise la Maison pour tous. Si c'est le cas, pourquoi ? Est-ce un coiffeur associatif ?

Monsieur le Maire : Je connais le coiffeur mais pas l'association. Je vous ferai une réponse sur l'association. Si vous êtes d'accord, on peut la sortir de la liste des associations comme cela je vous y répondrai ultérieurement. On va voter la liste moins l'association.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

15. Le projet Educatif de Territoire Avenant 2016 / 2017

Le Projet Educatif de Territoire (PEdT) a été transmis au Préfet, à la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) et à la CAF de l'Hérault conformément à la délibération n° 2014/325 – du conseil municipal du 24 juillet 2014. Il a été contractualisé pour la période de septembre 2014 à septembre 2017.

Nous rappelons que la Ville de Montpellier décline, dans le Projet Educatif de Territoire (PEdT), sa politique éducative en faveur des enfants scolarisés dans ses écoles maternelles et élémentaires publiques. Ce document formalise la démarche mise en œuvre par la Ville de Montpellier pour l'organisation des différents temps de l'enfant et notamment les temps liés à la réforme des rythmes éducatifs mis en place à la rentrée scolaire 2014.

L'évaluation d'une deuxième année de mise en œuvre, réalisée auprès des partenaires éducatifs à l'occasion des comités de pilotage par quartier, nous a conduits à proposer aux trois institutions partenaires un avenant 2016/2017 au projet initial pour en améliorer la pertinence. Les évolutions

proposées dans cet avenant ont été adoptées par le Conseil Municipal du jeudi 15 décembre 2016, délibération n° 2016/480.

Conformément à la convention PEdT qui précise dans son article 6 que « *Toute modification du PEdT doit faire l'objet d'un avenant présenté et examiné par les différents signataires* », l'avenant 2016/2017 au PEdT a été remis aux services du Préfet, de la DSDEN et la CAF de l'Hérault.

Suite à l'examen par les différents signataires, il est demandé à la Ville de Montpellier de modifier et de compléter le paragraphe 4.6 relatif à la mise en œuvre de l'accompagnement éducatif.

Conformément à son engagement, l'Education Nationale prendra en charge 25% des élèves inscrits de 16h à 17h30 sur l'année 2016/2017 dans les écoles relevant de l'Education Prioritaire. La Ville aura la responsabilité des élèves restants. La carte de l'Education Prioritaire n'ayant pas évolué cette année, ce sont 18 écoles élémentaires qui sont concernées par l'accompagnement éducatif (plus 2 qui sortent du dispositif et maintenues transitoirement).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De modifier l'avenant 2016/2017 au PEdT conformément à l'examen des signataires,
- De transmettre au Préfet, à la DASEN et à la CAF de l'Hérault l'avenant 2016/2017 au PEdT modifié,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui veut des explications particulières ?

Madame Sabria BOUALLAGA : J'aurais une question à vous poser, Monsieur le Maire, concernant justement les TAP puisque durant la campagne nous nous étions opposés à la réforme. Il semblerait que Monsieur MACRON, dans son programme, donnera la possibilité aux maires de faire ce qu'ils veulent. Je pense que cette réforme ne sera possible que si elle s'inscrit dans une réforme territoriale donc avec les 31 communes pour être au mieux.

Monsieur le Maire : L'école est une compétence de la commune, et chaque Maire a l'autorité pour mener la politique qu'il souhaite sur sa commune. Et pas la Métropole. Parlez de Montpellier.

Madame Sabria BOUALLAGA : On est d'accord. Je parle de la Métropole parce que les associations travaillent sur l'ensemble du territoire. Si, demain, vous décidez de dire stop à la réforme, que l'on revient à l'ancien système et que, dans la commune d'à côté, par exemple dans les petites communes à côté, il n'y a pas d'accord unanime, les associations vont être en difficulté pour l'organisation et pour les enfants. C'est pour cela qu'il me semble nécessaire que, si c'était le cas, elles fassent l'objet d'une discussion avec les 31 communes.

Monsieur le Maire : Je suis d'accord avec vous.

Madame Sabria BOUALLAGA : Après, bien sûr, bien entendu, je suis entièrement d'accord avec vous, il est du pouvoir des maires de faire ce qu'ils veulent dans leur commune mais, en tout cas, il est aussi de votre responsabilité en tant que Président de la Métropole d'ouvrir la discussion sur ce sujet qui sera possible en septembre.

Monsieur le Maire : Je vous réponds. Sur la date, si nous modifions tout cela viendra après une

concertation et un travail interne. La nouvelle formule ne pourra se mettre en place qu'à la rentrée 2018 et pas 2017.

Madame Sabria BOUALLAGA : Monsieur MACRON l'a annoncée pour septembre même s'il y aura une discussion.

Monsieur le Maire : Pour Montpellier cela se mettra en place en 2018 si la concertation nous propose un fonctionnement différent et si tout cela est accepté.

Madame Sabria BOUALLAGA : De ce qui revient du terrain, majoritairement, beaucoup de parents d'élèves s'y opposent et beaucoup d'enfants en souffrent. Je me porte témoin de ce qui se passe sur le terrain. Vous, Monsieur le Maire, quelle sera donc votre position ? Est-ce que vous garderez le cap sur une de ces promesses que vous aviez tenues justement.

Monsieur le Maire : Sur la gratuité.

Madame Sabria BOUALLAGA : Pas forcément la gratuité, parce que je pense que ce n'est pas le plus important. Je peux vous assurer que ce n'est pas ce dont les parents se plaignent le plus.

Monsieur le Maire : Oui parce que c'est gratuit.

Madame Sabria BOUALLAGA : Mais pas dans les communes. Vous êtes aussi Président de la Métropole, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Sur la gratuité, je ne reviendrai pas sur l'engagement que nous avons pris. Mais, sur la mise en place du nouveau fonctionnement de l'école, mon intention est de d'abord faire une concertation très large, à la fois des parents d'élèves, des enseignants, des personnels, des directeurs, avant de prendre une décision. Si nous modifions les rythmes scolaires, cette modification se fera à la rentrée 2018, pas avant.

Madame Sabria BOUALLAGA : Et la concertation commencerait quand ?

Monsieur le Maire : On se donne un an pour le faire. Je vous fais remarquer que, lorsque j'étais opposé à la mise en place des rythmes scolaires, de la réforme, j'ai demandé à ce qu'on nous donne une année supplémentaire.

Pour nous donner le temps de tout bien préparer et ne pas le faire « à l'arrache ». Ce que Monsieur HAMON a refusé. Mais c'est Monsieur PEILLON qui avait commencé et Madame BELKACEM n'a rien changé. L'école c'est fondamental.

Et, aujourd'hui, j'entends les parents d'élèves, les enseignants et les personnels. Les enfants sont fatigués, on demande aux personnels des choses qu'ils ne sont pas habitués à faire, les enseignants ont l'impression qu'on les dépossède de l'école, parce qu'il y a plus d'heures d'activité que d'enseignement. Alors, moi je reviens à la phrase sacrosainte du professeur ALLEGRE : lire, écrire, compter.

Moi je suis fils d'instituteur, je n'ai pas fait l'école nationale d'administration, je n'ai pas fait les grandes écoles, j'ai appris l'école sur le terrain en faisant les études de 5 heures moins le quart à 6 heures moins le quart. A l'école LAFONTAINE, à l'école de La Rauze, à l'école des Aiguerelles. Voilà comment j'ai appris l'école avec mon père. Quand on a une vision du terrain on a une vision de bon sens et on ne décide pas à 3 dans une cabine téléphonique, à Paris, avec un ordinateur.

Monsieur Jacques DOMERGUE : Je voulais prendre la parole pour le point numéro 20 mais

puisqu'on parle des rythmes scolaires autant en parler maintenant. Il y a plusieurs éléments à ajouter à ce qu'a dit Madame BOUALLAGA. D'abord, dans votre programme municipal, vous étiez contre les rythmes scolaires et Monsieur LEVITA avait chiffré le surcoût (puisque vous souhaitiez, si cela devait se faire, qu'ils soient gratuits) à 6 millions d'euros.

Monsieur le Maire : C'est exact.

Monsieur Jacques DOMERGUE : Aujourd'hui les finances publiques sont contraintes, et comme les hommes passent et les temps changent, il est important d'avoir une réflexion là-dessus. Ensuite, vous allez respecter la loi, puisque vous avez dit que vous ne pouviez pas faire autrement et vous mettre hors la loi. Donc, vous avez affirmé : « j'applique ce que je ne cautionne pas ». Vous avez été invité à une émission politique face à Monsieur HAMON et vous avez indiqué, je vous cite : il faut avoir le courage de dire que la réforme des rythmes scolaires, celle des temps périscolaires est un fiasco et Emmanuel MACRON propose de revenir dessus. Emmanuel MACRON est Président. Il ne va pas revenir sur sa proposition de campagne, ce qui veut dire que les maires et non pas les Présidents d'agglos, seront libres de leur choix.

Aujourd'hui on est à mi-mandat, c'est-à-dire que ces rythmes scolaires sont en place depuis 3 ans. On entend des sons de cloches très divers. Moi j'ai le même sentiment que ce que vous avez exprimé à la télévision. C'est que les enfants le vivent mal, ils sont fatigués, cela leur fait des activités supplémentaires. La qualité des travaux qui y sont réalisés ou des divertissements sont très inégaux d'un territoire à un autre et même, dans une même ville, d'un secteur à un autre. Il y a souvent de l'absentéisme chez les personnels qui doivent assurer ces travaux, parfois on a du mal à en recruter. Aujourd'hui, il faudrait que l'on sache ce que vous comptez faire. Vous avez la possibilité aujourd'hui de rester dans la loi, en faisant en sorte que vous reveniez à votre idée initiale sur les rythmes scolaires. Mais avant de décider cela, parce que les familles se sont organisées, parce qu'il y a des associations qui effectivement fonctionnent autour de ça, il me paraît indispensable de faire le bilan. A mi-mandat, il faut un bilan à la fois financier mais aussi un bilan sur ce que cela apporte aux enfants, ce que cela apporte éventuellement comme travail pour ceux qui assurent ces activités. Je crois qu'aujourd'hui il faut que l'on sache votre position et si vous êtes prêt à faire ce bilan. Et, en fonction du bilan, en tirer les conséquences. S'il faut revenir sur les rythmes scolaires parce que ce n'est pas une réussite, (on avait nous-mêmes dit à l'époque que c'était une mauvaise idée, qu'elle allait coûter cher et qu'elle n'allait pas répondre aux aspirations des enfants) il faudra revenir dessus. Il faut avoir le courage de le faire. Alors, quelle est votre point de vue ?

Monsieur le Maire : Mon point de vue, c'est que je cautionne exactement ce que vous venez dire et que nous nous sommes donné, avec Isabelle MARSALA, jusqu'à la rentrée 2018 pour faire faire le bilan et surtout la concertation parce que, comme vous l'avez dit très justement, il y a des parents qui ont une opinion, d'autres qui en ont une autre. Moi, je veux prendre la température du milieu avant de prendre une mesure locale qui a aussi des connexions avec le Ministère de l'Education. Cela veut dire que je ne peux pas revenir sur cette mesure, si je n'ai pas, au préalable, rendez-vous avec le Ministre de l'Education. Nous allons demander une série de rendez-vous à Paris avec le nouveau ministre parce que je veux avoir des relations très précises et, s'il faut que l'on soit sur un certain nombre d'écoles et un certain nombre de thématiques, pilote, je le proposerai parce que l'école est un sujet qui m'intéresse. On ne peut pas le traiter à la « va comme je te pousse ». Et on ne peut pas non plus le traiter simplement par le fait que quand un nouveau ministre arrive, il faut faire une réforme pour marquer le terrain en démolissant et en passant à une nouvelle réforme avec les mêmes psychologues... Je ne sais pas si Monsieur BENTOLILA est lacanien. Il était déjà sous Madame ROYAL, c'est lui qui avait fait les études sur l'illettrisme, je m'en souviens très bien. Il est resté au travers de tous les ministères, gauche et droite confondus.

Monsieur Hervé MARTIN : Le ministre actuel était déjà numéro deux de l'administration sous SARKOZY.

Monsieur le Maire : Et alors ? Et votre chef, Monsieur Robert HUE, il est où ?

Monsieur Hervé MARTIN : Il n'est plus avec moi. Je ne suis plus avec lui.

Monsieur le Maire : J'ai bien noté votre réponse instinctive, « il n'est plus avec moi ». Donc c'est vous le patron. C'est freudien, ce n'est pas lacanien. Et si, c'est œdipien parce que vous voyez Monsieur HUE comme un de vos satellites. Vous n'êtes pas un membre du mouvement de Monsieur HUE, vous voyez Monsieur HUE comme un de vos satellites. C'est œdipien et freudien.

Madame MIRALLES, faites nous entendre votre délicieuse voix.

Madame Patricia MIRALLES : Je peux peut-être donner une information. L'ancien ministre de l'Éducation avait fait passer un décret pour que les TAP ne soient modifiés qu'à la rentrée 2018.

Monsieur le Maire : NAJAT ? Franchement, ce Ministère de l'Education, pendant 5 ans, je n'ai rien compris et les Français non plus. Il faut reprendre avec l'Education et il faut avoir un peu de courage politique. C'est difficile, le ministère de l'Education, il faut des ministres qui se mouillent. Max a été conseiller personnel du ministre Claude ALLEGRE, il le sait. Moi j'ai défilé contre le ministre. J'étais en tête de la manifestation contre le ministre que soutenait Max à Nîmes et à Montpellier, parce que je n'étais pas d'accord. J'étais avec les enseignants. Mais ALLEGRE a dit des choses bien, je suis désolé. Quand il a dit qu'il fallait modifier un certain nombre de choses, quand il a dit l'important pour les enfants c'est lire, écrire et compter. Bien sûr. Une fois que les enfants savent lire, écrire, compter, après ils peuvent faire du tir à l'arc. Mais pas avant.

Ensuite, les RASED ont totalement disparu des écoles. C'est la médecine scolaire, c'est tout le suivi social des familles. Ils ont été sortis. Ils ne les ont pas remis. Il faut remettre des RASED ou alors il faut diminuer les effectifs dans les quartiers difficiles. C'est une mesure de bon sens. Quand vous avez 30 primo-arrivants dans une classe vous faites comment ? Parce que les mesures qui ont été faites pour lutter contre l'illettrisme n'ont jamais été appliquées. Madame ROYAL en a parlé mais rien n'a été appliqué. Je le sais parce que j'étais délégué à cela quand j'étais conseiller général. J'ai bien vu ce que ne faisait pas le Ministère. Je l'ai dénoncé. Moi, je soutiens les enseignants, c'est-à-dire les vrais. Ceux qui ont envie d'enseigner. Parce qu'il faut que les enseignants enseignent, les directeurs dirigent, les élèves apprennent et les professeurs professent.

L'association Contraste, Madame LLEDO, est une compagnie de danse contemporaine et elle fait des spectacles gratuits à la Maison pour tous Léo LAGRANGE.

Donc je vais refaire voter la délibération après celle-là.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Je reviens à l'affaire 14, je la remets aux voix intégralement, non amputée. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Vous voyez que je vous réponds. Vous avez vu que je vous ai répondu.

Pour : 60 voix

Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

16. Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre du Programme de réussite éducative (PRE).

Conformément aux orientations définies par la loi 2005-32 du 18 janvier 2005, dite loi de cohésion sociale, la Ville de Montpellier a décidé, par délibération du 20 décembre 2005, de choisir la Caisse des écoles comme structure juridique support du Programme de Réussite éducative (PRE).

La Caisse des Ecoles est ainsi l'organisme centralisant les crédits alloués par l'Etat et par la Ville de Montpellier, conformément à la convention d'attribution de subvention de fonctionnement signée le 11 janvier 2017 (délibération du Conseil municipal du 15 décembre 2016).

Dans le cadre des actions qu'elle mène, la Caisse des écoles sollicite certains personnels de la Ville de Montpellier pour conduire des interventions auprès d'enfants accompagnés par le PRE. Elle est également amenée à utiliser des infrastructures et des services de la Ville pour son fonctionnement.

La Caisse des écoles et la Ville ont ainsi identifié les prestations mises à disposition du PRE et justifiant une contrepartie financière d'un montant de 130 000 €. Ces dispositions sont précisées dans la convention ci-jointe, soumise à l'approbation du Conseil municipal.

Cette convention, conclue pour l'année 2017, décline les interventions de la Ville relevant du Programme de Réussite éducative, précise la nature de ces dépenses et prévoit les modalités de remboursement par la Caisse des écoles à la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de financement jointe en annexe à la délibération, entre la Ville et la Caisse des écoles,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58 voix
Contre :
Abstentions : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)
Adopté à l'unanimité des exprimés.

17. Convention de Partenariat Parution du recueil de nouvelles Mystères de Montpellier, Tome 8 et partenariat avec La Comédie du Livre 2017

Dans le cadre de l'édition 2017 *Les Mystères de Montpellier*, Réseau CANOPE, dont les missions sont définies dans le **Décret n° 2014-1631 du 26 décembre 2014**, et la Ville de Montpellier

conviennent d'un partenariat pour la parution, à l'occasion de la manifestation littéraire « La Comédie du Livre » organisée par Montpellier Méditerranée Métropole, d'un recueil de nouvelles rédigé de manière collective par des élèves durant l'année scolaire et soutenu par la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale.

Ce partenariat est défini dans une convention qui fixe les obligations des parties.

La Ville de Montpellier s'engage à :

- Financer le travail d'édition de l'ouvrage tiré à 4.500 exemplaires : conception, production (maquette, PAO, impression) et livraison de l'ouvrage sous forme de livre papier ;
- Financer le travail de conception, de publication de l'ouvrage sous format numérique ;
- Financer la conception et l'impression des documents promotionnels et de communication liés au projet ;
- Diffuser l'ouvrage aux élèves de CM2 des écoles de la Ville de Montpellier (2.200 exemplaires) et aux enseignants de ces écoles 400 exemplaires).

Ceci représentant un apport financier de 10 000 € pour la ville sur un budget total de 15 607 €.

Compte-tenu de l'intérêt pédagogique de l'opération et de la diffusion de l'œuvre auprès des écoles de la Ville, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat, jointe en annexe, entre la ville, Montpellier-Méditerranée-Métropole, la DSDEN 34 et le réseau CANOPE.
- De prélever les sommes nécessaires sur les crédits inscrits au chapitre 922 du budget de la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

18. Convention avec la CAF pour l'accès à l'espace sécurisé « Mon compte partenaire »

La Ville de Montpellier a mis en place une tarification adaptée pour les services rendus aux familles. Ainsi, les tarifs des accueils des jeunes enfants, de la restauration scolaire ou des Accueils de Loisirs sans Hébergements (ALSH) sont calculés de façon personnalisée grâce à un taux d'effort directement appliqué aux revenus de la famille.

Pour effectuer ce calcul, les services municipaux ont besoin d'accéder aux données relatives aux ressources des familles enregistrées par la Caisse d'Allocations Familiales.

La CAF a informé la Ville que le service « CAF PRO » qui permet jusqu'à maintenant l'accès à ces

informations serait remplacé à partir du 30 Juin 2017 par un nouveau service d'accès à l'espace sécurisé « Mon compte partenaire – Cdap » (consultation des données allocataires par les partenaires).

Afin de permettre aux services de la Ville de continuer à bénéficier de ces prestations il est nécessaire d'approuver la nouvelle convention relative à ce nouveau service.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les termes de la convention ci jointe qui précise les conditions d'accès au nouveau service « Mon compte partenaire –Cdap » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer la convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

19. Demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (D.R.A.C.) dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (P.L.E.A.C.) - (Offres Culturelles 2017)

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative et du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle, la Ville de Montpellier s'engage à promouvoir la mise en place d'activités éducatives culturelles dans le temps scolaire en partenariat avec la Direction Académique (DA) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

Cette démarche concertée dans le domaine de l'éducation artistique et de la culture scientifique vise à garantir la qualité des intervenants et la pertinence de leurs apports, en articulation avec le programme scolaire et les priorités éducatives, ainsi qu'une juste répartition des actions sur les écoles et les quartiers.

Pour 2017, dans le cadre de cette démarche concertée, la DRAC propose à la Ville de Montpellier l'attribution d'une subvention représentant sa contribution à l'ensemble des actions culturelles proposées par les écoles de la Ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier s'engage à reverser aux associations porteuses des projets des écoles, en plus de sa propre participation, la part attribuée par la DRAC.

Pour aider les écoles à mener à bien leurs projets, les subventions Offres Culturelles ont été votées sur le budget 2016 de la Ville pour un montant global de 59 520 € (dont 33 472€ Ville, 6 048€ DA, 20 000€ DRAC).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie pour l'exercice 2017, pour un montant de 20 000€,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : La DRAC est toujours Languedoc-Roussillon ? C'est une erreur ou alors c'est une anticipation. Moi, j'ai soutenu les grandes régions. Je ne vais pas revenir en arrière ? Il a bien fallu qu'il y en ait qui soutiennent un peu les socialistes à un moment. C'est parce qu'elle est restée à Montpellier qu'elle n'est pas partie à Toulouse.... C'est l'esprit de clocher. Il faut mettre Occitanie, il faut modifier.

Pour : 58 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

20. Attribution de subventions - Temps d'activités périscolaires et parcours de loisirs coordonné - Année scolaire 2017-2018

La Ville de Montpellier organise des Temps d'Activités Périscolaires dans les 123 écoles maternelles et élémentaires de la ville, les jours de classe (lundis, mardis, jeudis et vendredis) de 16h à 17h30.

Parallèlement, elle tend à développer des activités pendant le temps de la restauration scolaire, dans une logique de continuité éducative.

Afin de proposer aux enfants des activités périscolaires variées et complémentaires de celles mises en place par les animateurs municipaux, la ville a sollicité par un appel à projets les associations qui souhaitent mettre en place des activités thématiques pendant les temps périscolaires ou qui souhaitent proposer un parcours de loisirs coordonné incluant des activités pendant les temps de la restauration scolaire et pendant les temps d'activités périscolaires TAP.

Ces projets d'activités ont vocation à :

- Offrir au plus grand nombre d'enfants des activités périscolaires diversifiées et adaptées à leur âge, en complémentarité avec les temps scolaires.
- Favoriser la découverte par les enfants des écoles de nouvelles activités sportives, culturelles, scientifiques ou ludiques.
- Encourager les enfants scolarisés à découvrir et s'approprier le territoire et le patrimoine de leur environnement quotidien.

Après examen des propositions associatives et en tenant compte de leur cohérence avec les projets pédagogiques périscolaires des écoles concernées, il est proposé d'accorder des subventions aux associations suivantes, comme défini dans les tableaux ci-dessous :

1/ PROJETS D'ACTIVITES THEMATIQUES PENDANT LES TAP :

Code	Nom du projet	Nom de l'association	Montant
3932	Jeux de société et club informatique	Association des Cévennes Insertion, Loisirs et Education - ACLE	16000
5842	Education à la culture numérique	ADN citoyen	3500
2432	Atelier des arts du spectacle	Allons z'enfants - Compagnie Didier Théron	7400
1261	TAP Ecole Bazille	APIEU Territoires de Montpellier	2700
1261	TAP B. Pascal	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain APIEU	2700
1261	TAP J. Daubié	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain APIEU	2700
1261	TAP B. Morisot	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain APIEU	2700
1261	TAP Chengdu	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain APIEU	2700
1261	TAP Painlevé	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain APIEU	2700
1261	TAP Simenon	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain APIEU	2700
1261	TAP Petit Bard	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain APIEU	2700
6126	TAP 2017-2018	Aquarius Théâtre	15500
1187	Initiation à la pratique du football	Arceaux Montpellier	3000
6525	Atelier Clown	Art et transformation	2300
5966	Atelier de théâtre éducation	Arthur Théâtre	11500
1230	L'ASBAM, initiation, découverte	Association Sportive des Beaux-Arts Montpellier Omnisports ASBAM	2800
914	Initiation ludique au volley	Association Sports et Loisirs Jeunes ASLJ Croix d'Argent	16000
3381	De l'environnement dans mon école	Association Dynamique d'Information et de Formation sur l'Environnement et le Développement Durable DIFED	2500
6497	L'eau d'ici et d'ailleurs	association eau pour la vie AEV	7150
5911	Mieux vivre ensemble	Association Fabrique de l'Autonomie et de la Responsabilité Citoyenne F.A.R.C.	8750
5499	Atelier théâtre	Compagnie la Hurlante	2500
5125	Mosaïque et livres illustrés	Association les mains enchantées	6500
6007	Danse contemporaine et expression libre	association Mouvement Art Total	8000
5722	Défis olympiques	Association Pratiques Educatives et Plaisirs Sportifs PEPS	13000

5722	Histoires magiques	Association Pratiques Educatives et Plaisirs Sportifs PEPS	7000
5722	Handdifférent	Association Pratiques Educatives et Plaisirs Sportifs PEPS	7000
5722	recycl'art	Association Pratiques Educatives et Plaisirs Sportifs PEPS	7000
1949	Arts visuels d'Amérique latine Latin'arte	Association ThéâViDa	5200
5971	Le ciné gouter	Brand à part	2500
575	Atelier échecs Initiation et perfectionnement	Calandreta dau Clapas	8800
3845	Ateliers cirque aux Hauts de Massane	Centre Arts du Cirque BALTHAZAR	2000
3845	Ateliers cirque Figuerolles Gambetta	Centre Arts du Cirque BALTHAZAR	6000
4955	Découverte musicale autour des musiques du monde	Centre Culturel International Musiques sans Frontières	4000
6589	Chasse au trésor	CATOC	7900
4517	Les écoles du Handisport Langevin	Comité Départemental Handisport Hérault	2000
4517	Les écoles de Handisport Hôpitaux Facultés	Comité Départemental Handisport Hérault	2000
4517	Les écoles de Handisport Centre	Comité Départemental Handisport Hérault	2000
4517	Les écoles de Handisport Mosson	Comité Départemental Handisport Hérault	2000
5122	Atelier de pratique théâtrale	compagnie Alegria Kryptonite	4000
5824	Danser Ensemble	Compagnie La Maison	8200
5657	Musique et danse	Compagnie l'Enjambée	5900
5554	Projet théâtre	Compagnie Théâtre du Sud	4900
6156	Atelier de Biodanza	Corps en devenir	2100
2049	Fêtes d'ici et d'ailleurs	CPCV Sud Est	4300
2049	Comédie musicale et découverte de l'anglais	CPCV Sud Est	4300
2049	Jeux du monde et traditionnels	CPCV Sud Est	4300
2049	Médialab	CPCV Sud Est	4300
2049	Et toi t'écoutes quoi ?	CPCV Sud Est	4300
2049	Nouveaux jeu sportifs	CPCV Sud Est	4300
2049	Nos amis les bêtes	CPCV Sud Est	4300

2049	Nature et copains	CPCV Sud Est	4300
2049	Vis ma ville	CPCV Sud Est	4300
2049	Sur les ondes	CPCV Sud Est	4300
2049	Jeux de société	CPCV Sud Est	4300
2049	jeux de construction	CPCV Sud Est	4300
2049	Il était une fois	CPCV Sud Est	4300
2049	Jeux coopératifs	CPCV Sud Est	4300
2049	citoyen de demain, tous semblables, tous différents	CPCV Sud Est	4300
372	Rendre les enfants acteurs de leur environnement	Développement solidaire et durable	26000
406	Activité éducatives périscolaires	Echecs club Montpellier	12000
5664	Poésie écrite et orale	ELVIRE	2500
5665	TAP Arts plastiques	En traits libres	4800
2149	Définition réalisation d'activités éducatives périscolaires	Eveil en mouvement	45000
6160	La métamorphose	FERNANDA	2500
1083	Ateliers théâtre	FNCTA CD 34	13500
71	Des mots et des couleurs	I.Projet – Echanges Internationaux Culture Citoyenneté IPEICC	2750
71	Citoyens juniors	I.Projet – Echanges Internationaux Culture Citoyenneté IPEICC	2750
409	La ludothèque à l'école en TAP	Jouons en ludothèque	14000
1201	Activités culturelles à l'école Sévigné	La boutique d'écriture & Co	3000
5045	Théâtre pour tous Prés d'Arènes	La compagnie Maritime La Pilotine	10000
474	Des loisirs dans les TAP pour tous	La Gerbe	19000
5898	Créativité et arts plastiques	La Petite Fabrique	10000
4472	Théâtre et spectacle vivant	La vista	4500
6350	Découverte des abeilles pollinisatrices	L'abeille en jeux	3000
3064	Ecrire et s'écrire	Lâche les Mots	4500
6351	Sous l'arbre à palabres	LAFI BALA	2100

5947	Musique et chant	Le jardin des notes	7000
4388	L'art dans tous ses états	Le Passe Muraille	5000
4388	Découverte des différentes facettes du patrimoine	Le Passe Muraille	5000
4388	Jeux du monde	Le Passe Muraille	5000
4388	Jardin pédagogique	Le Passe Muraille	5000
4388	club nature	Le Passe Muraille	5000
467	Parcours éducatif Condorcet	Le Relais – Maison des Enfants dans la Ville	7300
467	Parcours éducatif JJ Rousseau	Le Relais – Maison des Enfants dans la Ville	14800
467	Parcours éducatif Louis Pasteur	Le Relais – Maison des Enfants dans la Ville	14800
467	Parcours éducatif Lamartine	Le Relais – Maison des Enfants dans la Ville	14800
1531	L'ora del conte	Lectura e oc	3900
5844	Education par le jeu	Les Dés Calés : club associatif ludo-environnemental	16000
5988	Images : découverte, initiation, jeux et fabrication	Les Films de la criée	7900
25	activités éducatives périscolaires	Les petits débrouillards	42000
6544	TAP'Alim	Ligue nationale contre l'obésité	10300
6155	Le jeu de société dans tous ses états	L'ouvre boites	7700
233	Santé vous mêmes	Ma Vie	5400
3230	Sensibilisation en architecture	Maison Architecture Languedoc Roussillon	8700
5537	Découverte du cinéma	Mom'Art Factory	5000
5537	Atelier conte théâtralisé	Mom'Art Factory	5000
5537	Atelier d'arts plastiques	Mom'Art Factory	10000
5537	Initiation au théâtre	Mom'Art Factory	2500
3808	Découverte sportive en mixité Cévennes croix d'Argent	Montpellier culture sport adapté	6000
3808	Découverte sportive en mixité Hôpitaux Fac	Montpellier culture sport adapté	3500
4556	Tout devient plus simple quand on rame ensemble	Montpellier Eaux Vives Canoé Kayak	4000
128	Initiation Handball	Montpellier Handball	4500

1225	Futsal	Montpellier Méditerranée Futsal	7900
5854	Les Hauts de Massane à l'école du sport	Montpellier Mosson Omnisports	19900
1541	Découverte du tennis de table	Montpellier Tennis de Table	6000
6547	Radio TV école, apprends à t'exprimer !	NEWOL ENTERTAINMENT	6000
1783	Théâtre Patrimoine Citoyenneté	OCTOPUS EXPRESSION	12950
38	La radio, outil de réflexion et d'expression	Radio Aviva	9000
29	Des sons animés	Montpellier Contacts - Radio clapas	4950
6322	Activité flamenco	Sonikete Flamenco	3600
2811	A la découverte des jeux	Strata'j'm sud	14300
6444	Atelier de lecture et d'écriture	Syllabe	5000
	Activité autour de la mosaïque	association Eclats	4400
	Atelier de comédie musicale	Association Galatée	2000
	Atelier Art et création	Association Haz'Art	5250
	Yoga pendant les TAP	Association Yogui Yoga	7200
4399	Mouvement voix Rythme	Calor Danse	3200
6539	Contes et musiques de la Méditerranée	Compagnie Cantusanti	4500
6675	Découverte du mime	Compagnie Platform88	2500
6708	Art animé	Ichnos La Trace	4500
6707	La petite Académie	Association des Amis des Instituts Weil et Bernanos	22400
6707	Shakespeare Juniors	Association des Amis des Instituts Weil et Bernanos	22400
6694	Alimentation, activité physique et prévention santé	Réseau Le poids du partage	4400
	TAP Montpellier Hôpitaux Facultés	FFKDA Ligue LR de Karaté et disciplines associées	2000
	TAP Montpellier Beaux Arts Boutonnet	FFKDA Ligue LR de Karaté et disciplines associées	2000
	TAP Montpellier Port Marianne	FFKDA Ligue LR de Karaté et disciplines associées	2000
	TAP Montpellier Centre	FFKDA Ligue LR de Karaté et disciplines associées	2000
5792	Jeux d'opposition	Montpellier Judo Olympic	7500

5847	Mot'son Kids	Mot'son	3200
	Théâtre avec Léa Egalité et Léo Respect	ZONTA Club Montferrier Olympe de Gouges	2700
6623	Animation Origami et marionnettes	Association Animation Création Culture Origami	4000
	Cafés philo	MOHO	2700
		Total subventions attribuées	911 450

Le subventionnement de ces 132 projets permettra aux associations d'organiser 16 150 groupes d'activités dans les écoles, ce qui représente une moyenne de 112 séances d'activités chaque jour.

2/ PROJETS DE PARCOURS DE LOISIRS COORDONNES

Dans le cadre de l'appel à projets certaines associations ont présenté des projets de « parcours de loisirs coordonné » comprenant à la fois des activités pendant les temps de la restauration scolaire et pendant les TAP, ce qui permet d'améliorer la continuité éducative offerte aux enfants.

Pendant la pause méridienne, les intervenants associatifs participent au temps de la restauration scolaire dans sa globalité et à proposent aux enfants des activités ludiques et éducatives. Les projets présentés concernent aussi bien le temps du repas (éducation au goût, respect des règles...) que les moments de détente avant et après le repas.

Code	Nom du projet	Nom de l'association	MONTANT
432	TAP et temps méridiens	AD PEP 34	311 600
789	Parcours coordonné de loisirs périscolaires	CD UFOLEP 34	246 000
1469	Animathèque	Les Francas de l'Herault	269 900
4144	Loisirs périscolaires	MUC Vacances	944 000
4586	Activités éducatives en temps périscolaires	Vacances Evasion	372 000
		Total subventions attribuées	2 143 500

Le subventionnement de ces six projets permettra de réaliser 13 824 séances d'activités pendant le temps de la restauration scolaire, soit en moyenne 96 interventions par jour, et 23 472 séances d'activité pendant les TAP, soit en moyenne 163 interventions par jour.

L'ensemble de ces projets, qu'ils concernent les TAP ou les parcours de loisirs coordonnés, seront mis en place pendant l'année scolaire 2017 -2018.

Les modalités de paiement des subventions correspondantes sont détaillées dans la convention d'attribution de subvention pour des projets périscolaires dans le modèle est annexé à la présente délibération :

- Un premier versement égal à 70% de la subvention totale est versé à chaque association avant le début de l'action, dès réception de la convention signée.
- Le solde de la subvention, soit 30% du montant voté, est versé après la fin de l'action si celle-ci a été intégralement exécutée. Le bilan de l'action est établi sur la base du rapport d'activité présenté par l'association.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le modèle de convention d'attribution de subvention pour des projets périscolaires
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions
- De prélever les sommes nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2017 sur la ligne 24419 nature 6574 chapitre 922.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

21. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisirs- Autorisation de signer les conventions d'occupation - Approbation des subventions en nature.

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations gestionnaires de centres de loisirs en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-5 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en Sécurité (PPMS) de l'école, en lieu et place du Maire (cf.article V-E).

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de

l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit.

Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

Il est donc proposé de mettre à disposition des associations listées ci-dessous les locaux scolaires indiqués, pour des montants de subvention en nature valorisables tels que précisés dans le tableau suivant.

ASSOCIATIONS	ADRESSE ASSOCIATIONS	ECOLE MISE A DISPOSITION	Montant de la Subvention en nature
VACANCES EVASION	394, Rue Léon Blum 34000 MONTPELLIER	DE GAULLE / JAURES	18130
VACANCES EVASION	394, Rue Léon Blum 34000 MONTPELLIER	GOETHE / LANGEVIN	29760
UFOLEP	66, Esplanade de l'Egalite 34080 MONTPELLIER	KIPLING/ BEAUDELAIRE	19725
UFOLEP	66, Esplanade de l'Egalite 34080 MONTPELLIER	PAGNOL / VOLTAIRE	23600
UFOLEP	66, Esplanade de l'Egalite 34080 MONTPELLIER	BEETHOVEN	15780
UFOLEP	66, Esplanade de l'Egalite 34080 MONTPELLIER	OLYMPE DE GOUGES	19725
LES FRANCAS DE L'HERAULT	6, Rue des Bougainvilliées residence le capitole n°203 34070 MONTPELLIER	CALLAS / SUN YAT SEN	13340

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe et l'attribution des créneaux d'utilisation pour les associations désignées dans le tableau ci-dessus.
- d'approuver les subventions en nature mentionnés sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame JAMET.

Madame France JAMET : Une petite explication puisque, comme d'habitude, vous n'autorisez pas les votes par division. Je vous félicite en tout cas de soutenir ainsi le sport. L'UFOLEP cela fait du bien, cela fait du sport. Mais en tout cas on ne peut pas voter pour les Francas qui, eux, font de la politique, comme d'habitude. Donc nous nous abstiendrons. Mêmes causes, mêmes effets.

Pour : 58 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

Monsieur Jérémie MALEK sort de séance. Alex LARUE sort de séance et donne procuration à Madame Nancy CANAUD.

22. FITDAYS 2017 MGEN

Etape du 2 juin 2017 au Parc Montcalm et finale avec triathlon XS le 12 juillet 2017 sur

l'Avenue du Pirée

Conventions d'occupation du domaine public

Dans le cadre de sa politique sportive, de prévention santé et de réussite éducative, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sur son territoire.

A ce titre, la Ville est sollicitée afin d'accueillir deux manifestations du Fitdays MGEN 2017, dans le cadre du Fitdays kids à savoir, une étape le mercredi 2 juin 2017 au Parc Montcalm d'une part, et la finale le mercredi 12 juillet 2017 le matin sur l'avenue du Pirée, et un triathlon XS l'après-midi réservé aux adultes, d'autre part.

Le Fitdays MGEN est un événement de prévention santé via le sport en direction des enfants des Ecoles Primaires, qui s'appuie sur l'activité Triathlon portée par l'Association TIGRE.

Le Fitdays Kids permet d'apprendre « à mieux manger pour mieux bouger ».

La MGEN, à travers le Fitday MGEN, Tour de France de Triathlon à étapes, assure la promotion de l'évènement et garantit à la Ville un droit d'image, et l'utilisation de droits promotionnels et publicitaires avec l'évènement.

Lors de l'étape montpelliéraine, 24 enfants seront sélectionnés par tirage au sort pour les finales régionales, le 10 juillet à Canet-en-Roussillon.

Lors des finales régionales, les enfants effectueront un triathlon sur des distances adaptées à l'âge de chacun. Un classement par année de naissance et sexe est annoncé, et le meilleur enfant de chaque année d'âge et sexe est sélectionné pour participer à la grande finale nationale le 12 juillet 2017 à Montpellier.

L'« Association TIGRE » anime l'atelier Triathlon, et propose lors de la finale à Montpellier, un triathlon XS, réservé aux adultes sur 375 m de natation dans le bassin du Lez, 10,4 km en 4 boucles et 2,9 km de course à pied sur 2 boucles.

Ces manifestations nécessitent la signature entre la Ville, la MGEN et l'Association TIGRE, de conventions annexées à la présente délibération.

Celles-ci préciseront notamment, les conditions de la mise à disposition à titre gratuit du domaine public de la Ville, eu égard à l'intérêt local manifeste que représente ces événements.

Ces autorisations à titre gratuit constituent des subventions en nature dont les montants sont valorisés conformément à la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2016 fixant les tarifs 2017 applicables au domaine public occupé, à savoir :

- Manifestation du 2 juin sur le Parc Montcalm : $2\,000\text{ m}^2 \times 1\text{ jour} \times 0,17\text{ €/m}^2 = 340\text{ €}$
- Manifestation du 12 juillet sur l'avenue du Pirée : $5\,950\text{ m}^2 \times 1\text{ jour} \times 0,17\text{ €/m}^2 = 1\,011,50\text{ €}$

La subvention en nature valorisable pour l'occupation du domaine public s'élève à : 1
351,50 €.

Celle-ci vient compléter la subvention de 4 200 € pour l'étape du 2 juin 2017 attribuée lors du Conseil Municipal du 15 décembre 2016 et la subvention de 5 000 € pour la finale lors du Conseil Municipal du 30 mars 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter la tenue de l'édition 2017 du Fitdays MGEN dans le parc Montcalm et l'avenue du Pirée ;
- d'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit pour la manifestation, eu égard à l'intérêt local qu'elle représente ;
- d'approuver les subventions en nature telles que décrites ci-dessus et les diverses participations de la Ville valorisables pour un montant total de 1 351.50 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Monsieur Fabien ABERT : Dans le cadre de sa politique sportive mais aussi dans le cadre de la prévention santé avec Caroline NAVARRE, cette délibération a pour objet la réalisation du FITDAYS 2017 sur le parc MONTCALM qui aura lieu le 2 juin avec, cette année, la particularité d'accueillir la finale nationale qui aura lieu sur l'avenue du Pirée, le 12 juillet. C'est un triathlon

donc avec de la natation, du vélo et de la course à pied. Un petit Triathlon sera organisé également sur l'avenue du Pirée avec les enfants des écoles de Montpellier. Certains qui ont participé à l'étape de MONTCALM seront ensuite qualifiés pour l'étape régionale. Je suis certain, Montpellier étant une terre de sport, qu'on retrouvera certains de ses participants à la finale nationale sur l'avenue du Pirée.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

23. URBAN TRAIL NOCTURNE DE MONTPELLIER

le samedi 6 mai 2017

Convention d'occupation du domaine public

Au titre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension nationale.

Le Montpellier Agglomération Triathlon a organisé la 3^{ème} édition de l'Urban Trail Nocturne de Montpellier le samedi 6 mai 2017.

Le trail urbain se présente sur un parcours entièrement en zone urbaine, sans pour autant emprunter uniquement des passages bitumés ou bétonnés. Les difficultés de cette course peuvent ainsi être des zones d'escaliers à dévaler ou à grimper, des passages à enjamber.

Cette année, un programme plus complet a été proposé avec des courses Kids à destination des plus jeunes sur des parcours allant de 500 mètres à 2 kilomètres dans le jardin du Peyrou, un 7 km en solo, un 15 km en solo, duo ou relais, une course solidaire pour les personnes en situation de handicap en partenariat avec l'association Envol.

Enfin, un challenge étudiant, entreprise a été organisé pour la promotion des entreprises montpelliéraines et ainsi qu'un challenge des Garçons de Café.

Plus accessible que le trail, le trail urbain nocturne de Montpellier n'a demandé qu'une paire de running et une lampe frontale.

Enfin, dans une démarche de développement durable, l'urban trail de Montpellier a pris le label éco-trail en mettant en place une éco-manifestation en partenariat avec la Ville. Pour ce faire, un cahier des charges a repris notamment, les engagements de travailler avec les filières alimentaires courtes et bio, d'utiliser le réseau d'eau public pour les ravitaillements, de trier et de réduire les déchets, de privilégier les supports numériques...

Les participants ont ainsi pu accéder à la traversée de lieux emblématiques de la Ville tels que la Tour de la Babote, la place de la Comédie, les Echelles de la Ville, les escaliers du Corum, la Cathédrale et la rue de l'Université, ainsi que la traversée de nombreux parcs de la Ville.

En complémentarité au regard de l'utilisation de la Place du Peyrou pour cette manifestation, une

convention d'utilisation du domaine public de la ville, précisant la nature de l'autorisation, doit être signée entre les organisateurs et la Ville.

Cette autorisation constitue une subvention en nature eu égard à l'intérêt manifeste que représente cet événement.

Son montant ainsi valorisé est calculé en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2016 fixant les tarifs 2017 applicables au domaine public occupé, à savoir, pour 15 500 m² occupés correspondant à la place du Peyrou, une subvention en nature valorisable pour un montant de 34 100 € (15 500 m²*2,20 €*1 jour).

Celle-ci vient compléter la subvention de 9 500 € attribuée lors du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de l'occupation du domaine public telle que prévue par la convention d'occupation du domaine public ci-annexée, à titre gratuit, pour la manifestation eu égard à l'intérêt local qu'elle représente ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 34 100 € ;
- de dire que le montant ainsi valorisé sera inscrit au titre de subvention dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Il s'agit de la convention d'occupation. Cet événement a eu lieu. On fait voter. Il n'y a pas eu le Conseil municipal puisqu'on a supprimé un Conseil municipal mais on fait voter aujourd'hui.

Cela s'est très bien passé, c'était une manifestation magnifique. Je félicite Monsieur ABERT et tout le club qui s'en est occupé. J'ai vu que Madame DELGA avait communiqué pour dire qu'elle ne participerait pas à la Montpelliéraine. L'an dernier, elle avait participé à la course la Montpelliéraine et elle a fait un communiqué de presse pour dire que cette année elle n'y participerait pas. Je vous informe que j'ai participé à l'Urban Trail mais que je n'ai pas couru.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

24. Carte Été Jeunes 2017

Attributions à titre gratuit

La Ville de Montpellier souhaite faciliter l'accès des jeunes aux loisirs, à la culture et aux sports. A ce titre, il a été mis en place la Carte Eté Jeunes, qui constitue un véritable passeport pour vivre pleinement la période estivale.

Valable du 15 juin au 15 septembre, elle est destinée à tous les Montpelliérains de 12 à 29 ans et permet, pour un prix de 25€, d'avoir accès à une multitude d'activités, sportives, culturelles, ludiques et de découvrir ou redécouvrir la ville.

Dans ce cadre, un volet spécifique du dispositif est mis en place et permet d'octroyer des gratuités pour 250 jeunes.

Cette proposition de « gratuités » fait l'objet d'une délibération annuelle en Conseil Municipal, et les bénéficiaires proposés sont les suivants :

- Des associations montpelliéraines œuvrant auprès d'un public jeune en situation de précarité ou rencontrant des difficultés d'insertion socioprofessionnelle ;
- Des étudiants des villes jumelles de Louisville et de Sherbrooke reçus dans le cadre du programme d'échanges ;
- Le service des Maisons pour tous, pour identification de jeunes susceptibles de bénéficier de ce dispositif dans les différents quartiers ;
- La caisse des écoles, pour des attributions dans le cadre du Projet de Réussite Educative ;
- Les membres du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse.

Pour les associations, ces attributions à titre gratuit constituent une subvention en nature qui devra être valorisée tant sur les comptes de l'association, que dans le budget de la Ville.

Un tableau de suivi des gratuités accordées est établi par le service Jeunesse et chaque association concernée devra déposer une demande de mise à disposition de cartes à titre gracieux avec une liste indiquant les noms, prénoms et informations (âge, adresse...) des bénéficiaires auprès de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter l'attribution de 250 Cartes Eté Jeunes à titre gratuit pour l'année 2017, auprès de bénéficiaires remplissant les critères d'attribution listés ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Messieurs Fabien ABERT et Sauveur TORTORICI, avec la procuration de Monsieur Bernard TRAVIER, sortent de séance. Madame Véronique PEREZ sort de séance.

Monsieur Alex LARUE entre en séance et récupère sa procuration.

25. Pose d'une plaque commémorative en hommage aux soldats montpelliérains "Morts pour la France" lors de la bataille de Verdun sur la façade de l'immeuble sis 2, rue de Verdun

Près d'un siècle après le début de son déclenchement, la Première Guerre mondiale occupe toujours une place à part dans la mémoire collective française.

En témoignent les centaines de milliers de visiteurs qui parcourent, chaque année, ces champs de batailles encore mal cicatrisés pour comprendre pourquoi et comment des hommes en sont arrivés à

de telles extrémités et pour honorer dans le silence des grandes nécropoles la mémoire des soldats engloutis par cette "effusion sanglante". La commémoration du centenaire de la Grande Guerre, et plus précisément, en 2016, de la bataille de Verdun, est l'occasion de rappeler à quel point le premier conflit mondial toucha chaque famille, chaque territoire dans ce qu'il a de plus profond, même pour celles et ceux qui se trouvaient loin des lignes du front et de l'enfer des tranchées.

Ainsi, dans le cadre des célébrations nationales entourant le centenaire 1914-1918, le Secrétaire d'État délégué aux Anciens Combattants et à la Mémoire, dans son message délivré le 11 Novembre 2015, a demandé aux communes françaises d'honorer particulièrement les soldats ayant perdu la vie au cours de la bataille de Verdun (21 février-19 décembre 1916) en relayant l'initiative nationale conduite par la Mission Centenaire 1914-1918.

Pour la commune de Montpellier, la rue de Verdun s'est imposée comme le lieu naturel où chacun pouvait lever la tête et se souvenir du sacrifice de ces Montpelliérains « Morts pour la France » grâce, entre autre, à la pose d'une plaque commémorative sur la façade de l'immeuble sis 2 rue de Verdun.

Au cours des cérémonies officielles ayant entouré la célébration du Centenaire de la bataille de Verdun, le 29 mai 2016, une plaque temporaire a été dévoilée avec l'accord des copropriétaires.

Afin d'inscrire dans le temps l'hommage de la Ville de Montpellier, il est apparu nécessaire de proposer la pose d'une plaque commémorative définitive, en accord avec les copropriétaires et les associations d'anciens combattants et victimes de guerre.

Il est proposé d'inscrire sur cette plaque (reprise du texte de la plaque temporaire initialement dévoilée le 29 mai 2016) :

1916-2016

**La Ville de Montpellier à ses enfants « Morts pour la France »
lors de la bataille de Verdun.**

Le 29 mai 2016

inaugurée par

**Philippe SAUREL, Maire de la Ville de Montpellier
en présence de Pierre POUËSSEL, Préfet de l'Hérault**

Lors de son assemblée générale du lundi 9 janvier 2017, le syndicat des copropriétaires du 2, rue de Verdun s'est prononcé à la majorité en faveur de la pose d'une plaque commémorative par la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter cette proposition de pose d'une plaque commémorative ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : C'est la plaque provisoire que nous avons mise, Madame ACQUIER.

Madame Lorraine ACQUIER : Le 29 mai, l'an dernier. Pour des raisons logistiques avec l'assemblée des copropriétaires, elle n'a pas pu être posée définitivement il y a un an parce qu'il fallait qu'ils se réunissent et qu'ils donnent leur accord. C'est ce qui vient de se faire, donc on va pouvoir poser officiellement la plaque durable qui rappellera aux Montpelliérains que Verdun n'est pas juste une rue mais aussi le nom d'une bataille qui a connu des millions de morts, une bataille

particulière qui rassemble toutes les familles de France parce que, pour supporter les combats, l'État-Major français avait décidé d'organiser une rotation des militaires, ce qui fait que 2 tiers de l'armée française est passée par Verdun et que, donc, toutes les familles de France qui ont eu à subir le drame de la Grande Guerre ont un lien avec Verdun. Et c'est aussi pour cela que vous avez choisi d'engager la Ville de Montpellier dans la cérémonie mémorielle qui a été organisée au niveau national, le 29 mai l'année dernière. Je vous en remercie, parce que l'on est une des rares villes à l'avoir fait. Y compris cette année pour le chemin des dames, où l'on est la seule ville à l'avoir fait officiellement.

Monsieur le Maire : Les patriotes, c'est nous.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Vous avez vu le nombre de monuments que nous sommes en train de restaurer dans la ville, de plaques commémoratives, de commémorations que nous mettons à l'honneur pour commémorer les grands mouvements de l'armée française. Donc les patriotes, c'est nous et les insoumis. C'est parce que nous on n'est pas dans un parti, on n'est pas dans un mouvement. On n'est nulle part. On est insoumis. Il ne faut pas changer l'ordre des facteurs. On pourra me faire croire ce que l'on veut mais, ça, vous ne pourrez pas me l'enlever. On s'est insurgés contre l'ordre établi. Nous sommes insoumis et nous sommes patriotes parce que nous faisons notre travail mémorial. On n'est pas multicartes, je sais ce que je dis.

Et je remercie Lorraine ACQUIER pour tout le travail qu'elle fait. Si je ne la remerciais pas je serai un mauvais sire. Ce n'est pas parce que je la vois visser une plaque que je la remercie, c'est parce que j'écoute le monde combattant et que le monde combattant la remercie, me remercie en permanence pour l'effort que fait la Ville de remettre en état les monuments de la ville, de tout remettre à niveau.

Quand je suis arrivé à la Mairie de Montpellier, mon premier acte a été de sortir les plaques des poilus qui étaient enfermées dans la crypte du monument aux morts, à l'ombre, comme si on les avait fait mourir une deuxième fois. On les a exhumées et on les a mises au soleil parce que ce sont tous des enfants de Montpellier qui sont morts au front. C'est curieux que personne n'ait fait cela avant, c'est bizarre quand même. Personne n'y a pensé. C'est peut-être parce que l'on ne s'inspire pas assez des villages du département de l'Hérault mais, moi, je les aime beaucoup les villages du département de l'Hérault et André VEZINHET m'avait chargé, lors des commémorations de l'an 2000, de remettre en état tous les monuments aux morts des villages de l'Hérault. Avec les inscriptions des jeunes qui étaient tombés à Verdun, au chemin des Dames, dans la Somme et dans toutes les grandes batailles de la guerre de 14. Et, à Montpellier, aucun nom. Et cela n'interrogeait personne ? Il n'y avait pas un seul Montpelliérain de 18-20 ans qui est parti au Chemin des dames dans les taxis de la marne et qui a fini broyé dans les tranchées, mort de froid. Bizarre... Personne ne disait rien. C'est curieux. Alors j'ai cherché. Et j'ai trouvé les plaques dans la crypte du monument aux morts. Ce n'était pas digne. Donc on les a remises à la lumière.

Pour : 55 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame Anne BRISSAUD sort définitivement de séance et donne procuration à Madame Sabria BOUALLAGA. Madame Patricia MIRALLES sort de séance. Monsieur Jacques DOMERGUE, avec

*la procuration de Monsieur Gérard LANNELONGUE, sort définitivement de séance.
Madame Véronique PEREZ et Monsieur Sauveur TORTORICI, avec la procuration de Monsieur
Bernard TRAVIER, entrent en séance.*

26. Rencontre des marins de la frégate multi-missions Languedoc avec les élèves des écoles de la Ville de Montpellier (8 et 9 mai 2017) - Prise en charge des frais d'hébergement

Le 25 Février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'était exprimé à l'unanimité en faveur du parrainage de la Frégate Multi-Missions *Languedoc* de la Marine Nationale.

Le 15 Juin 2016, à l'occasion de la signature officielle du parrainage entre Monsieur le Maire et le Capitaine de vaisseau ARNOUX, une délégation de la Frégate Multi-Missions avait participé au Conseil Municipal des Enfants se tenant le même jour et répondu aux multiples questions des jeunes élus sur le sens de l'engagement militaire, les différents métiers présents à bord d'un vaisseau de la Marine Nationale et les différentes missions de la frégate et de son équipage. Après la visite de la pépinière d'entreprises du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, la rencontre de jeunes adultes à la Mission Locale des Jeunes, cette initiative avait permis de répondre aux interrogations parfois vivaces des jeunes Montpelliérains sur les circonstances et les dangers de la vie de militaire.

A cette occasion, de nombreux contacts avaient été tissés entre les enfants, la communauté éducative et l'équipage de la Frégate *Languedoc* et de nombreux projets entre les établissements scolaires de Montpellier et l'équipage avaient vu le jour.

Le 18 Juin suivant, une nouvelle délégation, après avoir pris part, en uniforme, à la cérémonie commémorant l'anniversaire de l'Appel du 18 Juin, s'était rendue dans le quartier Lemasson pour disputer un match amical contre des membres du Conseil Municipal des Jeunes et une partie des équipes jeunes du club local.

Après plusieurs mois de missions dans l'Atlantique Nord qui les aura menés de Toulon à Reykjavik, en passant par Montréal, une nouvelle délégation sera présente à l'occasion des cérémonies marquant l'anniversaire de la Victoire du 8 Mai 1945. Ce sera l'occasion pour les élèves des écoles élémentaires de Montpellier participant à ces commémorations de pouvoir échanger avec les marins sur la vie à bord de la frégate et les multiples pays où ils ont jeté l'ancre. Le lendemain, 9 Mai, deux délégations se rendront dans des établissements scolaires (primaires et secondaires) pour des moments d'échanges pendant les temps scolaires et périscolaires (pause méridienne essentiellement).

A cet effet, et afin de permettre aux marins venant de Toulon de demeurer à Montpellier pour rencontrer les jeunes Montpelliérains, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter la prise en charge des frais d'hébergement (nuit du 8 au 9 mai) par la Ville de Montpellier, et son imputation au budget de la Ville, chapitre 920, pour un montant maximal de 426.16 € HT ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint(e) délégué(e) à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame ACQUIER.

Madame Lorraine ACQUIER : Il y a un an quasiment jour pour jour, grâce au vote à l'unanimité

moins 3 abstentions, nous avons pu devenir la ville marraine de la frégate Languedoc. L'un des piliers de ce parrainage était le lien particulier que l'on souhaitait tisser avec les écoles de la ville. Donc, cela fait un an que l'on travaille dessus. A l'occasion de la cérémonie du 8 mai, nous avons organisé une rencontre entre un certain nombre de marins de l'équipage du Languedoc et des écoles de la ville pour parler du 8 mai. Il y avait plus de 60 enfants qui étaient présents, c'est un travail important et on ne se contente pas de faire venir les enfants pour chanter la Marseillaise, on travaille avec eux sur le fond, sur la guerre, le sens d'une commémoration. Nous sommes allés rencontrer les élèves de l'école Heidelberg et les élèves de l'école Sainte Odile avec des anciens combattants pour échanger avec eux pour pouvoir les sensibiliser à l'importance que cela pouvait représenter pour eux et pour l'ensemble des participants de participer à la cérémonie du 8 mai 45. On leur a aussi parlé de la présence des Russes qui étaient là en grand nombre en expliquant l'importance de la communauté russe à Montpellier et aussi le prix qu'avait payé le peuple russe hors de la guerre 39 45.

Monsieur le Maire : Un million de morts sur la colline Mamaïev. A Stalingrad.

Madame Lorraine ACQUIER : Sur les 60 millions de morts de la seconde guerre mondiale, 30 millions étaient russes. C'est ce que vous avez souhaité, que l'on rappelle chaque année en organisant le 2 février la commémoration de la bataille de Stalingrad.

Monsieur le Maire : Chaque 2 février nous commémorerons la bataille de Stalingrad à Montpellier. Alors personne n'a fait ça ? Personne n'y a pensé, qu'il y a eu 30 millions de morts chez les Russes ? Que c'est l'armée rouge qui a battu la sixième armée d'HITLER. Personne n'y a pensé ?

Madame France JAMET : MACRON il n'aime pas les Russes.

Monsieur le Maire : Moi je les aime. Personne n'y avait pensé. C'est quand même très étonnant qu'on réécrive l'histoire. Je remercie toutes les autorités russes, une fois de plus, et les députés russes qui m'ont reçu à la Douma. Je dois dire que je n'ai jamais été invité à l'Assemblée nationale dans mon propre pays mais, en Russie, j'ai été invité. Donc je les remercie. J'ai été invité au Sénat, à plusieurs reprises, notamment par mon ami feu le sénateur-maire de Clermont l'Hérault Marcel VIDAL. Mais je n'ai jamais été invité à l'Assemblée nationale en France. Je suis heureux d'avoir été invité à la Douma, cela m'a fait du bien. D'ailleurs, j'ai acheté un petit souvenir.

Madame Lorraine ACQUIER : Au-delà, à la fin de la cérémonie, nous avons organisé une rencontre en salle Pétrarque avec les marins présents et tous les enfants qui étaient là, les anciens combattants et les parents d'élèves qui étaient là. Cela a été l'occasion pour eux d'échanger sur la mission longue durée pendant 4 mois cet été. C'était donc un échange très intéressant. L'après-midi, on leur a montré la ville et en particulier le Musée de la médecine avec une visite particulière du Docteur Chantal LEVY-RAMEAU qui aura été une guide instructive du Musée d'Anatomie. Le lendemain, on a organisé une tournée dans les écoles. Ils sont allés dans 6 écoles primaires de la ville, l'école Heidelberg, Gambetta, Sun Yat Sen, Sévigné et 2 écoles privées parce qu'on a fait ce choix parce que ce sont tous des enfants de Montpellier et qu'il n'y avait pas de raison de se limiter aux écoles publiques. Ils sont allés également à l'école Sainte Odile et à l'école des Jonquilles. L'après-midi, ils sont allés voir également le bac pro marine lycée Mermoz. De ces échanges, on repart avec un certain nombre de projets qui sont en cours, à la fois entre la frégate et les écoles, mais également entre les écoles elles-mêmes parce que l'idée est aussi de faire travailler les écoles entre elles et également le lycée Mermoz avec l'école Heidelberg parce qu'ils sont intéressés par des échanges. Nous nous étions engagés à le faire. D'ici quelques mois, on devrait avoir l'occasion d'approcher la frégate de plus près parce qu'elle devrait venir à Sète à l'occasion des Journées du Patrimoine. Et on essaie de la faire venir un peu plus près pour que les enfants des écoles

concernées puissent monter dessus ainsi que l'ensemble des élus du Conseil municipal qui le souhaitent.

Monsieur le Maire : Merci. Les Russes ont été très délicats. Outre le fait de m'inviter à la Douma ils m'ont offert pour Madame ACQUIER une vareuse rayée bleue et blanche et un calot de la marine russe. Un jour elle arborera cette tenue pour bien vous montrer que je ne dis pas de bêtises.

Pour : 55 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame Nancy CANAUD sort définitivement de séance.

Madame Patricia MIRALLES et messieurs Fabien ABERT et Jérémie MALEK entrent en séance

27. Dénominations de voies et d'espaces publics

QUARTIER MOSSON

- Mosson

L'allée entre la piscine de la Mosson et le parking de l'Espace Mosson n'est pas dénommée, elle relie le parking aux grands équipements sportifs Piscine et stade de la Mosson, nous proposons de la dénommer :

Allée Rosy Varte

(1923-2012)

Comédienne française

Rosy Varte est une comédienne française, surtout connue par le grand public pour son rôle dans la série télévisée Maguy mais elle a joué également dans plus d'une centaine de rôles que ce soit au théâtre, au cinéma (Belmondo, Aznavour) ou à la télévision.

QUARTIER LES CEVENNES

- Alco

Un passage relie la rue Serge Lifar et l'allée de l'Aqueduc, pour faciliter sa gestion nous proposons de l'identifier en le dénommant :

Passage Serge Lifar

(1905-1986)

Danseur Français

Sergueï Lifar est un danseur, chorégraphe et pédagogue d'origine ukrainienne nationalisé français. Réformateur du mouvement et de la technique de la danse à laquelle il ajouta deux positions de pied, Serge Lifar a été l'un des créateurs qui imposèrent le style néo-classique.

Nommé maître de ballet de l'Opéra de Paris, de 1930 à 1958, il s'employa à restaurer le niveau technique du Ballet de l'Opéra de Paris pour en faire, dans les années 1930 et jusqu'à aujourd'hui, l'un des meilleurs du monde.

- Petit Bard

La rénovation du quartier a pour objectif de construire l'harmonie, rénover l'habitat social, améliorer le cadre de vie, aménager des parcs et des jardins, implanter des bureaux et des commerces, développer les animations sportives et culturelles et désenclaver le quartier. Dans ce cadre, une rue est créée entre l'avenue du Petit Bard et la Rue Paul Rimbaud (au droit de la Place Francis Jammes), nous proposons de la dénommer :

**Rue Elsa Triolet
(1896-1970)
Femme de lettres et résistante française**

Elsa Triolet est une femme de lettres et résistante française. Avec Louis d'Aragon, son mari, elle contribue à faire paraître et à diffuser les journaux *La Drôme en armes* et *Les Étoiles*. Elle écrit le roman *Le Cheval blanc* et des nouvelles publiées aux Éditions de Minuit. Réunies sous le titre « Le premier accroc coûte 200 francs » (phrase qui annonçait sur les ondes de la BBC le débarquement en Provence). Avec ces nouvelles elle est la première femme à obtenir le prix Goncourt 1945 au titre de l'année 1944.

~

Une deuxième rue sera créée entre la rue des Epervières et la rue des Araucarias grâce à la démolition partielle du Bât. D, nous proposons de la dénommer :

**Rue Dante Alighieri
(1265-1321)
Poète, écrivain et homme politique florentin**

Dante Alighieri est un poète, écrivain et homme politique florentin, père de la langue italienne, il est l'une des « trois couronnes » qui imposèrent le toscan comme langue littéraire. Poète majeur du Moyen Age, il est l'auteur de la *Divine Comédie*, souvent considérée comme la plus grande œuvre écrite dans cet idiome et l'un des chefs-d'œuvre de la littérature mondiale.

~

La place délimitée par l'avenue Paul Rimbaud, rue des Aconits et la rue des Soldanelles a été aménagée et reçoit aujourd'hui le marché de plein air du quartier Petit Bard. Il est proposé de dénommer cette place :

**Johan Cruyff
(1947-2016)
Triple ballon d'Or**

Hendrik Johannes Cruijff, dit Johan Cruyff est un footballeur international néerlandais, qui évolue au poste de milieu offensif ou d'attaquant, avant de devenir entraîneur. Premier joueur de football à remporter trois fois le Ballon d'or, il est considéré comme l'un des meilleurs joueurs de l'Histoire. Surnommé le « Hollandais volant », il remporte notamment 3 Coupes d'Europe des clubs champions d'affilée en 1971, 1972 et 1973 avec l'Ajax d'Amsterdam et huit championnats des Pays-Bas.

Après une carrière marquante dans de grands clubs tels que l'Ajax et de FC Barcelone, il s'illustre en tant qu'entraîneur dès 1985 à l'Ajax. Trois ans plus tard, il prendra les rênes du Barça, qu'il

conduira notamment en 1992 à la Coupe d'Europe des clubs champions avec le FC Barcelone dont il deviendra le président d'honneur. Il décède le 24 mars 2016 à Barcelone.

~

La rue des Trolles, dénommée ainsi par une délibération en date du 17 mai 1965 n'existe plus, nous proposons de supprimer cette dénomination.

QUARTIER CENTRE

- **Figuerolles**

Un passage relie la Rue Baqué à la rue Haguenot au droit de la Maison pour tous Joseph Ricôme et Théâtre Gérard Philipe. Afin d'en faciliter la gestion en l'identifiant, nous proposons de le dénommer :

**Allée Louis Bonfils
(1891-1918)
Félibre et Poilu**

Louis Bonfils, dit Filhou est un poilu de la première guerre mondiale, il a tenu toute une correspondance en Occitan avec Pierre Azéma pendant la guerre. Il mène un combat acharné pour défendre la réputation des Méridionaux rudement attaquée par les civils et les militaires du Nord de la France. Cette lutte pour l'honneur du Midi conduira Louis Bonfils jusqu'à son jugement par un conseil de guerre tenu sur le front, où il sera acquitté, et même félicité. Il tombera au front le 11 juin 1918 à Mélicoq dans l'Oise.

- **Les Aubes**

A l'occasion d'un aménagement dans le secteur de l'école Jeanne d'Arc, un cheminement piéton va être créé entre le boulevard Ernest Renan et la rue des Colombes afin d'améliorer et développer les liaisons piétonnes et cyclables dans le secteur. Nous proposons de le dénommer :

**Paul Génelot
(1930-2017)
Historien des chemins de fer**

Paul Génelot entre aux chemins de fer en 1952 où il fera carrière. En 1973, il crée l'association de protection des locomotives du train de Palavas. Il réalise dix émissions "Raconte-moi le train" avec Louis Secondy sur Radio Maguelone. Participe également aux ouvrages édités par "La Régordanne" sur les chemins de fer Transpyrénéens, Transcévenol. Bénévolement, il présente des causeries : Naissance du Chemin de fer, les Couloirs du Rail, les Chemins de Fer de l'Intérêt local, le Train de Palavas... En 1993, il publie "La Gare de Montpellier à travers le temps", une histoire des chemins de fer, véritable ouvrage de référence.

- **Boutonnet**

Face au quartier Hôpitaux Facultés, à la lisière du quartier Boutonnet, sur une parcelle aujourd'hui occupée par une maison d'habitation, il est prévu la construction d'un ensemble immobilier comprenant 52 logements (dont 7 seront affectés au logement social).

Ce programme créera un nouvel espace public aménagé rue Henri Dunant, au rez-de-chaussée duquel s'implanteront des commerces et dont la morphologie assurera la transition vers le quartier pavillonnaire au Sud. Nous proposons de la dénommer :

**Place Nicole Girard-Mangin
(1878-1919)
Seule femme médecin de la 1ère guerre mondiale**

Nicole Girard-Mangin fut l'unique femme médecin affectée au front durant la Première Guerre mondiale. Titulaire d'un doctorat sur les poisons cancéreux en 1906, elle effectue des recherches sur la tuberculose, sur le cancer et signe différentes publications.

Mobilisée par erreur le 2 août 1914, elle occulte sa condition féminine et se porte volontaire pour exercer à Verdun. En décembre 1916, malgré ses nombreux heurts avec l'administration militaire, elle est nommée médecin-major. Elle est alors affectée à Paris où elle se voit confier la direction de l'hôpital Édith Cavell.

- **Nouveau Saint Roch**

Le nouveau Saint Roch est la future ZAC de renouvellement urbain qui se développera autour de la gare et dont l'architecte en chef est Paul Chémetov. La conception du quartier repose tant sur une mixité sociale qu'une mixité fonctionnelle avec 1 200 logements, 2 hôtels (3 et 4 étoiles), un parc public de 1,3 ha, commerces et bureaux, ainsi qu'un parking public de 800 places.

Dans ce cadre, un concours a désigné l'Atelier d'Architecture Brenac & Gonzalez pour la réalisation d'un bâtiment totem qui s'accompagnera d'espaces publics en lien avec le futur parc René Dumont.

Le premier espace public créé est le prolongement rue d'Alger jusqu'à la rue Catalan. Nous proposons de le dénommer :

**Rue François Coulet
(1906-1984)
Diplomate et résistant, co-fondateur
des commandos parachutiste de l'air**

François Coulet renonça à Saint-Cyr où il voulait entrer, pour ne pas heurter sa famille radicale, nourrie dans l'université officielle, et se lança dans la diplomatie. Diplomate ayant rejoint le général de Gaulle et la France libre dès juin 1940, il fut son chef de Cabinet avant d'être nommé secrétaire général de la Corse Libérée puis premier commissaire de la République en Normandie. Lors de la Guerre d'Algérie, il s'engagea dans l'armée de l'air et servi sous les drapeaux. Il a participé à la mise en place et commanda le groupement des commandos parachutistes de l'air.

~

Dans le même programme sera créée une place à l'angle du prolongement de la rue d'Alger et la rue Catalan. Nous proposons de la dénommer :

**Place Caroline Aigle
(1974-2007)
Pilote de chasse de l'Armée de l'air**

Après des études au Lycée militaire de Saint-Cyr et son passage en écoles préparatoires, elle sera admise à la fois à l'Ecole Normale Supérieure et à Polytechnique. Elle choisira l'école militaire et sera brevetée pilote de chasse en 1999.

Elle est la première femme pilote de chasse à être affectée au sein d'un escadron de combat de l'Armée de l'air. Elle sera nommée commandant d'escadrille à partir de 2005. Sportive accomplie, elle concourt pour intégrer l'Agence Spatiale Européenne afin de devenir astronaute. Agée de 32 ans, elle décède d'un cancer foudroyant quelques jours après la naissance de son deuxième enfant.

- Beaux Arts

Un cheminement est créé entre l'avenue Saint Lazare et l'Avenue François Delmas, nous proposons de le dénommer :

**Allée Alma Mahler
(1879-1964)
Artiste peintre et musicienne**

Alma Mahler, issue d'un milieu cultivé, est musicienne. Belle, intelligente et indépendante d'esprit, Alma est courtisée du Tout-Vienne où elle a grandi. En 1938, Alma fuie l'Anschluss et se réfugie en France. Mais l'invasion et l'occupation de la France par les Allemands en 1940 la contraint de nouveau à fuir pour les États-Unis. Cette artiste peintre et musicienne a composé des *lieder*, poèmes germaniques chantés par une voix, accompagnés par un piano ou un ensemble instrumental.

QUARTIER PRES D'ARENES

- Près d'Arènes

La Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, qui vise à créer à terme le quartier de la Restanque, quartier qui s'inscrit dans la continuité du tissu urbain existant proche (quartiers de Saint Martin, de Tournezy...).

En effet, compte tenu de sa position stratégique à proximité du centre-ville, proche de la 2^{ème} ligne de tramway et desservi par la 4^{ème}, la Ville vise, sur ce site, la réalisation d'un quartier à dominante d'habitat diversifié (collectifs, maisons de ville ...) et regroupant également des bureaux, commerces, des activités, des équipements publics.

Dans le cadre de ce projet, un cheminement piéton va apporter une transparence entre la rue Lazare Ponticelli et le Boulevard Fabre de Morlhon.

**Passage Ponticelli
(1897-2008)
Chevalier de la Légion d'honneur**

Enfant d'une famille très pauvre du nord de l'Italie, il émigre seul vers Paris à l'âge de 9 ans sans parler français. Après avoir exercé de nombreux petits métiers et alors que la première guerre mondiale vient de commencer, il intègre le 1^{er} régiment étranger, le régiment «Garibaldien» en trichant sur son âge.

En mai 1915, il se trouve près de Verdun, lorsqu'il est démobilisé. En effet, avec l'entrée en guerre de l'Italie, il doit rejoindre l'armée italienne. Refusant de quitter l'uniforme français, c'est accompagné de deux gendarmes qu'il est amené à Turin. Il est enrôlé dans le 3^{ème} régiment de chasseurs alpins, les Alpini, et combat les Autrichiens dans les Dolomites. Blessé de guerre, il rejoindra la France après l'armistice.

En 1939, au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, il demande et obtient la nationalité française. Jugé trop vieux pour le service actif, il est renvoyé à son entreprise (une société de fumisterie) où l'on estime que ses services seront plus profitables à l'effort de guerre. Lors de l'occupation, il s'engage dans la Résistance. Lazare Ponticelli est officiellement le dernier vétéran français de la Première Guerre mondiale. Doyen des Français, il est aussi le neuvième homme de nationalité française à entrer dans la liste des supercentenaires

~

Le programme de la ZAC prévoit la création de voies nouvelles destinées à améliorer la desserte du quartier, ces voies sont anticipées dans le Plan Local d'Urbanisme par des emplacements réservés. L'emplacement réservé C114 délimité par la rue du Lantissargues d'un côté et l'emplacement réservé C112 de l'autre va être réalisé, nous proposons de le dénommer :

**Rue Elena Bonner
(1923-2011)
Pédiatre et militante pour les droits de l'homme**

Elena Bonner est la veuve du prix Nobel de la paix Andreï Sakharov. Figure de proue de la dissidence à l'époque soviétique et de la lutte pour les droits de l'homme. Dans les années 70, elle avait rejoint le mouvement des dissidents et avait notamment permis d'informer le monde sur le destin des prisonniers ou des exilés du régime soviétique.

QUARTIER CROIX D'ARGENT

- Pas du Loup

La ZAC Ovalie est située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby, ce quartier se développe sur une superficie de 35 hectares, Sa conception a été confiée en 2004 à l'agence d'architectes-urbanistes Nicolas Lebunetel, associée au cabinet de paysagistes NEMIS.

L'avenue du Mondial de Rugby 2007 est un de ses axes majeurs, il relie l'avenue de Toulouse à la rue de Bugarel. Au sud de l'avenue au droit du Domaine de la providence une place a été aménagée dans le cadre de la ZAC, nous proposons de la dénommer :

Place de la Providence

QUARTIER PORT MARIANNE

- Millénaire

Rond-point rue L. de Vinci, Rue E Villalonga et rue des Frères Lumière

**Charlotte Cooper
(1870-1966)
1ère femme médaillée d'or aux jeux olympiques**

Membre du *Ealing Lawn Tennis and Archery Club*, cette athlète gagne le premier de ses cinq titres en simple à Wimbledon en 1895. Surnommée « Chattie », elle décroche, après que les femmes sont autorisées à concourir, la première médaille d'or féminine de l'histoire de l'olympisme, aux Jeux de Paris en 1900. Avec Reginald Doherty en double mixte, elle en ajoute une seconde du même métal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter ces propositions de dénomination de voies et espaces publics ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur Luc ALBERNHE : Monsieur le Maire, mes chers collègues, pour la délibération que je vais vous présenter, nous devons dénommer 14 lieux. 7 noms seront attribués à des femmes et 7 autres à des hommes. Pour le quartier MOSSON, l'allée entre la piscine de la MOSSON et le Parking de l'espace MOSSON.

Monsieur le Maire : Je reviens un peu sur 7 et 7. Combien de villes font cela ? Très peu. Nous nous sommes engagés, chaque fois que nous nommons un lieu du nom d'un homme à nommer un lieu du nom d'une femme. Je crois qu'il y a la Ville de Nantes qui l'a fait, mais après il n'y a que Montpellier. Ou Rennes peut-être.

Monsieur Luc ALBERNHE : Pour le quartier MOSSON, l'allée entre la piscine de la MOSSON et le parking de l'espace MOSSON n'est pas dénommée. Elle relie le parking aux grands équipements sportifs, piscine et stade de la MOSSON. Nous proposons de la dénommer allée Rosy VARTE 1923-2012 comédienne française. Elle est surtout connue par le grand public pour son rôle dans la série télévisée MAGUY mais elle a joué également dans plus d'une centaine de rôles, que ce soit au théâtre, au cinéma ou à la télévision.

Pour le quartier des Cévennes, un passage relie la rue Serge LIFAR et l'allée de l'Aqueduc. Pour faciliter sa gestion, nous proposons de l'identifier en le dénommant passage Serge LIFAR 1905-1986, danseur français. Sergueï LIFAR est un danseur, chorégraphe et pédagogue, d'origine ukrainienne nationalisé français, réformateur du mouvement et de la technique de la danse à laquelle il ajouta 2 positions de pied. Serge LIFAR a été l'un des créateurs qui imposèrent le style néoclassique. Nommé maître de ballet de l'Opéra de Paris de 1930 à 1958 il s'est employé à restaurer le niveau technique du ballet de l'Opéra de Paris pour en faire, dans les années 30 et jusqu'à aujourd'hui, l'un des meilleurs du monde.

Pour le quartier Le Petit Bard, la rénovation du quartier a pour objectif de construire l'harmonie, rénover l'habitat social, améliorer le cadre de vie, aménager des parcs et des jardins, implanter des bureaux et des commerces, développer des animations sportives, culturelles et désenclaver le quartier. Dans ce cadre, une rue est créée entre l'avenue du Petit Bard, la rue Paul RIMBAUD au droit de la place Francis Jammes. Nous proposons de la dénommer rue Elsa TRIOLET, 1896-1970 femme de lettres et résistante française. Elsa TRIOLET est une femme de lettres et résistante française. Avec Louis ARAGON, son mari, elle contribue à faire paraître et diffuser les journaux La Drôme en armes et Les étoiles. Elle écrit le roman « Le cheval blanc » et des nouvelles publiées aux éditions de Minuit. Réunies sous le titre Le premier accroc coûte 200 francs, phrase qui annonçait sur les ondes de la BBC le débarquement en Provence. Avec ses nouvelles, elle est la première femme à obtenir le prix Goncourt en 1945 au titre de l'année 44.

Une deuxième rue sera créée entre la rue des Epervières et la rue des Araucarias grâce à la démolition partielle du bâtiment D. Nous proposons de la dénommer rue Dante Alighieri 1265-1321, poète, écrivain et homme politique Florentin. Il est un poète, écrivain, homme politique florentin, père de la langue italienne. Il est l'une des 3 couronnes qui imposèrent le Toscan comme langue littéraire. Poète majeur du Moyen-Age, il est l'auteur de La Divine Comédie, souvent considérée comme la plus grande œuvre écrite dans cet idiome et l'un des chefs-d'œuvre de la littérature mondiale.

Monsieur le Maire : On s'était engagé à ne pas supprimer ce grand nom des visages de Montpellier. Nous l'avons repositionné sur le nom d'une rue.

Monsieur Luc ALBERNHE : La place délimitée par l'avenue Paul RIMBAUD, rue Aconits et la rue des Soldanelles a été aménagée et reçoit aujourd'hui le marché de plein air du quartier Petit Bard. Il est proposé de nommer cette place Johan CRUYFF. L'homme au maillot orange. C'est un footballeur international néerlandais qui évoluait au poste de milieu offensif ou d'attaquant avant de devenir entraîneur.

Premier joueur de football à remporter 3 fois le ballon d'or, il est considéré comme l'un des meilleurs joueurs de l'histoire. Surnommé le Hollandais volant il remporte notamment 3 Coupes

d'Europe des clubs champions d'affilée en 1971, 1972 et 1973, avec l'Ajax d'Amsterdam et 8 championnats des Pays-Bas. Après une carrière marquante dans de grands clubs comme l'Ajax et le FC Barcelone il s'illustre en tant qu'entraîneur dès 1985. Trois ans plus tard, il prendra les rênes du Barça qu'il conduira notamment en 1992 à la Coupe d'Europe des clubs champions avec le FC Barcelone dont il deviendra le président d'honneur. Il décède le 24 mars 2016 à Barcelone.

La rue des Trolls, dénommée ainsi par une délibération en date du 17 mai 1965 n'existe plus. Nous proposons de supprimer cette dénomination.

Pour le quartier centre et plus précisément Figuerolles, un passage relit la rue Baqué à la rue Haguenot au droit de la Maison pour tous Joseph Ricôme et du Théâtre Gérard Philipe. Afin d'en faciliter la gestion en l'identifiant, nous proposons de le dénommer Louis BONFILS 1891-1918 Félibre et poilu.

Louis BONFILS dit « Filhou » est un poilu de la première guerre mondiale. Il a tenu toute une correspondance en occitan avec Pierre AZEMA pendant la guerre. Il mène un combat acharné pour défendre la réputation des méridionaux rudement attaqués par les civils et les militaires du nord de la France. Cette lutte pour l'honneur du Midi conduira Louis BONFILS jusqu'à son jugement par un conseil de guerre tenu sur le front, où il sera acquitté et même félicité. Il tombera au front le 11 juin 1918 à Mélicoq dans l'Oise.

Pour le quartier des Aubes, à l'occasion d'un aménagement dans le secteur de l'école Jeanne-d'Arc, un cheminement piéton va être créé, entre le boulevard Ernest RENAN et la rue des colombes, afin d'améliorer et développer les liaisons piétonnes et cyclables dans le secteur. Nous proposons de le dénommer Paul GENELOT, 1930-2017, historien des chemins de fer. Il entre aux chemins de fer en 1952, où il fera carrière. En 1973, il crée l'association de protection des locomotives du train de Palavas. Il réalise des émissions « Raconte-moi le train » avec Louis SECONDY sur Radio Maguelone. Il participe également aux ouvrages édités par La Régordanne sur les chemins de fer Transpyréniens, Transcévenol. Bénévolement, il présente des causeries : Naissance du Chemin de fer, les Couloirs du Rail, les Chemins de Fer de l'Intérêt local, le Train de Palavas... En 1993, il publie "La Gare de Montpellier à travers le temps", une histoire des chemins de fer, véritable ouvrage de référence.

Pour le quartier Boutonnet, face au quartier Hôpitaux Facultés, à la lisière du quartier Boutonnet, sur une parcelle aujourd'hui occupée par une maison d'habitation, il est prévu la construction d'un ensemble immobilier comprenant 52 logements dont 7 sont affectés au logement social. Ce programme créera un nouvel espace public aménagé rue Henri DUNANT au rez-de-chaussée duquel s'implanteront des commerces et dont la morphologie assurera la transition vers le quartier pavillonnaire au sud. Nous proposons de la dénommer place Nicole Girard-Mangin 1878-1919. Seule femme médecin de la première guerre mondiale. Nicole Girard-Mangin fut l'unique femme affectée au front durant la première guerre mondiale. Titulaire d'un doctorat sur les poisons cancéreux en 1906 elle effectue des recherches sur la tuberculose, sur le cancer et signe différentes publications. Mobilisée par erreur le 2 août 1914 elle occulte sa condition féminine et se porte volontaire pour exercer à Verdun. En décembre 1916, malgré ses nombreux heurts avec l'administration militaire, elle est nommée médecin major. Elle est alors affectée à Paris où elle se voit confier la direction de l'hôpital Edith CAVELL.

Pour le quartier nouveau Saint-Roch, le nouveau Saint-Roch et la future ZAC de renouvellement urbain qui se développera autour de la gare et dont l'architecte en chef est Paul CHEMETOV, la conception du quartier repose autant sur une mixité sociale qu'une mixité fonctionnelle avec 1 200 logements, 2 hôtels, 3 et 4 étoiles, un parc public de 1,3 hectares des commerces et bureaux ainsi qu'un Parking public de 800 places. Dans ce cadre, un concours a désigné l'atelier d'architecture Brenac & Gonzalez pour la réalisation d'un bâtiment totem qui s'accompagnera d'espaces publics, en lien avec le futur parc René Dumont.

Le premier espace public créé est le prolongement rue d'Alger jusqu'à la rue Catalan. Nous proposons de le dénommer rue François COULET 1906-1984 diplomate et résistant, cofondateur

des commandos parachutistes de l'air. François COULET renonce à Saint-Cyr où il voulait rentrer pour ne pas heurter sa famille radicale nourrie dans l'université officielle et se lança dans la diplomatie. Diplomate ayant rejoint le général De Gaulle et la France libre dès juin 1940, il fut son chef de cabinet, avant d'être nommé secrétaire général de la Corse libérée puis premier commissaire de la République en Normandie. Lors de la guerre d'Algérie, il s'engagea dans l'armée de l'air et servit sous les drapeaux. Il a participé à la mise en place et commanda le groupement des commandos parachutistes de l'air.

Monsieur le Maire : Il peut être considéré comme la première victime de la guerre d'Algérie. Et nous avons été interpellés par sa famille par l'intermédiaire de Patricia MIRALLES. Ce n'est pas lui ? C'est celui d'après ?

Monsieur Luc ALBERNHE : Nous l'avons repoussé.

Monsieur le Maire : Désolé j'ai dit une bêtise.

Monsieur Luc ALBERNHE : Dans le même programme, sera créée une place à l'angle du prolongement de la rue d'Alger et de la rue Catalan. Nous proposons de la dénommer place Caroline AIGLE 1974-2007, pilote de chasse de l'armée de l'air. Après des études au lycée militaire de Saint-Cyr et son passage en école préparatoire, elle sera admise à la fois à l'École normale supérieure et à Polytechnique. Elle choisira l'École militaire et sera brevetée pilote de chasse à 1999. Elle est la première femme pilote de chasse à être affectée au sein d'un escadron de combat de l'armée de l'air. Elle sera nommée commandant d'escadrille à partir de 2005. Sportive accomplie, elle concourt pour intégrer l'Agence spatiale européenne afin de devenir astronaute. Agée de 32 ans, elle décède d'un cancer foudroyant, quelques jours après la naissance de son deuxième enfant.

Concernant le quartier des Beaux-Arts un cheminement est créé entre l'avenue Saint-Lazare et l'avenue François Delmas. Nous proposons de le dénommer Alma MAHLER 1879-1964. Artiste peintre et musicienne. Alma MAHLER, issue d'un milieu cultivé est musicienne, belle, intelligente et indépendante. Elle est courtisée du tout Vienne où elle a grandi. En 1938, elle fuit l'Anschluss et se réfugie en France mais l'invasion et l'occupation de la France par les Allemands en 1940 la contraignent de nouveau à fuir pour les États-Unis. Cette artiste peintre et musicienne a composé des lieder. Poèmes germaniques, chantés par une voix accompagnés par un piano, un ensemble instrumental.

Concernant le quartier Près d'Arènes, la Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone par une opération de renouvellement urbain de grande envergure qui vise à créer, à terme, le quartier de la Restanque. Quartier qui s'inscrit dans la continuité du tissu urbain existant proche (quartier de Saint-Martin, de Tournezy). En effet, compte tenu de sa position stratégique à proximité du centre-ville, proche de la deuxième ligne de tramway et desservi par la quatrième, la ville vise sur ce site la réalisation d'un quartier à dominante d'habitat diversifié, collectifs, maisons de ville. Et regroupant également des bureaux, commerces, des activités, des équipements publics. Dans le cadre de ce projet, un cheminement piéton va apporter une transparence entre la rue Lazare PONTICELLI, le boulevard Fabre DE MORLHON. Passage PONTICELLI 1897-2008, chevalier de la Légion d'honneur. Je vous évite le texte.

Le programme de la ZAC prévoit la création de voies nouvelles destinées à améliorer la desserte du quartier. Ces voies sont anticipées dans le plan local d'urbanisme par des emplacements réservés. L'emplacement réservé C114, délimité par la rue du Lantissargues d'un côté et l'emplacement réservé C112, de l'autre, va être réalisé. Nous proposons de le dénommer rue Helena BONNER, 1923-2011, pédiatre et militante pour les droits de l'homme. Helena BONNER est la veuve du prix Nobel de la paix Andreï SAKHAROV, figure de proue de la dissidence à l'époque soviétique et de la lutte pour les droits de l'Homme. Dans les années 70, elle avait rejoint le mouvement des

dissidents et avait notamment permis d'informer le monde sur le destin des prisonniers ou des exilés du régime soviétique.

Concernant le quartier Croix d'argent, et plus précisément le pas du loup, La ZAC Ovalie est située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby. Ce quartier se développe sur une superficie de 35 hectares. Sa conception a été confiée en 2004 à l'agence d'architectes-urbanistes Nicolas Lebunetel, associée au cabinet de paysagistes NEMIS. L'avenue du Mondial de Rugby 2007 est un de ses axes majeurs, il relie l'avenue de Toulouse à la rue de Bugarel. Au sud de l'avenue, au droit du Domaine de la providence, une place a été aménagée dans le cadre de la ZAC. Nous proposons de la dénommer place de la providence.

Dans le quartier Port Marianne et plus précisément au Millénaire, vers le rond-point Léonard de Vinci, la rue Édouard Villalonga et la rue des frères Lumière, nous proposons de dénommer cette place Charlotte COOPER, 1870-1970, première femme médaillée d'or aux jeux olympiques. Membre d'un club de tennis renommé anglais, cette athlète gagne le premier de ses 5 titres en simple à Wimbledon en 1895. Surnommé « Chattie », elle décroche, après que les femmes sont autorisées à concourir, la première médaille d'or féminine de l'histoire de l'olympisme, aux Jeux de Paris en 1900. Avec Reginald DOHERTY en double mixte, elle en ajoute une seconde du même métal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'adopter ces propositions de dénomination d'espaces publics.

Monsieur le Maire : Quelques mots supplémentaires, qui concernent la ville et qui concernent d'abord les statues.

Le 1^{er} juin, à 18 heures nous inaugurerons entre l'hôtel Marriott et les pins, en bas de la place Georges FRECHE, la statue de Manitas DE PLATA. Nous serons deux villes à avoir procédé de la sorte pour souligner, valoriser la culture gitane. La ville de Samois-sur-Seine pour Django REINHARDT et la ville de Montpellier pour Manitas DE PLATA.

En octobre, nous installerons sur le pont Youri GAGARINE la statue offerte par notre ville jumelle d'Obninsk, Cité de l'espace.

La statue de Youri GAGARINE qui regarde les étoiles. Et, face à lui, de l'autre côté du pont, nous installerons, la statue de Valentina VLADIMIROVNA TERECHKOVA, la première spationaute qui est aussi russe. Et on verra pour Laïka, la petite chienne qui a été le premier être vivant à vivre la grande épopée de l'espace. Le pont Youri GAGARINE non loin de la gare Montpellier sud de France deviendra le temple de la science.

Enfin, je vous propose de débaptiser le parvis de la faculté de médecine Pierre MAUROY.

Non pas que je veuille supprimer de la ville le nom de Pierre MAUROY, mais je considère qu'on peut le mettre ailleurs. La communauté médicale souhaite que, devant la création de cette nouvelle faculté de médecine, il y ait, pour la place qui appartient à la ville (et dont nous sommes responsables de l'aménagement, que nous finançons) le nom d'un personnage illustre qui se rapporte à la médecine et à son enseignement. Nous avons plusieurs possibilités, et notamment le fondateur de la faculté de médecine de Montpellier au Moyen-Age, Guilhem 8, seigneur de Montpellier. Des membres du Conseil de l'ordre de la faculté des médecins de Montpellier m'ont interpellé sur ce point. Ainsi que des professeurs du CHU. J'en ai parlé au doyen mais je vous le proposerai lorsqu'il sera temps. Et nous consacrerons à Pierre MAUROY un autre lieu aussi prestigieux mais dans un autre contexte, dans la ville.

Pour : 55 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

*Madame Valérie BARTHAS-ORSAL sort de séance. Madame Françoise BONNET sort définitivement de séance.
Monsieur Rabii YOUSSEF entre en séance et récupère sa procuration.*

28. Convention relative au subventionnement de 5 chantiers éducatifs mis en œuvre par l'association APS 34 durant l'année 2017

L'association APS 34 a déposé une demande de subvention auprès de la Ville pour mettre en œuvre, au cours de l'année 2017, 5 chantiers éducatifs sur la Ville de Montpellier, à destination de 25 jeunes.

La Ville de Montpellier souhaite soutenir ce projet d'insertion des jeunes de 16 à 25 ans sur les quartiers prioritaires de la Ville et établir une convention relative au subventionnement de 5 chantiers éducatifs mis en œuvre par l'association APS 34.

La convention annexée en détermine les modalités de mise en œuvre de ces chantiers sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Les chantiers éducatifs permettent aux jeunes en rupture avec les institutions de devenir citoyens actifs, d'agir sur leur cadre de vie, de restaurer leur image ainsi que celle de leur quartier.

Les chantiers éducatifs constituent donc un outil d'insertion visant à l'autonomie, la responsabilisation en confrontant les jeunes au cadre et aux contraintes du travail, tout en valorisant la notion d'entraide.

Les chantiers éducatifs sont enfin organisés dans l'esprit d'une action collective sur le territoire concerné qui se matérialise par un cadre partenarial sur le terrain.

Afin de permettre la réalisation de ces chantiers éducatifs, la Ville de Montpellier, sous réserve de l'approbation du Conseil municipal, s'engage à financer cette action à hauteur de 20 000€ au titre de l'année 2015 et sous réserve de :

- la réalisation de ces 5 chantiers,
- la participation d'au moins 5 jeunes sur chaque chantier, et de 10 jeunes femmes minimum sur les 25 jeunes,
- la production des documents de bilan de l'action.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention annexée à la présente délibération entre la Ville de Montpellier et l'Association de Prévention Spécialisée 34,
- d'approuver l'attribution d'une subvention de 20 000€ dans le cadre de cette convention et au titre de l'année 2017, et son imputation sur le budget 2017 de la Ville, tous chapitres,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame YAGUE.

Madame Annie YAGUE : Cette affaire concerne le financement à hauteur de 20 000 euros de l'Association APS 34 pour la réalisation de 5 chantiers éducatifs destinés à des jeunes de 16 à 25 ans

issus des quartiers prioritaires de notre ville. Ce projet d'insertion répond à notre souhait d'accompagner filles et garçons en rupture avec les institutions dans leur démarche d'accès à l'emploi, la formation et la sortie de la précarité. 25 jeunes pourront participer à ce dispositif leur permettant ainsi de devenir des citoyens actifs et d'agir dans le cadre de vie. Cette année, nous avons souhaité qu'au moins 10 jeunes femmes sur les 25 participants soient concernées par ces chantiers. Actuellement 2 chantiers ont été accomplis et un est encore en cours. Pour information, le quota des 10 jeunes femmes a été dépassé ce qui, vraiment, répond à notre objectif. Nous avons porté ce quota à 10 jeunes filles parce que nous nous sommes aperçus sur le terrain que les jeunes filles avaient énormément de difficultés à sortir de leur quartier, à sortir de leur milieu familial et donc à avoir un petit peu d'autonomie pour pouvoir avoir une vie à elles et une vie qu'elles auraient vraiment choisie. Notre but étant vraiment d'arriver à l'équité dans ces chantiers éducatifs, il se trouve aujourd'hui que nous allons, je pense, accéder à l'équité un an avant la date qui était prévue. En tout cas je l'espère. 8 jeunes filles ont travaillé au zoo sur un chantier éducatif et, en ce moment, il y a un chantier éducatif avec le théâtre Jean Vilar sur la fabrication de costumes pour une représentation théâtrale. Ce qui nous a plu également sur ce chantier est le fait que l'on ait mélangé garçons et filles avec 3 filles et 2 garçons, ce qui permet déjà une mixité au niveau des semaines qu'ils passent ensemble mais également d'ouvrir les garçons à d'autres métiers qui, traditionnellement, sont donnés aux filles. Je pense que, dans les années à venir, nous allons essayer avec APS34 de définir de nouveaux objectifs pour que les chantiers puissent varier d'année en année en conservant quand même celui du zoo qui est très apprécié et qui a concerné, donc, 8 personnes cette année.

Pour : 53 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

Madame Maud BODKIN et Monsieur Christophe COUR sortent de séance.

29. Appel à projets - Contrat de Ville Attribution de subventions à diverses associations Exercice 2017

Le nouveau Contrat de Ville 2015-2020 a été signé par l'ensemble des partenaires le 11 juillet 2015, et l'avenant opérationnel et financier le 8 juillet 2016. Ce travail a permis d'identifier des enjeux et fiches opérationnels du Contrat de Ville que les partenaires ont souhaité ouvrir à l'appel à projets 2017.

Cet appel à projets était destiné aux acteurs associatifs intervenant dans les 12 quartiers prioritaires retenus dans le cadre du Contrat de Ville de Montpellier : Mosson, Celleneuve, Petit Bard-Pergola, Cévennes, Pas du loup-Val de Croze, Gély, Figuerolles, Vert-bois, Aiguelongue, Pompignane, Près d'Arènes et Lemasson.

Seuls les objectifs dont la réalisation nécessite la mobilisation du milieu associatif ont été ouverts à l'appel à projets. Ils concernaient les 5 axes opérationnels du contrat de ville :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
- La mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement) ;

- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents ;
- Faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs) ;
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

392 actions, répondant à ces axes opérationnels, ont été proposées par des porteurs de projets auprès des partenaires du contrat de ville. Pour rappel, la règle du cofinancement des projets proposés au soutien de la Ville de Montpellier conditionne, sauf exception, nos attributions de subventions.

La Ville de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réalisation de **274 projets** (contre 251 en 2016) pour un montant total de **911 278 €** (contre 820 367 € en 2016).

La présente délibération concerne l'affectation de **124 subventions**, pour un montant total de **221 000 €**, aux associations ayant sollicité le soutien financier de la Ville de Montpellier pour mettre en œuvre des projets définis comme prioritaires au regard des axes opérationnels du contrat de ville.

FINANCEMENTS SPORTS				
N° asso	Association	Intitulé du projet	Quartier Principal	Proposé
5943	Association nouvelle pour la Solidarité au Féminin ANSA	Ateliers sportifs pour toutes	Paillade	1 000 €
3845	BALTHAZAR	Arts du cirque à Figuerolles	Figuerolles	1 000 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Initiation au jeu d'échecs - Collège les Escholiers	Paillade	800 €
5167	Génération Taekwondo	Accès au sport pour tous	Petit Bard - Pergola	1 000 €
6631	Les 4 Horizons	Club de foot	Hauts de Massane	1 500 €
5223	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE	Interventions dans les quartiers prioritaires de la Ville	Ensemble QPV	1 000 €
4556	MONTPELLIER CANOE KAYAK EAU VIVE MCKEV	L'aventure citoyenne en kayak	Paillade	700 €

788	MONTPELLIER PAILLADE NATATION MPN	Natation pour les femmes de la Mosson	Paillade	1 000 €
4555	ROLL'SCHOOL	Quartier qui roule	Celleneuve	500 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924				8 500 €

FINANCEMENTS JEUNESSE				
N° asso	Association	Intitulé du projet	Quartier Principal	Proposé
1755	CENTRE APAJ	EducaDrive	Gély	1 000 €
3675	Essor Savoirs et Partage	Vacances et week-ends pour ados	Petit Bard - Pergola	1 000 €
3064	Lâche les Mots	Les vacances s'écrivent	Gély	1 000 €
5210	Groupement de coopération sociale et médico-sociale Maison des Adolescents de l'Hérault MDA 34	Actions spécifiques pour permettre aux adolescents des QPV de bénéficier de l'ensemble des services MDA 34	Près d'Arènes	1 500 €
1068	Secours Populaire Français 34	Jeunesse solidaire et citoyenne	Près d'Arènes	1 000 €
789	UFOLEP 34	Séjours Citoyens et Sportifs adolescents	Paillade	1 000 €
		Sport Citoyen 12/17 ans	Petit Bard - Pergola	1 000 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924				7 500 €

FINANCEMENTS EDUCATION				
N° asso	Association	Intitulé du projet	Quartier Principal	Proposé
64	ADAGES ESPACE FAMILLES	Médiation parents écoles	Lemasson	500 €
6370	Bien Vivre à Aiguelongue BVA	Partage à Aiguelongue 2	Aiguelongue	500 €
3036	Ecoles du Réseau d'Education	Agir sur les représentations autour de l'école	Gély	500 €

	prioritaire Gérard Philipe	Renforcer la coopération école/parents : aider les familles à mieux comprendre les enjeux et les exigences de l'école	Gély	500 €
1329	Ecoles du réseau d'éducation prioritaire Escholiers de la Mosson	Renforcer la coopération école/parents	Paillade	500 €
1424	Ecoles du réseau d'éducation prioritaire Simone Veil	Théâtre et langage : parcours d'excellence	Petit Bard - Pergola	500 €
		Renforcer la relation école/parents	Petit Bard - Pergola	500 €
5454	Ecoles du réseau d'éducation prioritaire Arthur Rimbaud	Favoriser la réussite des parcours scolaires	Paillade	500 €
3125	Ecoles du réseau d'éducation prioritaire Les Garrigues	Renforcer la relation parents/école	Hauts de Massane	500 €
5633	Ecoles du réseau d'éducation prioritaire Marcel Pagnol	Améliorer la relation école-famille pour favoriser la réussite à l'école	Pas du Loup - Val de Croze	500 €
3675	Essor Savoirs et Partage	Vacances et week-ends pour enfants	Petit Bard - Pergola	1 000 €
1469	FRANCAS 34	Centre de loisirs de la Mosson	Paillade	4 000 €
409	Jouons en ludothèques	Ludothèque Pergola	Petit Bard - Pergola	500 €
		Ludothèque Paul Valéry	Pas du Loup - Val de Croze	500 €
6250	Montpellier Accordéon	Intervention pédagogique autour du conte et de la musique	Celleneuve	500 €
5385	Zadigozinc	Café associatif des enfants	Paillade	1 100 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922				12 600 €

FINANCEMENTS COHESION SOCIALE

N° asso	Association	Intitulé du projet	Quartier Principal	Proposé
4449	ACORD PRODUCTION	6ème édition du festival 2+2=5	Paillade	1 500 €
4360	ACTEURS	Insertion sociale et scolaire grâce au service civique	Paillade	1 500 €
64	ADAGES ESPACE FAMILLE	Le français au quotidien comme vecteur d'intégration	Ensemble des territoires prioritaires	3 000 €
		Espace Jeunesse	Lemasson	3 500 €
3932	Association des Cévennes pour l'insertion, les Loisirs et l'Education ACLE	Club des jeunes	Cévennes	2 500 €
		Ateliers socio-linguistiques	Cévennes	3 500 €
		Club des femmes - Atelier des savoirs et d'accès à la culture	Cévennes	1 000 €
2004	Association Jeunes Phobos Paillade Nord AJPPN	Guidance socio-économique	Paillade/Hauts de Massane	2 000 €
		Accès aux Droits et Médiation Sociale	Paillade/Hauts de Massane	3 500 €
		Chantiers loisirs	Paillade/Hauts de Massane	500 €
4900	Association Nationale Compagnons Bâisseurs - Etablissements Languedoc Roussillon	Ateliers de quartier Montpellier ville	Ensemble des territoires prioritaires	4 000 €
		Espace Ressources Habitat	Paillade	4 500 €
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain APIEU - Territoires de Montpellier	A la découverte des métiers verts	Cévennes	500 €
2701	Association Le Clos de la Fontaine	Apprendre, c'est savoir et prévenir	Celleneuve	1 000 €
25	ASSOCIATION LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	Aux sciences citoyens - Près d'Arènes	Près d'Arènes	1 000 €
		La science en bas de chez toi! Mosson	Mosson	1 000 €
		Sciences au quotidien - Petit Bard Pergola	Petit Bard Pergola	1 000 €

2142	Association Pour l'Insertion des Jeunes par l'Economique APIJE	Femmes VIP (Vers l'insertion professionnelle)	Petit Bard - Pergola	2 000 €
5480	Association pour Toutes	De l'art à la culture	Pas du Loup - Val de Croze	500 €
3473	Association Renaissance Développement Insertion ARDI	Accompagnement socio-éducatif	Hauts de Massane	2 000 €
4841	Association Vivre Ensemble en Citoyens dans le quartier des Cévennes AVEC	Aide aux démarches administratives - accès aux droits	Cévennes	1 500 €
		Aide Educative auprès des parents	Cévennes	4 000 €
1201	La Boutique d'Ecriture & Co	Citoyenneté et apprentissage du français	Figuerolles	1 000 €
5971	Brand a part	Les ateliers cinémas	Figuerolles	500 €
4955	Centre Culturel International - Musique Sans Frontières	Solidarité, éducation, pédagogie	Paillade	2 000 €
2726	Carthage	Atelier-musique	Cévennes	500 €
1755	CENTRE APAJ	Webactions	Gély	1 000 €
		Atelier Prévention Santé Environnement	Gély	1 500 €
		Accompagnement à la culture	Figuerolles	2 500 €
		Accès aux droits et e-administration	Aiguelongue	2 000 €
1909	Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Hérault CIDFF	Accès aux droits et médiation familiale	Celleneuve	5 000 €
		Femme Egalité Emploi	Paillade	2 000 €
1464	Césam Migrations Santé Languedoc	Pour une prise en charge de la fragilité psycho-sociale : médiation interculturelle et soutien à la parentalité	Ensemble des territoires prioritaires	5 000 €
		Langage, territoire, pouvoir d'agir	Petit Bard - Pergola	2 000 €

6183	Chant Dessus Dessous	Projet Petite Enfance	Petit Bard - Pergola	500 €
2190	Collectif Yves Du Manoir	Médiation et accès au droit	Pas du Loup - Paul Valéry	2 000 €
2432	Compagnie Didier Théron	Allons'Z'Enfants	Paillade	2 500 €
244	CLCV - union locale Consommation Logement Cadre de Vie	Consommation énergétique post-réhabilitation aux Cévennes	Cévennes	500 €
		Les habitants du Petit Bard, contrôle des charges et décence	Petit Bard - Pergola	500 €
		Le rapport locatif dans 4 copropriétés de la Mosson	Paillade	500 €
		Actions participatives et création d'un espace de vie sociale	Pompignane	1 200 €
3125	Ecoles du réseau d'éducation prioritaire Les Garrigues	Construire une culture partagée autour de la littérature jeunesse	Hauts de Massane	500 €
1329	Ecoles du réseau d'éducation prioritaire Escholiers de la Mosson	Jardins partagés, cultures et culture	Paillade	500 €
		Citoyenneté, laïcité et santé	Paillade	500 €
2776	Déclic Familles	Prévention et accès à la santé des jeunes et des familles en grande difficulté	Ensemble des territoires prioritaires	3 500 €
4773	DeFI Développement de la Formation et de l'Insertion	Accueil, informatio, médiation sociale de proximité	Paillade	4 500 €
		Pôle actions sociolinguistiques	Paillade	1 500 €
4360	Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault	Point Ecoute pour les parents	Cévennes	5 000 €
		Ateliers de formation pour les acteurs du soutien à la parentalité à Montpellier	Ensemble QPV	1 000 €
3075	Familles Rurales Fédération Départementale de l'Hérault	Relais Familles - Tournezy	Près d'Arènes	1 500 €

650	GAMMES	Ateliers linguistiques - Vers l'accès à l'autonomie et à la connaissance	Paillade	1 000 €
		Projet participatif d'accompagnement vers un accès aux pratiques culturelles	Ensemble des territoires prioritaires	800 €
1043	HOLISME	Le rhombicuboctaèdre de Léonard	Paillade	1 500 €
71	i.Projet Echanges Internationaux Culture Citoyenneté i.PEICC	Tiers Lieu Culturel et Artistique	Paillade	5 000 €
		Université du citoyen	Paillade	5 000 €
		Espace projet animation jeunes	Paillade	3 500 €
296	Jasmin d'Orient	Accès à la culture et aux sports	Près d'Arènes	2 000 €
4533	Jeunesse sans Frontières	Action citoyenne chantiers loisirs	Paillade	500 €
	HAPAX	En écoutant l'écho du bing bang	Figuerolles	1 000 €
1281	KAINA TV	Kaina TV	Paillade	4 000 €
4472	LA VISTA Théâtre de la Méditerranée	Actions culturelles du théâtre La Vista	Figuerolles	500 €
6135	L'Atelline	Gavitation au Lemasson	Lemasson	4 000 €
6318	L'Elan C	Balades historiques	Ensemble des territoires prioritaires	200 €
3064	Lâche les Mots	On s'anime à la cité	Gély	1 000 €
4388	Le Passe Muraille	Des jardins partagés au cœur de la Paillade	Paillade	1 000 €
		Chantiers citoyens	Ensemble des territoires prioritaires	10 000 €
		Au fil de l'Hérault et patrimoine	Paillade	500 €
		Mon quartier, ma ville, être citoyen	Paillade	500 €
	Mademoizel' Prod	L'habit fait la femme	Paillade	1 000 €

5854	Montpellier Mosson Omnisports MMO	Passerelle pour le sport	Hauts de Massane	1 000 €
5847	MOT'SON	Urban Ciné	Paillade	2 000 €
29	Montpellier Contacts Radio Clapas	Mots croisés 2017	Près d'Arènes	500 €
4556	MONTPELLIER CANOE KAYAK EAU VIVE MCKEV	S'évader de la zone urbaine en kayak	Cévennes	1 000 €
6374	Mosaïque Des Hommes et des Jardins	Ateliers jardins adaptés aux seniors fragilisés	Lemasson	1 000 €
777	Mouvement Français pour le Planning Familial - Le Planning 34	Femmes Santé Citoyenneté	Ensemble des territoires prioritaires	3 000 €
		Permanence d'écoute et d'accueil	Paillade	2 000 €
1783	Octopus Expression	Education au civisme par le théâtre	Pas du Loup Val de Croze	500 €
1110	Odette Louise	PASS 2017	Celleneuve	2 500 €
1033	PACIM	Générationnaires solidaires à la Mosson	Hauts de Massane	2 000 €
429	Raiponce	Raiponce	Petit Bard - Pergola	2 500 €
4977	RANK'ART	Familiale des Cévennes	Cévennes	1 000 €
5444	Scouts Musulmans de France Montpellier	Formation de Citoyens Actifs et Artisans de Paix par la Méthode Scoute SMF	Paillade	1 000 €
1068	Secours Populaire Français 34	Les chemins de la culture et la lutte contre l'exclusion	Près d'Arènes	1 000 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM	Pratique orale du Français (POF)	Paillade	3 000 €
5249	SOMIS	Médiation administrative et sociale, interprétariat, écrivain public	Ensemble des territoires prioritaires	5 200 €
4807	Tin Hinan	Vers une intégration socio-linguistique réussie	Paillade	3 500 €
		Renforcer l'accès aux droits	Paillade	1 500 €
		Pour lever les freins d'accès à la citoyenneté	Paillade	3 500 €

789	UFOLEP 34	Accueil Jeunes Mosson	Paillade	4 000 €
3746	UN'ISONS	Renc' Art	Paillade	1 500 €
	UNION REGIONALE - CIDFF LR	Agir pour l'intégration des femmes immigrées	Cévennes	2 500 €
4163	Via voltaire	Prévention, soutien, orientation sanitaire et sociale pour les jeunes	Figuerolles	7 000 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925				192 400 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au BP 2017 ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser M. le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des précisions ?

Madame Audrey LLEDO : Je vous annonce d'ores et déjà que nous allons voter contre cette délibération. Je vais vous expliquer pourquoi. Déjà parce nous sommes foncièrement contre des associations nommées, les Francas et GAMMES.

Je suis interpellée par Montpellier Paillade natation.

Monsieur le Maire : Vous avez eu la réponse tout à l'heure.

Madame Audrey LLEDO : Oui. J'espère l'avoir encore.

Monsieur le Maire : Donc encore une fois.

Madame Audrey LLEDO : Je n'ai absolument rien contre cette association. L'intitulé de leur projet est « Natation pour les femmes de la MOSSON ».

Depuis tout à l'heure on parle d'inclusion, de lutte contre les exclusions, etc. Mais, alors là, pourquoi uniquement pour les femmes ? Sur quels critères ? Est-ce que je peux avoir des explications ?

Madame Annie YAGUE : Je suis fort étonnée que vous ne votiez pas pour une délibération qui concerne les quartiers Politique de la ville. J'ai cru comprendre que, dans votre programme, le social avait une grande place, mais c'est peut-être seulement quand vous le portez, c'est-à-dire avec vos choix à vous et pas avec les choix du peuple de Montpellier. Nous, on soutient toutes les initiatives dans le social. Cette association porte sur la natation pour les femmes de la MOSSON. Si elle existe, c'est qu'il y a un besoin réel dans ce quartier et je ne vois pas à quel titre je me permettrais de porter un jugement sur la façon d'agir de cette association. Donc nous la soutenons parce qu'elle

répond aux objectifs du Contrat de ville.

Applaudissements.

Pour : 51 voix

Contre : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Monsieur Christophe COUR entre en séance.

30. Dotation politique de la ville 2017 - avenant à la convention cadre d'attribution de subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - autorisation de signature

Par courrier en date du 22 février 2017, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution pour l'année 2017 d'une Dotation Politique de la Ville d'un montant de 4 588 350,75€.

Par délibération en date du 27 mars dernier, le Conseil communautaire a approuvé le projet de convention cadre pour l'attribution de cette dotation, signée par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

La convention ainsi que la délibération prévoient l'élaboration d'un avenant qui précisera la liste des projets et la répartition de la dotation pour chacun d'entre eux, ainsi que leur maître d'ouvrage.

Le tableau ci-dessous récapitule ces projets qui, comme l'exigent la circulaire et la notification de M. le Préfet, s'inscrivent dans les objectifs, axes stratégiques et programmes opérationnels définis et inscrits dans le contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Le périmètre d'intervention des équipements et actions présentés au titre de la DPV est celui des 12 quartiers politiques de la ville mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers politiques de la ville.

Le projet d'avenant reprend ce tableau et précise en particulier les modalités de mobilisation de cette dotation.

Intitulé du projet	Quartier	Coût prév. HT	Part DPV (%)	Date prév. démarrage des travaux	Montant DPV
Répartition de l'enveloppe DPV					

Opérations à maîtrise d'ouvrage Métropole					
<i>Investissement</i>					
Réhabilitation du centre nautique Neptune	Mosson	6 641 500 €	25,00%	01-janv-18	1 660 375 €
Aménagement du barrage du Lac des Garrigues	Mosson Hauts de Massane	750 000 €	40,00%	01-mars-18	300 000 €
Aménagement de la place Salengro	Figuerolles	800 000 €	30,00%	01-janv-18	240 000 €
Centre d'affaires des quartiers multi-services à la Mosson	Mosson	300 000 €	20,00%	01-avr-17	60 000 €
<i>Fonctionnement</i>					
Accompagnement à l'installation du CAQ (aide à mise en place du fonctionnement et de l'animation)	Mosson	80 000 €	50,00%	01-janv-18	40 000 €
Etude sur les lieux d'accueil, d'information et d'orientation de proximité (accéder à un premier niveau d'information sur l'emploi, la formation et les métiers)	Tous QPV	40 000 €	50,02%	avr-17	20 008 €
Démarche expérimentale auprès du projet DEMOS	Hauts de Massane Celleneuve Val de Croze Près d'Arènes	120 000 €	60,00%	01-juil-17	72 000 €
Sous total Métropole		8 731 500 €			2 392 383 €
Opérations à maîtrise d'ouvrage Ville					
<i>Investissement</i>					

Sécurisation des écoles face aux risques d'attentat : dispositif d'alerte PPMS, sécurisation périmétrique des sites...	Ecoles des QPV	2 193 380 €	25,00%	01-juin-17	548 345 €
Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier pour répondre à la demande sur le quartier et pour recréer des locaux d'usage : salle de motricité, extension du dortoir, du réfectoire	Celleneuve	2 850 000 €	40,00%	01-juil-17	1 140 000 €
Ecole élémentaire Joseph Delteil : extension de la salle de réfectoire afin d'augmenter les possibilités d'accueil des enfants	Petit Bard	170 000 €	40,00%	10-juil-17	68 000 €
Extension de la crèche Thérèse Santis (+ 20 places)	Près d'Arènes	500 000 €	25,00%	01-janv-18	125 000 €
Réhabilitation de la base nautique et de pleine nature des Garrigues	Hauts de Massane	541 700 €	30,00%	juil-18	162 510 €
Ecole élémentaire Savary : réaménagement intérieur du restaurant scolaire pour un meilleur fonctionnement durant le temps méridien	Pas du Loup Val de Croze	185 000 €	30,00%	10-juil-17	55 500 €
Ecole élémentaire Julie Daubié : création de locaux pour l'accueil des élèves dans le restaurant scolaire améliorant les conditions de fonctionnement durant le temps méridien	Cévennes	100 000 €	30,00%	10-juil-17	30 000 €
Ecole maternelle Geneviève Bon : rénovation partielle pour de meilleures conditions d'accueil et de travail dans l'école (réfection des sanitaires, de l'étanchéité de la toiture terrasse et des fenêtres dans le dortoir)	Petit Bard	105 000 €	30,00%	10-juil-17	31 500 €
Aménagements permettant la mise en accessibilité aux personnes handicapées : école élémentaire Garibaldi	Lemasson	169 290 €	20,74%	01-juin-17	35 111 €
Sous total Ville		6 814 370 €			2 195 966 €

Total général		15 545 870 €			4 588 349 €
----------------------	--	---------------------	--	--	--------------------

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet d'avenant à la convention cadre d'attribution de subventions au titre de la dotation politique de la ville 2017, entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer l'avenant à la convention cadre ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : C'est très important. Ce sont les 4,5 millions d'euros que nous recevons de l'État pour la première fois. Donc je remercie l'État, je remercie la ministre des Affaires sociales et le ministre de la Ville qui ne sont plus là aujourd'hui mais il convient de rendre à César ce qui appartient à César. Je remercie pour tout ce qui est Politique de la ville Madame EL KHOMRI et Monsieur KANNER. Et ensuite je remercie Madame TOURAINE.

Et le préfet de l'Hérault et le préfet de région Monsieur MAILHOS. Nous avons obtenu 4,5 millions d'euros pour la Politique de la ville. C'est bien que nous ayons pu obtenir cette enveloppe qui n'était pas attendue pour l'ensemble des projets.

En parlant d'enveloppe, c'était la partie pleine du verre. Je vais décrire la partie vide. Nous avons demandé au gouvernement de nous aider sur les travaux de sécurisation des écoles à hauteur de 5 millions d'euros. Lorsque la péréquation a été réalisée sur l'enveloppe nationale il ne restait pour la Ville (mais nous n'étions pas les seuls dans ce cas) que 250 000 euros. Cela veut dire que c'est la Ville qui, petit-à-petit, va être, sur son budget propre, dans l'obligation de faire l'ensemble très travaux de sécurisation anti-attentats finalement.

Madame France JAMET :Pétales de fleurs, le terrorisme va disparaître... Enfin ; je veux dire, tout ira bien, tout ira mieux dans le meilleur des mondes. Il faut positiver...

Monsieur Max LEVITA : Plutôt que le chaos auquel nous avons échappé.

Madame France JAMET : Vous êtes mignons tous. J'aime bien. Ce programme est d'une violence incroyable et vous l'avez soutenu tous. C'est vous qui en serez responsables et qui en serez comptables.

Pour : 54 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

31. Travaux de rénovation dans les établissements de la Petite Enfance en 2017 **Approbation et demande de subventions**

Dans le cadre de sa politique de la petite enfance, la Ville de Montpellier a prévu d'effectuer, au cours de l'été 2017, des travaux de rénovation et d'amélioration dans les crèches et haltes

garderies pour un montant de 512 000€ TTC soit 426 667 HT.
 Cette somme est inscrite au budget 2017 de la Ville (BP 2017 et reports 2016).

Ces travaux permettront aux jeunes enfants accueillis dans les établissements concernés, de bénéficier de locaux et d'aménagements de cours plus confortables et sécurisés, notamment en matière de confort d'été. Ces travaux permettent également de répondre aux préconisations qualitatives des services de la protection maternelle infantile.

Le programme des principaux travaux prévus en 2017 est constitué des opérations suivantes:

Etablissements	Libellé des travaux	Montant HT	Montant TTC
Crèche Cambon	Rénovation local extérieur, salle armoire de brassage et salle de réunion	12 500€	15 000€
Crèche Blanche Neige	Création d'un préau, rénovation hall et bureau directrice	105 000€	126 000€
Crèche Blanche Neige	Réfection sanitaires moyens	33 340€	40 000€
Crèche Edelweiss	Rénovation salle de change, dortoir, sanitaires	44 000€	53 000€
Crèche Galineta	Isolation phonique, réhausse buanderie	5 400€	6 500€
Crèche la Petite Sirène	Rénovation cour	5 830€	7 000€
Crèche Petit Prince de Boutonnet	Rénovation lingerie, aménagement de la cour	4 600€	5 500€
Crèche Pinocchio	Création zones d'ombrage et pergolas dans la cour, changement menuiseries	31 670€	38 000€
Crèche Robin des bois	Travaux de confort d'été : zones d'ombrage dans la cour, stores, ombrières	31 700€	38 000€
Halte-garderie Mowgli	Sécurisation de la terrasse	10 800€	13 000€
Crèche Louise Guiraud	Création d'une ouverture dans la section des bébés	833€	1 000€
Crèche Agropolis	Travaux préparatoires au chantier citoyen	6 700€	8 000€
Halte-garderie Chamson	Pose ventilateurs et clôture cour	4 200€	5 000€

Halte-garderie la Coupole	Remplacement table de change, rénovation bureau de la directrice	8 700€	10 400€
Halte-garderie les Chats bottés	Rénovation partielle de la cour	1 700€	2 000€
Halte-garderie les Coquelicots	Rénovation bureau	6 700€	8 000€
Halte-garderie Ile au trésor	Travaux de confort d'été : zone d'ombrage dans la cour et pose ombrière	12 500€	15 000€
Halte-garderie Pitchot Nanet	Rénovation section grands, salle de change, installation lave-vaisselle, peinture grilles extérieures	13 400€	16 000€
Halte-garderie Villeneuve d'Angoulême	Rénovation partielle des peintures	1 600€	1 900€
RAM Antigone	Changement des menuiseries et rénovation des peintures	12 500€	15 000€
Divers établissements	Sécurité réglementaire	25 000€	30 000€
Divers établissements	Travaux imprévus	48 000€	57 600€

Afin de ne pas entraver la continuité du service public, ces travaux seront réalisés au cours de l'été 2017 durant la période de fermeture des établissements.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver ce programme de travaux,
- De dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2017, section investissement, Chapitre 906,
- De solliciter les subventions les plus larges possible auprès des organismes compétents, notamment auprès de la Caisse d'Allocations Familiales,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Madame Titina DASYLVA : Je vous demande de permettre des travaux dans 22 établissements. Ce sont des travaux de confort pour les enfants et les agents. Des travaux de réfection, de remplacement, de sécurisation dans les établissements suivants : crèche CAMBON, Blanche-Neige, Edelweiss, Galineta, Petite Sirène, Petit Prince de Boutonnet, Pinocchio, Robin des Bois, Mowgli, Louise Guiraud, Agropolis. Dans les haltes garderies suivantes : André Chamson, la Coupole, les

chats bottés, les Coquelicots, l'Ile au trésor, Pitchot Nanet, Villeneuve d'Angoulême, RAM Antigone. Concernant les travaux de sécurisation, c'est l'ensemble des établissements qui sont concernés pour un montant total de 30 000 euros.

Pour : 54 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

32. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Syndicat des vignerons de l'AOC Languedoc relative à l'organisation des Estivales de Montpellier 2017

La Ville de Montpellier est située au cœur du terroir de l'AOC Languedoc et s'engage depuis de nombreuses années pour la promotion du vin.

La Ville de Montpellier exploite d'ailleurs son propre vignoble sur 12 ha au Mas Nouguier ancien mas viticole du XVIIIe siècle. « La Cuvée M » a obtenu l'appellation Grès de Montpellier en 2014.

Dans le cadre de sa manifestation intitulée « les Estivales de Montpellier », organisée avec le Syndicat des Vignerons de l'AOC Languedoc, la Ville a à cœur de faire connaître au plus grand nombre, aux montpelliérains comme aux visiteurs, la qualité et la variété de notre vignoble. Le succès et la fréquence de cette manifestation ont conduit la Ville de Montpellier à vouloir établir un partenariat durable avec les acteurs du monde viticole et le Syndicat des Vignerons de l'AOC du Languedoc en particulier.

Les Estivales de Montpellier réunissent 15 à 20 000 personnes sur l'Esplanade Charles de Gaulle chaque vendredi soir de l'été. Elles sont devenues le rendez-vous incontournable des montpelliérains mais également des touristes venus à la découverte de notre région. Montpellier s'affirme ainsi comme porte drapeau de la viticulture régionale de qualité.

30 à 40 viticulteurs différents (environ 150 domaines au total sur l'été), sélectionnés après une dégustation à l'aveugle organisée au Mas de Saporta chaque année au mois de mai, sont présents le vendredi et bénéficient ainsi d'une vitrine populaire.

Soutien à l'économie locale, les Estivales de Montpellier ce sont aussi une trentaine d'artisans locaux qui présentent leurs créations au public et bien entendu les traiteurs et producteurs qui régaleront les papilles des visiteurs. Enfin cette manifestation permet de se retrouver dans une ambiance conviviale en écoutant un groupe local ou en esquissant quelques pas de Swing, Tango ou Salsa lors de sessions animées par des écoles ou associations du grand Montpellier.

La présente convention précise les conditions du partenariat entre la Ville de Montpellier et le Syndicat des Vignerons de l'AOC Languedoc pour l'organisation de l'édition 2017 des Estivales de Montpellier qui se déroulera sur 7 vendredis soirs en juillet et août.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention entre la Ville de Montpellier et le Syndicat des vignerons de l'AOC Languedoc pour l'organisation des Estivales 2017

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL entre en séance.

33. Tarifs 2017 pour la Ville de Montpellier : Maison des Chœurs

La redevance d'occupation du domaine public correspond à la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques). L'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

La redevance est également un outil permettant d'organiser harmonieusement l'occupation de notre patrimoine Municipal.

La Maison des Chœurs est destinée à promouvoir le chant choral sous toutes ses formes en facilitant les activités du tissu associatif local dédiées à cette pratique et qui participent à la vie culturelle de la cité.

A ce titre, plusieurs espaces peuvent être loués :

- La nef centrale
- Les salles de répétition Ravel et Debussy
- La Maison des Chœurs dans son ensemble

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Les tarifs suivants seront appliqués :

Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires).

***Forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés.

Salles mises à disposition	Unité	Plein Tarif	Forfait de Base*
Nef centrale	Session de 4h	650 €	30 €
Salle de répétition Ravel ou Debussy	Session de 4h	300 €	15 €
La maison des chœurs (Nef + Salles de répétition)	Session de 4h	1 250 €	60 €
Cautionnement			
Caution pour tout espace loué	U		1 530 €
Refacturation de mise à disposition d'un agent			
Mise à disposition d'un agent les soirs de concert	/ heure		30 €

La Ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel.

Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver cette modification des tarifs votés lors de la séance du 18 mai 2017 ;
- De préciser qu'ils seront applicables au 22 mai 2017 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

34. Attributions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2017

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

1) Attributions de subventions :

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORTS** :
- PARTENARIAT SPORT

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	Projet	STAGES D'ECHECS	1 700 €
967	MUC HANDBALL	Projet	STAGES DE HANDBALL	2 000 €
1318	AXE SPORT	Projet	STAGES TETE ET JAMBES	1 700 €
1935	LES CHEVALIERS DE LA GAULE	Projet	STAGES TETE ET JAMBES	2 400 €
2324	ECOLE DES ARTS MARTIAUX CHINOIS	Projet	STAGES MONTPELLIER SPORTS	1 200 €
4720	AGGLOMERATION MONTPELLIER SPORT D'ORIENTATION 34	Projet	MONTPELLIER SPORTS	2 000 €
4806	ASC PAILLADE MERCURE	Projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	3 300 €
5722	PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIRS SPORTIFS	Projet	STAGES TETE ET JAMBES	400 €
	ATHLETIC CLUB MONTPELLIER	Projet	STAGES TETE ET JAMBES	2 500 €
TOTAL				17 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

- SPORTS

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	Fonctionnement		20 000 €
1840	MONTPELLIER TAE KWON DO	Projet	HAN MA DANG	800 €
2184	JUDO CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement		460 €
2583	BASKET LATTES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	Fonctionnement		8 000 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Fonctionnement		500 €
5167	GENERATION TAEKWONDO	Projet	COMPETITION RENCONTRES OCCITANES	500 €
6511	THAI BOXING 34 POUR TOUS	Fonctionnement		500 €
TOTAL				30 760 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

- BOURSE ANIMATION JEUNES

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
5575	ASSOCIATION JE PARS A ZART	Projet	L'ETABLI EN GRECE	586 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

- Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE** :

Code	Structure	Type	Montant
4230	MAISON DE L'ARCHITECTURE	Fonctionnement	2 000 €
4254	PATRIMOINE ET ARCHITECTURE	Fonctionnement	800 €
TOTAL			2 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL** :

- COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
64	ADAGES Espace de vie sociale	Fonctionnement		1 000 €
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	Projet	MISE EN OEUVRE DE 5 CHANTIERS EDUCATIFS	20 000 €
2190	COLLECTIF YVES DU MANOIR	Fonctionnement		1 000 €
TOTAL				22 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

- SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Montant
64	ADAGES Parenthèse	Fonctionnement	10 000 €
64	ADAGES Animation collective Famille	Fonctionnement	5 000 €
2800	ASSOCIATION NOUAS	Fonctionnement	7 500 €
TOTAL			22 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

2) Modifications d'attributions de subventions :

Par délibération n°2016/157 du 28 avril 2016, la Ville de Montpellier a attribué deux subventions à l'association LUDILANGUES dans le cadre des temps d'activités périscolaires. La structure ne pouvant réaliser entièrement les projets il y a lieu de modifier l'attribution de ces subventions comme suit :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant	Nouvelle attribution
6597	LUDILANGUES	Projet	RACONTE TA VIE EN	5 200 €	1 900 €

			STOP MOTION		
		Projet	DIS-MOI DIX MOTS EN ANGLAIS	8 400 €	6 300 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver la modification d'attribution de subvention indiquée ci-dessus ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 95 846 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'approuver la convention spécifique d'attribution de subvention à la Fédération Départementale des Calandretas de l'Hérault ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Stéphanie JANNIN)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

35. Mise à disposition de salles à titre réduit ou gratuit

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations.

Le Conseil municipal du 15 décembre 2016 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 15 décembre 2016 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 15 décembre 2016 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 43 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 95 409,50 €.

DATE	SALLES	Organismes	Tarif de la salle	Tarif appliqué	Valorisation
02/05/2017	SALLE PETRARQUE	Maison de Heidelberg	610	30,5	579,5
04/05/2017	SALLE PETRARQUE	Centre Communautaire et Culturel Juif	610	30,5	579,5
05/05/2017	SALON DU BELVEDERE	Perle de Rosée-magazine Essentiel	315	30,5	284,5
05/05/2017	SALLE PETRARQUE	IMPROMPTU	610	30,5	579,5
06/05/2017	Salle de réceptions Grammont	Club Sportif des Sourds de Montpellier (section Football)	2040	51	1989
09/05 au 06/06/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association FISE	15750	1067,5	14682,5
09 au 31/05/2017	Salle Expo Hall	La Garriga Lengadociana	9630	91,5	9538,5
11/05/2017	SALON DU BELVEDERE	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	315	30,5	284,5
12/05/2017	Salle Jules PAGEZY	Rotary Montpellier Littoral	1630	0	1630
12/05/2017	SALLE PETRARQUE	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	610	30,5	579,5
13/05/2017	Salle Jules PAGEZY	La Garriga Lengadociana	1630	51	1579
13/05/2017	SALON DU BELVEDERE	Association des Sénégalais Mourides de Montpellier	315	30,5	284,5
14/05/2017	Salle de réceptions Grammont	Grandsparraains du Languedoc	3000	102	2898
16/05/2017	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Monde Diplomatique	315	30,5	284,5
20/05/2017	Salle Jules PAGEZY	Eglise Protestante Malgache en France	1630	51	1579
23/05/2017	SALLE PETRARQUE	Centre européen d'études et recherches en droit et santé	610	30,5	579,5
29/05 au 02/06/2017	SALON DU BELVEDERE	Compagnie Minibus	1575	0	1575
01/06/2017	Salle de réceptions Grammont	Comité Liaison des Associations de Personnes Handicapées	2040	51	1989
02/06/2017	SALLE PETRARQUE	Association des élèves de l'école internationale Tunon	610	30,5	579,5
02 au 05/06/2017	SALLE DES RENCONTRES	ECHECS CLUB MONTPELLIER	11500	306	11194
03/06/2017	SALLE PETRARQUE	Magical Events	610	305	305
08/06/2017	SALLE DES RENCONTRES	Comité d'Organisation Forum Sportif et Culturel - COFSEC	3260	51	3209
08/06/2017	Salle de réceptions Grammont	CHRU de Montpellier	2040	51	1989
08/06/2017	SALON DU BELVEDERE	Association Réduire les Risques	315	30,5	284,5
09/06/2017	Salle Jules PAGEZY	Association Culturelle Flamenco	1630	51	1579
10/06/2017	SALLE PETRARQUE	CCPSE	610	305	305
10/06/2017	Salle de réceptions Grammont	Club sportif des sourds	2040	51	1989
12/06/2017	CENTRE RABELAIS	Comider Comité pour le Développement de l'Economie Régionale	1325	51	1274
12 au 23/06/06/2017	SALLE PETRARQUE	Université du Tiers Temps	7930	396,5	7533,5
12/06/2017	Salle Jules PAGEZY	Ecole Elémentaire JULES SIMON	1630	51	1579
12 au 14/06/2017	SALON DU BELVEDERE	ADOMA	945	472,5	472,5
15/06/2017	SALLE DES RENCONTRES	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	2750	51	2699
18/06/2017	Salle de réceptions Grammont	Eglise Protestante Unie de Montpellier et Agglomération	3000	102	2898
19 au 30/06/2017	Salle Expo Hall	Fédération des Aveugles et Amblyopes de France	6420	61	6359
20/06/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	American Women's Group	450	30,5	419,5
20/06/2017	Salle de réceptions Grammont	GIHP Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques	2040	51	1989
24/06/2017	Salle de réceptions Grammont	Club sportif des sourds	2040	51	1989
24/06/2017	SALLE PETRARQUE	Centre Culturel Italien Societa Dante Alighieri	610	30,5	579,5
25/06/2017	Salle de réceptions Grammont	Centre Communautaire et Culturel Juif	3000	1500	1500
27/06/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	INSET	450	30,5	419,5
28/06/2017	SALLE PETRARQUE	sesame autisme	610	30,5	579,5
29/06/2017	Salle de réceptions Grammont	amicale des retraités municipaux	2040	51	1989
30/06/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	GROUPE MIAM MIAM SUD	450	250	200
		TOTAL=	101540	6130,5	95409,5

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 53 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

Monsieur Alex LARUE sort de séance. Madame Valérie BARTHAS-ORSAL sort définitivement de séance.

Madame Maud BODKIN entre en séance.

36. Fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives

-Appel d'offres-

Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS de Montpellier et les Villes de Pignan, Grabels, Saint-Brès, Lavérune et Pérols.

Dans le cadre de « Fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives », la Ville de Montpellier doit lancer une consultation d'entreprises afin de conclure un accord cadre à bons de commande.

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Pignan, Grabels, Saint-Brès, Lavérune et Pérols pour « Fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives », conformément à la convention annexée à la présente délibération.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conformément aux articles 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (Appel d'offres ouvert). Cette consultation porte sur « Fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives ».

Suite au transfert de compétence survenu au 01/01/2016, Montpellier Méditerranée Métropole s'est vu attribuer un nombre important de véhicules techniques affectés sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Par ailleurs, dans le cadre de ses modalités de fonctionnement, le CCAS de Montpellier procède à l'acquisition de cartes prépayées au profit de certains de ses agents qui utilisent leurs véhicules personnels pour effectuer leurs missions de Service Public.

Pour des raisons de définition et de pertinence des besoins, il a été utile d'allotir l'accord-cadre en différent lots géographiques et fonctionnels.

Cet accord-cadre est décomposé en 5 lots (*avec des montants estimatifs €H.T. /an*) :

Lot n°1 Fourniture de carburant avec cartes accréditives :

Montpellier Méditerranée Métropole	609 250 €
Ville de Montpellier	350 000 €
CCAS de Montpellier	8 500 €
Pignan	8 380 €
Grabels	12 000 €
Saint-Brès	10 000 €
Lavérune	1 200 €
Pérols	22 200 €

La Ville de Montpellier ne participera pas aux lots n° 2, 3, 4, et 5.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Ville de Pignan, Grabels, Saint-Brès, Lavérune et Pérols, convention aux termes de laquelle Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur Max LEVITA : Il y a une modification que vous devez apporter pour que la délibération qui vous a été proposée soit conforme à celle que nous allons transmettre. L'accord-cadre est décomposé en 5 lots, avec des montants indicatifs, au lieu de 6. La Ville ne participe qu'au lot numéro 1 et ne participe pas aux autres lots. Mais je dois vous signaler que les lots 2 et 3 ont été fusionnés.

Madame France JAMET : Cela concerne combien de véhicules ? C'est énorme quand même 609 250 euros de carburant, rien que pour la Métropole, 350 000 pour Montpellier, le CCAS 8 500, Pignan 8 300, Grabels 12 530, Saint-Brès 10 000, Lavérune 1 200 et Pérols 22 200. Pourquoi dépensons-nous autant d'argent ?

Monsieur Max LEVITA : On a beaucoup, beaucoup de personnels qui se déplacent dans les écoles en particulier et c'est nécessaire.

Madame France JAMET : Proportionnellement aux autres communes, c'est extraordinaire.

Monsieur Max LEVITA : Pas du tout.

Madame France JAMET : Vous savez, ce n'est pas la peine de faire de l'esprit, Madame, parce que le Maire qui est en face de vous engage d'ailleurs nos compatriotes à prendre le vélo au lieu de prendre la voiture. Alors ne vous gaussez pas là-dessus.

Monsieur Max LEVITA : Pour transporter du matériel dans les écoles.

Monsieur le Maire : Il y a d'autres moyens de déplacement.

Monsieur Max LEVITA : Je vous donnerai le nombre de véhicules concernés ainsi que les économies qui ont été faites au cours des dernières années en particulier par des méthodes de conduite douce.

Monsieur le Maire : Il n'y a pas que les voitures, il y a les débroussailleuses, les cylindres, les équarisseuses, les tondeuses. Cela consomme.

Madame France JAMET : Oui mais vous conviendrez avec moi, qu'en matière d'économie et de finance on peut quand même poser la question de savoir combien il y a de véhicules et qu'on peut quand même attendre une réponse précise. Merci d'avance.

Monsieur le Maire : Puisque vous avez posé gentiment une question, je vais répondre à la question que vous m'avez posée en début de séance, sur la banderole.
Le montant du coût de la banderole sera porté par le mandataire de la campagne de Monsieur MACRON. C'est tout simple. Cela ne suppose pas une grande discussion, c'est une information.

Madame France JAMET : Je n'ai pas demandé combien j'ai demandé qui.

Monsieur le Maire : Le mandataire de Monsieur MACRON. C'est normal, c'est la loi électorale. Mais franchement dire non au Front national cela ne veut pas dire votez pour lui ou votez pour l'autre.

Qu'est-ce qu'il a dit Monsieur MELENCHON ? J'écoute. Il a dit : il y a 3 possibilités. Soit vous n'allez pas voter, soit vous vous abstenez, soit vous votez pour l'autre candidat que Madame LE PEN. Quand on dit non au Front national cela ne veut pas dire que l'on choisit parmi les trois. Moi, en l'occurrence, personnellement, j'avais choisi et je l'ai dit publiquement.

Monsieur Max LEVITA : Je ne vous cherche pas des noises, je ne vous demande pas qui Madame LE PEN a choisi pour la remplacer quand elle a abandonné la présidence du Front national. Parce que, comme par hasard, vous avez nommé quelqu'un qui évoque pour nous un certain nombre de douloureux souvenirs, pour nous tous. Vous n'avez pas bronché, là. C'était quelque chose de tout à fait naturel. Ce qui ne m'étonne pas, moi, personnellement.

Madame France JAMET : Tout à l'heure, Monsieur le Maire a demandé le nom de notre avocat mais je vous invite également à vous attacher les services d'un bon avocat parce que ce que vous dites est diffamant.

Monsieur Max LEVITA : Je note qu'il a été nommé puis débarqué 24 heures après.

Monsieur le Maire : J'ai été diffamé, j'ai été traité de vieux mâle blanc libéral par la porte-parole de Monsieur HAMON.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : C'est la représentante des MJS au niveau de l'Europe.
On m'a traité de vieux mâle blanc libéral. Vous n'allez pas défendre le Parti socialiste quand même parce que là ce serait l'UMPSFN.
Madame JAMET, on peut utiliser des adjectifs de façon diffamante et discriminatoire, c'est ça le problème. C'est discriminant. Par exemple, si je dis la même chose inversée, je vais aller en prison.

Et, moi, je le prends dans la poire et on ne fait rien à l'autre. C'est quand même drôle, ce pays. Je souhaite que la justice sur cette affaire apporte son opinion. Je veux qu'il y ait jugement. Je veux un jugement. Parce qu'on n'a pas le droit traiter le Maire de la septième ville de France et même n'importe quel citoyen de la sorte. Quand on a une fonction on représente les habitants donc c'est encore pire.

Madame France JAMET : Mais vous ne représentez plus les Montpelliérains depuis longtemps.

Monsieur le Maire : 14%. Vous admettez Madame JAMET, que la phrase est discriminante. J'ai porté plainte pour discrimination et, à ce jour, je n'ai pas de réponse et je trouve que ce n'est pas normal. Est-ce que je vais être obligé de dire les mêmes mots à l'envers pour recueillir de l'opinion publique un veto généralisé pour faire prendre conscience que la première phrase était discriminante. C'est hallucinant.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : Je dis non au Front national. Je ne discrimine personne. Chacun vote ce qu'il veut. Je ne suis pas avec les Montpelliérains dans le bureau de vote et heureusement. Chacun vote ce qu'il veut.

Pour : 52 voix

Contre : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

37. Délibération relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de communication - Autorisation de signature de la convention et des marchés

La direction de la communication est mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1^{er} mars 2017 dans un souci d'économies et pour permettre une réalisation optimale des missions de la Direction.

Dans ce cadre, a été constitué entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier un groupement de commandes permanent régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23/07/2015.

Afin de bénéficier potentiellement d'économie d'échelles, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, ont décidé de mutualiser leurs achats de prestations de communication.

Les procédures de mise en concurrence impliquent le lancement de procédures adaptées ou d'appels d'offres ouverts pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande, conformément aux articles 78 à 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Un projet de convention constitutive du groupement de commande a été élaboré à cet effet. Ce projet prévoit la désignation de Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnatrice du groupement.

Après signature et notification du marché par la Métropole, chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution financière du marché pour la partie qui le concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe d'un groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation de marchés de prestations de communication ;
- d'approuver la convention constitutive dudit groupement telle que jointe en annexe à la présente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant délégation pour le faire, à signer cette convention ;
- d'autoriser d'ores et déjà la signature par le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole de l'ensemble des actes relatifs à la mise en œuvre de la convention objet de la présente, notamment les marchés, tel que décrit dans la convention.

Pour : 52 voix

Contre : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

38. Délibération relative à l'impression et à la diffusion du magazine de communication interne - Convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier - Autorisation de signer la convention et le marché

La direction de la communication est devenue mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1^{er} mars 2017, afin de réaliser des économies d'échelles et permettre une réalisation optimale des missions de la direction.

Dans ce cadre, a été constitué entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier un groupement de commandes régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23/07/2015.

Afin d'en rationaliser le coût, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville et le CCAS de Montpellier ont décidé de mutualiser leur magazine de communication interne « EN COMMUN », son impression et son adresse par voie postale à tous les agents des trois entités.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un marché à procédure adaptée ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande, conformément aux articles 78 à 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Cet accord-cadre est estimé à 56 000 € HT par an (soit 28 000 pour la métropole et 28 000 pour la ville).

Les seuils annuels sont fixés comme suit : minimum 30 000 € HT maximum 90 000 € HT

Sa durée sera de un an à compter de sa notification, reconductible tacitement une fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe d'un groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS pour la passation d'un marché d'impression et diffusion du magazine de communication interne ;
- d'approuver la convention constitutive dudit groupement telle que jointe en annexe à la présente ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la ville chapitre 920 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant délégation pour le faire, à signer cette convention ;
- d'autoriser d'ores et déjà la signature par le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole de l'ensemble des actes relatifs à la mise en œuvre de la convention objet de la présente, notamment le marché, tel que décrit dans la présente délibération au nom de l'ensemble des membres du groupement, y compris le cas échéant son éventuelle résiliation.

Pour : 52 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

39. Convention de partenariat entre Radio Nova, la ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole proposent leur engagement au sein d'un partenariat tripartite avec RADIO NOVA pour l'année 2017, afin de couvrir quatre temps forts de la politique culturelle métropolitaine et municipale (3 manifestations, listées ci-dessous, concernant exclusivement la Ville de Montpellier) :

Événements	Coût pour les collectivités en faveur de Radio Nova	Valorisation Radio NOVA
Les expositions municipales Le Carré Ste Anne la Panacée le Pavillon Populaire	Ville de Montpellier : 14 100€ HT	Valorisation : 13 000€ HT
La ZAT Montcalm	Ville de Montpellier : 2 500€ HT	Valorisation : 3 500€ HT
La grande tournée d'été de Nova	Ville de Montpellier : 2 100€ HT	Valorisation à hauteur de 2 500€ HT
TOTAL	18 000€ HT	18 000€ HT

Afin de promouvoir les expositions municipales, la Ville de Montpellier s'engage à :

- Acheter 6 campagnes de 30 spots de 20s (2200€ HT x 6 = 13200€ HT) pour promotion des expositions 2017 du carré St Anne, de la Panacée et du Pavillon Populaire ;
- Accorder l'exclusivité radio à Nova pour la communication nationale ;
- Apposer le logo Nova sur tout le plan de communication (programme, flyers, affiche, communication web)
- Apposer la signalétique Nova sur le lieu de l'événement (signalétique fournie par Radio Nova)
- Participer aux frais de production des spots à hauteur de 150 €HT le spot (soit 900€ HT pour les 6 campagnes)
- Offrir 10 catalogues par exposition pour alimenter le concours NovaGratos
- Prendre en charge la ligne numéris (environ 500€ HT)
- Prendre en charge environ 20 nuitées à l'hôtel et des déjeuners de l'équipe NOVA
- Autoriser l'occupation du domaine public pour la grande tournée d'été 2017 par un acte ultérieur.

Les engagements réciproques des parties sont détaillés dans la convention de partenariat jointe en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le contrat de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Radio NOVA ;
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier à signer le contrat de partenariat susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52 voix

Contre : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Monsieur Alex LARUE entre en séance

40. Commission éthique de la Ville de Montpellier- modification des représentants

Dans le cadre des engagements de la majorité municipale auprès de l'association Anticor et de sa volonté de respecter les fondements de la charte éthique, la Ville de Montpellier a mis en place lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015 une Commission éthique.

Cette Commission éthique a pour objet de soumettre le comportement et l'action des élus à un questionnement éthique :

- Une éthique générale recherchant un comportement, une gestion des affaires, une prise de décisions qui soient responsables ;
- Une éthique de gestion : respect du principe d'unité, d'annualité budgétaire et d'équilibre, bon usage de la nomenclature en chapitres et articles, principe de sincérité, rattachement des charges et produits à l'exercice, politique budgétaire en cohérence sur la durée du mandat, et un vrai débat d'orientation sur la politique à mener dans la collectivité et vers un budget participatif, la communication ou le renseignement des engagements 1^{er} bilan, l'inventaire sincère du patrimoine ;
- Une éthique des pratiques : prévention des risques de corruption, de prise d'intérêt illégale, accès aux informations des citoyens, approche pédagogique de la tenue des séances publiques, respect de l'opposition, espaces ou rendez-vous citoyens pour informer régulièrement du travail des élus, règles claires d'attribution des subventions aux associations, l'usage des moyens de la collectivité locale par les élus, la transparence dans les indemnités et remboursements de frais d'élus, cadeaux... ;
- Une éthique du respect des obligations légales et réglementaires, en particulier le Droit à la formation des élus et des salariés territoriaux.

Afin de respecter la parité entre élus de la majorité et élus de l'opposition, la composition de la Commission a été fixée par délibération du 25 février 2016 comme suit :

- Trois représentants de l'opposition ;
- Trois élus de la majorité municipale ;
- Six citoyens (tirés au sort sur les listes électorales) ;
- Un observateur titulaire de l'association Anticor et son suppléant.

Il est proposé de remplacer à leur demande les représentants élus de la majorité municipale ne disposant pas des disponibilités permettant un fonctionnement fluide et une réunion régulière de cette commission.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Désigner de nouveaux représentants au sein de la Commission éthique,
- Autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Ont été élus pour représenter le Conseil municipal :

- Thibault RASSAT
- Patrick RIVAS
- Chantal LEVY-RAMEAU

Le collège élu de la Commission Ethique est désormais composé de :

Thibault RASSAT

- Patrick RIVAS
- Chantal LEVY-RAMEAU
- Gérard LANNELONGUE
- Clare HART
- Audrey LLEDO

Pour : 53 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

Madame Samira SALOMON sort définitivement de séance.

41. Renouveau 2017-2020 des programmes de mobilité à destination de la jeunesse: autorisation de prise en charge des frais de scolarité, de versement de bourses et de frais divers

Dans le cadre des coopérations de mobilité à destination de la jeunesse, mises en place avec les Villes jumelles de Louisville, Sherbrooke, Heidelberg, Chengdu, Bethléem, Tibériade et Fès, la Ville de Montpellier propose plusieurs programmes encourageant la mobilité des étudiants et des jeunes montpelliérains et/ou l'accueil des étudiants internationaux. Certains existent depuis de très longue date et connaissent toujours un vif succès auprès des étudiants.

La Ville de Montpellier permet donc, d'une part, à des étudiants montpelliérains de partir étudier dans trois des villes jumelles (Louisville, Heidelberg et Chengdu) pour une année universitaire. Réciproquement, Montpellier accueille six jeunes étrangers de ses villes jumelles. Cet échange existe depuis 1960 avec la ville de Louisville, 1961 avec la ville de Heidelberg, 1981 avec la Ville de Chengdu et 2013 avec les villes de Bethléem et Tibériade.

La Ville accorde à ces six étudiants :

- le paiement des frais d'inscription dans l'enseignement supérieur ou auprès de l'Institut d'Etudes Françaises pour Etrangers (IEFE) selon leur niveau de français,
- Une bourse mensuelle en échange d'un stage pratique au sein de la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales du mois de septembre de l'année N au mois de juin de l'année N+1.

D'autre part, la Ville de Montpellier a développé deux programmes d'échange en entreprises avec les villes de Louisville (Etats-Unis) et de Sherbrooke (Canada), favorisant ainsi la mobilité internationale des jeunes et la découverte d'une autre culture.

- Depuis 60 ans, le programme d'échange en entreprises permet à 9 étudiants montpelliérains de partir à Louisville, travailler, chaque année, 4 semaines, au mois de juillet, dans une entreprise américaine et que, dans un principe de réciprocité, le même nombre d'étudiants louisvillois sont sélectionnés pour venir travailler dans une structure montpelliéraine (DATRI Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, CHU, CCAS, ACM...) durant la même période.

- Depuis 2014, le programme d'échange d'étudiants intitulé « intermunicipalités » se réalise en partenariat entre les villes jumelles de Montpellier et de Sherbrooke, les réseaux France-Québec, Québec-France et l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse. Fondé sur un principe de réciprocité, ce programme permet d'offrir l'opportunité à 3 étudiants montpelliérains et à 3 étudiants Sherbrookoïses d'obtenir des emplois saisonniers de 6 à 8 semaines, dans les services municipaux respectifs, entre la mi-juin et la mi-août.

L'ensemble des frais de déplacement, d'hébergement et de visa sont intégralement à la charge des participants.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de poursuivre les programmes de mobilité étudiante pour les six étudiants des villes jumelles (Chengdu, Heidelberg, Louisville, Tibériade et Bethléem);
- d'autoriser le versement d'une bourse d'étude de 500 euros par mois, pour les six étudiants du mois de septembre de l'année N au mois de juin de l'année N+1 ;
- d'autoriser, à titre exceptionnel, à la demande express des villes jumelles de Bethléem et de Tibériade, la prise en charge du déplacement des étudiants d'origine très modestes ouvrant ainsi les programmes de mobilité à tous;
- d'autoriser le paiement des frais d'inscription des six étudiants dans l'enseignement supérieur ou auprès de l'Institut d'Etudes Françaises pour Etrangers (IEFE) selon leur niveau de français ;
- de signer annuellement une convention de partenariat pour l'attribution de logement en résidence universitaire, pour l'ensemble des étudiants boursiers, avec le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Montpellier (CROUS) et de se porter caution solidaire en cas de non-paiement du loyer. Dans ce cas, la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales (DATRI) en assurera le règlement sur présentation d'une facture mentionnant le nom et prénom de l'étudiant concerné. Cette somme sera alors soustraite au paiement de la bourse du mois suivant;
- d'autoriser la signature d'une convention d'échanges internationaux entre l'Université de Louisville et la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales de la Ville de Montpellier mettant en place et fixant les conditions d'échange de boursiers;
- de proposer aux étudiants de Louisville et de Sherbrooke participant aux programmes d'échanges en entreprises, un programme d'accueil et d'activité culturelle et touristique à Montpellier et ses alentours;
- d'autoriser le versement d'une « bourse exceptionnelle d'aide à la mobilité » pour les étudiants montpelliérains sélectionnés participant au programme d'échange en entreprises à Louisville et Sherbrooke, boursiers de l'Etat français sur critères sociaux d'un montant de 400 euros permettant l'accès à la mobilité aux jeunes qui en sont le plus éloignés ;
- de réserver 4 emplois saisonniers à la Ville de Montpellier pendant la période estivale pour les jeunes sélectionnés de Louisville et de Sherbrooke,

- de financer l'achat de petits équipements pour le logement des étudiants (achat de linge de maison, ustensiles de cuisine...);
- d'imputer les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales de la Ville (chapitre 920);
- d'autoriser Monsieur le Maire, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je vous informe que je devais me rendre dans la Silicon Valley avec Madame MARION. Nous devions aller à San-Francisco et dans l'autre ville jumelle de Louisville et nous avons reporté au début de l'année 2018 ce voyage car les conditions n'étaient pas réunies pour que nous puissions être efficaces. Par contre, j'ai conservé le voyage en Chine à Chengdu, à la fin de l'année. Je devais y aller l'an dernier et je n'ai pas eu le temps. Mais, cette année, nous nous y rendrons puisque nous sommes attendus sur 2 grands salons internationaux et qu'ils m'ont demandé d'intervenir sur 2 séminaires importants liés à l'urbanisme et notamment un phénomène qui m'intéresse au plus haut point, la construction des villes nouvelles. Les Chinois aujourd'hui ont abandonné la grande verticalité pour créer de nouvelles villes qui sont à échelle un peu plus humaine et qui permettent d'avoir des services plus en proximité.

A ce titre, ils nous ont demandé un peu d'exposer le cas de Montpellier et ce que je pensais qu'il fallait réunir comme expertises, savoir-faire, conseils pour créer de nouvelles villes.

Pour : 52 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

42. Autorisation d'appellation d'une crèche en construction dans le quartier de Port Marianne du nom de "Heidelberg" et autorisation d'appellation d'une crèche heidelbergoise du nom de "Montpellier"

Le jumelage avec Heidelberg est l'un des plus anciens de la Ville de Montpellier. L'objectif de cet accord est de développer des échanges dans les domaines universitaires, culturels, sportifs, économiques et urbanistiques. Il existe également de nombreux appariements scolaires entre des établissements montpelliérains et heidelbergois.

L'année 2016 a été marquée par la célébration du 55ème anniversaire de la relation bilatérale entre Montpellier et Heidelberg, mais également par le 30ème anniversaire de la Maison de Montpellier à Heidelberg. A cette occasion, M. Eckart WÜRZNER, Maire de la Ville de Heidelberg, a invité officiellement une délégation de Montpellier à venir célébrer cet évènement au mois de septembre dernier. Réciproquement, M. le Maire de Montpellier a reçu le Maire de Heidelberg accompagné d'une délégation officielle allemande au mois d'octobre.

Lors de ces rencontres, il a été évoqué la possibilité de nommer une crèche montpelliéraine du nom de « Heidelberg » et réciproquement nommer une crèche heidelbergoise du nom de « Montpellier ». Au-delà de ces dénominations, ces établissements seront amenés à développer des échanges pédagogiques, culturels...

Par la réalisation de ce projet, la Ville de Montpellier démontre encore une fois son attachement à la

Ville de Heidelberg. Les liens forts qui unissent ces deux villes vont être encore renforcés par des actions en matière d'économie, de tourisme,...

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser l'appellation « Heidelberg » de la crèche en construction dans le quartier de Port Marianne qui sera inaugurée en 2018 à Montpellier, et d'autoriser l'appellation « Montpellier » d'une crèche en construction à Heidelberg ;
- d'autoriser M. le Maire à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale.

Monsieur le Maire : Nous l'appellerons Heidelberg, à la demande du maire d'Heidelberg. Et le maire d'Heidelberg appellera Montpellier une crèche d'Heidelberg.

C'est exactement ce que nous avons fait à Chengdu pour l'école de Montpellier et l'école de Chengdu.

Pour : 54 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

43. Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l' élu est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l' élu est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l' élu est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l' élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;

- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- d'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

Pour : 52 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

44. Renouvellement de la convention de mise à disposition d'agents de la Ville auprès du COSC

Le COSC, Comité des Œuvres Sociales et Culturelles pour les personnels du Centre Communal d'Action Sociale et de la Mairie de Montpellier, a été fondé en 1990, sous statut d'association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. Elle a pour objet de fournir une aide matérielle, financière, morale et culturelle au personnel.

L'association s'interdit toute activité confessionnelle, politique ou syndicale.

Il est proposé de renouveler la mise à disposition du COSC pour une durée d'un an, renouvelable deux fois :

- Un agent titulaire à temps complet de catégorie B du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux
- Deux agents titulaires à temps complet de catégorie C du cadre d'emplois des adjoints administratifs

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition donne lieu à remboursement.

Il est proposé en conséquence au Conseil Municipal :

- D'approuver la mise à disposition auprès du COSC d'un agent de catégorie B et de deux agents de catégorie C à temps plein,
- D'appliquer le principe de remboursement des salaires versés aux agents mis à disposition auprès du COSC,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Monsieur le Conseiller municipal délégué, à signer les conventions de mise à disposition ou tout autre document relatif à cette affaire.

Pour : 52 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

45. Modification du tableau des effectifs

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier :

Création et suppressions d'emplois permanents :

Dans le cadre de la mise en œuvre d'un service commun des Ressources Humaines et Relations Sociales entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole et du rattachement de ce service commun auprès de la Métropole, il est proposé la suppression de de 83 postes à compter du 1^{er} mai 2017.

L'un des agents de la Direction des Ressources Humaines affecté sur un poste permanent faisant, préalablement au transfert, l'objet d'un changement de filière, il est en amont procédé à :

La création d'un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe,

La suppression d'un poste d'ATSEM principal de 2ème classe, pour tenir compte des besoins de la collectivité.

Suppressions de postes liées à la mise en œuvre du service commun des Ressources Humaines et Relations Sociales :

Filière Administrative :

Directeur territorial : suppression d'un poste

Attaché principal : suppression de trois postes

Attaché : suppression de douze postes

Rédacteur principal de 1ère classe : suppression de deux postes

Rédacteur principal de 2ème classe : suppression de huit postes

Rédacteur : suppression de six postes

Adjoint administratif principal de 1ère classe : suppression de trois postes

Adjoint administratif principal de 2ème classe : suppression de vingt et un postes

Adjoint administratif : suppression de quinze postes

Filière Technique :

Ingénieur principal : suppression d'un poste

Ingénieur : suppression de trois postes

Technicien principal de 1ère classe : suppression d'un poste

Filière Médico-Sociale :

Médecin hors classe : suppression de deux postes

Médecin de 2ème classe : suppression d'un poste

Psychologue de classe normale : suppression de deux postes

Filière Sociale :

Assistant socio-éducatif principal : suppression de deux postes.

Créations d'emplois saisonniers non permanents :

Au regard des impératifs de fonctionnement des services et pour pallier les absences d'agents titulaires pendant la période estivale 2017, 172 emplois non permanents sont créés.

Les intéressés percevront une rémunération afférente au 1^{er} échelon de l'échelle C1 et correspondant aux indices brut 347 et majoré 325, complétée de l'indemnité de résidence et, le cas

échéant, du supplément familial de traitement.

Cette rémunération sera versée au prorata du temps de présence effective de l'agent. Aucune prime ou indemnité ne sera versée en complément.

En conséquence, vu la consultation préalable du Comité Technique, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modifications exposées ci-dessus au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- d'approuver les créations d'emplois saisonniers non permanents ;
- d'approuver les modalités de rémunération de ces emplois saisonniers, excluant le régime indemnitaire applicable aux agents municipaux.

Madame Sabria BOUALLAGA : Sur cette affaire, je ne veux pas susciter la polémique, Monsieur le Maire, mais nous avons été plusieurs élus à avoir été interpellés par un agent. Je pense que tout le monde sait de qui je parle. Je ne vais pas non plus remettre en cause le travail de la direction des ressources humaines qui sans cesse doit revenir sur des décisions passées. Néanmoins, Monsieur le Maire, vous aimez répéter comme moi que vous êtes un humaniste et, dans cette affaire, un agent va voir son contrat se résilier après de nombreuses années de service pour des raisons que je vous laisse apprécier. Par ailleurs, il me semble également que cet agent est en procédure judiciaire avec l'un de vos élus. Dans ce contexte, il me semble, à mon sens, malvenu de remercier un agent comme cela. C'est inopportun. J'espère ne pas être témoin une nouvelle fois d'un acte désespéré et je fais appel à votre humanisme.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix.

Madame Sabria BOUALLAGA : Pour ces raisons, nous serons 3 à nous abstenir, pour le manque de clarté, parfois, sur ce genre de suppressions de postes et cette opacité parfois qui demeure sur ces affaires.

Monsieur le Maire : Il n'y a aucune opacité, aucune suppression de poste, il y a la fin de contrat. C'est hors-sujet.

On va refaire le vote parce que celui-là, il est beau, je vais l'encadrer.

Monsieur Abdi ELKANDOUSSI : Je n'ai pas totalement compris certaines interventions, mais elles sont de toute façon à côté de la plaque, puisque cette délibération concerne exclusivement la mutualisation de la Direction des Ressources Humaines de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole, c'est-à-dire que les 83 postes de DRH basculent d'un service à l'autre. Et ensuite c'est la création de 172 emplois d'été c'est-à-dire 172 mois pour des emplois saisonniers. Donc, le cas dont vous parlez n'a rien à voir avec cette délibération.

Monsieur le Maire : Vous écoutez trop les bruits de couloirs.

Monsieur Abdi ELKANDOUSSI : Donc, ceux qui s'abstiennent, s'abstiennent contre la mutualisation des services et contre la création de 172 emplois qui serviront aux étudiants de la ville.

Monsieur le Maire : Voilà, on va dire que vous vous êtes abstenus. Vous vous êtes abstenus pour

les emplois saisonniers des étudiants.

Monsieur Abdi ELKANDOUSSI : Dans les emplois saisonniers, la moitié des postes sont réservés aux enfants des agents de la Ville.

Monsieur le Maire : Etudiez les dossiers. Madame BOUALLAGA ce n'est pas vous qui faites l'ordre du jour. Vous êtes hors sujet. Et vous avez voté contre les jobs d'été.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : On leur dira que vous vous êtes abstenue et que vous ne voulez pas que les étudiants travaillent.

En plus je connais votre caractère social, je sais que vous, personnellement, vous seriez pour donner de l'emploi au maximum de gens. Vous n'êtes pas pour l'emploi ? Je suis devant un dialogue impossible, c'est un dialogue sans issue.

Je vais recommencer parce que je n'ai pas bien vu car je ne peux pas croire que vous votez contre les étudiants. Surtout le groupe humaniste, socialiste, etc.

Pour : 43 voix

Contre : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Abstentions : 9 voix (Madame Sabria BOUALLAGA, avec la procuration de Madame Anne BRISSAUD, Monsieur Michael DELAFOSSE, avec la procuration de Madame Julie FRECHE, Monsieur Hervé MARTIN, avec la procuration de Madame Clare HART, Monsieur Jean-Pierre MOURE, avec la procuration de Monsieur Mustapha MAJDOUL, et Monsieur Cédric de SAINT-JOUAN.)

Adopté à la majorité.

46. Autorisation de levée de la prescription quadriennale relative au versement de cotisations RAFP

Le régime de Retraite Additionnelle de la Fonction Publique en faveur des fonctionnaires est un régime obligatoire créé par l'article 76-1 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 et fixé par le décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 et par un arrêté du 26 novembre 2004.

Ce régime permet le versement, en plus de la pension principale, d'une prestation additionnelle de retraite prenant en compte les primes et rémunérations accessoires versées aux fonctionnaires au cours de leur période d'activité.

Les modalités de régularisation des cotisations relatives à la RAFP sont précisées par lettre circulaire du 17 mai 2005 : « *il n'existe en principe aucune limite impartie aux employeurs pour procéder à un versement de cotisations rattachables à une rémunération accessoire correspondant à des services rendus au cours d'années antérieures.* ».

Cependant, aux termes de l'article 1er de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 « *Sont prescrites, au profit de l'État, des départements et des communes, sans préjudice des déchéances particulières édictées par la loi, et sous réserve des dispositions de la présente loi, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.*

Sont prescrites, dans le même délai et sous la même réserve, les créances sur les établissements publics dotés d'un comptable public. »

Toutefois, l'article 6 de la loi précitée prévoit que les créanciers des communes, entre autres, peuvent être relevés de tout ou partie de la prescription, « *à raison de circonstances particulières et notamment de la situation du créancier* », par délibérations motivées prises par le conseil municipal.

Madame Christiane CONTE, agent détaché auprès des Maisons Pour Tous de 2001 à 2008, n'a pas cotisé auprès de la Retraite Additionnelle de la Fonction Publique sur la période de 2005 à 2008.

En l'espèce, les cotisations non versées sont prescrites en application de la règle posée à l'article 1^{er} de la loi n° 68-1250 et la créance du régime de RAFP à l'égard de la commune est éteinte.

Afin de permettre la prise en compte dans le calcul de la retraite additionnelle des années d'activités effectuées de 2005 à 2008 par Madame Christiane CONTE, il est proposé la levée de prescription quadriennale et le paiement auprès de la Caisse des dépôts et consignations des cotisations salariales et patronales pour un montant total de 1 826,96 € (mille huit cent vingt-six euros et quatre-vingt-seize centimes).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la levée de prescription quadriennale afin de permettre le paiement des cotisations salariales et patronales de Retraite Additionnelle au profit de Madame Christiane CONTE pour un montant total de 1 826,96 € (mille huit cent vingt-six euros et quatre-vingt-seize centimes),
- d'autoriser Monsieur le Maire à émettre le mandat de paiement correspondant,
- de demander à Madame la trésorière municipale d'exécuter le paiement,
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

Pour : 52 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

**47. Création d'une vacation de conférencier dans le cadre de l'Agora des Savoirs
Direction de la Culture et du Patrimoine**

L'Agora des Savoirs, manifestation populaire axée sur la diffusion et le partage des connaissances scientifiques et des dernières avancées de la recherche, mise en place en 2009, propose des conférences gratuites ouvertes à tous.

Chaque saison débute le premier mercredi de novembre et s'achève fin mai, début juin. Les conférences ont lieu chaque mercredi soir.

Les conférenciers intervenants dans le cadre de l'Agora des Savoirs n'ont pas tous un statut permettant à la Direction de la Culture et du Patrimoine de rémunérer les interventions par l'établissement de notes d'honoraires ou de factures.

Il est en conséquence proposé de prévoir une nouvelle possibilité de rétribution de ces interventions

en créant une vacation de conférencier.

Le montant de la vacation des conférenciers sera établi sur la base d'un forfait par conférence le mercredi soir.

Chaque vacation réalisée sera rétribuée à hauteur de 500 euros nets, la Ville s'acquittant en outre des cotisations salariales et patronales afférentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter la création d'une vacation des conférenciers de l'Agora des Savoirs et les dispositions présentées ci-dessus,
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

Pour : 52 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (France JAMET et Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

48. Création d'une vacation projectionniste pour le Cinéma Nestor Burma Direction Culture et Patrimoine

Afin d'assurer la continuité du service public et plus particulièrement du fonctionnement et de la programmation du Cinéma Nestor Burma, il est nécessaire de faire appel ponctuellement à des vacataires pour exercer les fonctions de projectionniste.

Il est proposé de créer une vacation projectionniste dont le montant sera établi en référence au 5^{ème} échelon du grade d'Adjoint technique principal de 1^{ère} classe (IB 445 – IM 391) sur la base d'1/152^{ème} du traitement indiciaire et de l'indemnité de résidence et qui sera revalorisé en fonction de la valeur du point de la fonction publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter la création d'une vacation projectionniste et les dispositions présentées ci-dessus,
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

Pour : 52 voix

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET et Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

Madame Sabria BOUALLAGA, avec la procuration de Madame Anne BRISSAUD, sort définitivement de séance.

49. Astreinte Brigade de capture - Modalités d'exercice

Par délibérations en date des 25 juin 2007 et 17 décembre 2015 sont fixées les conditions d'exercice et modalités de paiement et de compensation des astreintes.

La délibération du 6 octobre 2009 a mis en œuvre l'astreinte de la Brigade de capture au sein de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique, qui s'organise autour d'agents de surveillance de la voie publique sélectionnés sur la base du volontariat et ayant suivi la formation spécifique.

La délibération prévoyait que chaque semaine un agent puisse être placé en astreinte semaine et qu'en cas d'intervention programmée ou d'urgence un second agent puisse intervenir en astreinte journée ou nuit pour assurer ces missions.

Au regard des réalités opérationnelles de terrain et de la sensibilité des interventions, il apparaît nécessaire d'étendre l'astreinte semaine à deux agents.

En conséquence et suite à l'avis du Comité technique du 26 avril 2017 la délibération du 6 octobre 2009 est modifiée comme suit :

Direction	Service	Cadres d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions
DRTP	Surveillance de la voie publique et de l'environnement urbain – Brigade de capture	Adjointes techniques territoriaux Agent de maîtrise	Semaine complète (2 agents par semaine)	Capturer animaux errants et dangereux

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter les modifications de la délibération du Conseil Municipal du 6 octobre 2009,
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

Pour : 52 voix

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 21h40.

Conseil municipal du 18 mai 2017

**Décisions prises par Monsieur le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément aux articles L. 5211-10, L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des
Collectivités Territoriales**

N°D-2017/003 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour les achats de produits d'épicerie sucrée salée.

7B0010

Objet : Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer l'accord cadre "Achat de produits d'épicerie sucrée salée (7B0010)" à la société SOPRODIS pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 85 000 € HT . C'est un marché unique conclus pour une période d'exécution de 18 mois à partir de sa notification.

N°D-2017/004 - Direction du Parc de Lunaret

Renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret aux réseaux professionnels de Conservation in situ des espèces animales menacées pour l'exercice 2017

Objet : Adhésion du Parc de Lunaret aux réseaux professionnels de conservation in situ des espèces animales menacées pour l'année 2017 dans le cadre des missions assignées au Parc Zoologique par la directive européenne 1999/22/ CE du 29 mars 1999. Ce montant au total à 14 000 euros pour l'année 2017

N°D-2017/006 - Direction de l'Education

Réhabilitation des écoles Louis Figuié - Victor Hugo

Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination

Marché n° 5B0043

Avenant n° 1

Objet : Un marché n° 5B0043 « Réhabilitation des écoles Louis Figuié – Victor Hugo / Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination » a été lancé pour réhabiliter les écoles Louis Figuié – Victor Hugo. Une décision n° 2015/0270 du 8 juillet 2015, a attribué ce marché n° 5B0043 à la SARL ARTEBA pour un montant de 64 995 € H.T. L'enveloppe financière initiale des travaux était fixée à 1 120 000 € H.T. Des prestations complémentaires ont dû être réalisées. Le coût prévisionnel définitif des travaux a donc été porté à 1 345 500 € H.T. En conséquence, un avenant d'un montant de 5 735,61 € H.T. est nécessaire. Il porte le montant du marché de 64 995 € H.T. à 70 730,61 € H.T, soit une augmentation de 8,82 % par rapport au montant initial du marché. Ces missions complémentaires demandent un délai supplémentaire pour leur exécution portant la date de fin du marché au 1 septembre 2017 au lieu du 9 mars 2017.

N°D-2017/007 - Direction Aménagement Programmation

ZAC de la Restanque

Parcelle OK 95

Convention de participation entre la Ville/SCI PRO I/SA3M

Objet : Il s'agit d'approuver une convention de participation aux financements des équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville, SCI PRO I et SA3M pour l'extension de bureaux. Le montant total de cette convention s'élève à 121 200€.

N°D-2017/008 - Direction du Parc de Lunaret

Achat de matériel d'imagerie médicale vétérinaire mobile pour le Parc de Lunaret

Marché n° 7B0008

Objet : Attribution du Marché n° 7B0008 "Achat de matériel d'imagerie médicale vétérinaire mobile pour le Parc de Lunaret" comprenant deux lots à la société MSI-FAS pour un montant total de commande sans minimum et maximum de 40.400 € hors taxe annuel pour une durée de trois mois.

N°D-2017/009 - Direction de la Culture

Diffusion de documents de communication pour la Direction de la Culture et du Patrimoine

Marché public n°7B0009

Objet : Attribution du marché n° 7B0009 "Diffusion de documents de communication pour la Direction de la Culture et du Patrimoine" à l'entreprise Ca C Fait.com, pour une durée de 12 mois et un montant maximum de 25 000 € HT.

N°D-2017/010 - Direction du Parc de Lunaret

Achat de pommes pour les animaux du zoo de Lunaret - Marché n° 6B0132

Objet : Attribution du marché n° 6B0132 "Achat de pommes pour les animaux du zoo de Lunaret" à l'entreprise BARRAL PRIMEUR, pour un montant minimum annuel de 5.000 € HT et un montant maximum annuel de 10.000 € HT. La durée initiale du marché est de 1 an reconductible 3 fois portant la durée maximale du marché à 4 ans.

N°D-2017/011 - Direction du Parc de Lunaret

Achat d'aliments (viande fraîche et œufs) pour les animaux du zoo - Marché n° 6B0157

Objet : Attribution du marché n° 6B0157 "Achat d'aliments (viande fraîche et œufs) pour les animaux du zoo" à la société PASSION FROID GROUPE POMONA pour un montant minimum de 5.000 € HT annuel et un montant maximum de 20.000 € HT annuel. La durée initiale du marché est de 1 an renouvelable 3 fois soit une durée maximale du marché de 4 ans.

N°D-2017/012 - Direction Architecture et Immobilier

Contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier

19 rue Lallemand

Autorisation de signer le contrat de location

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la mise à disposition de locaux situés 19 rue Lallemand destinés à accueillir les associations du quartier.

N°D-2017/014 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour les prestations de service de pressing et blanchisserie.

(6B0159)

Objet : Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer l'accord cadre "Prestations de service de pressing et blanchisserie (6B0159)" à la société JBL PRESSING pour le lot n°1, pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 25 000 € HT ,

à la société JBL PRESSING, pour le lot n°2, pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 60 000 € HT . C'est un marché unique conclus pour une période d'exécution de quatre ans à partir de sa notification.

N°D-2017/016 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour les achats de vélos et pièces d'origine de rechange.

N° 6B0155

Objet : Attribution de l'accord cadre "Achats de vélos et pièces d'origine de rechange (6B0155)": pour le lot n°1 à la société E-BIKE SOLUTIONS/VELODROME pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 40 000 € HT et pour le lot n°2 à la société E-BIKE SOLUTIONS/VELODROME pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 40 000 € HT. C'est un marché unique conclus pour une période d'exécution de quatre ans à partir de sa notification.

N°D-2017/018 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Monsieur HERAN

Recours au fond relatif à l'occupation irrégulière des rues du Latium et des Horaces

Demande d'expulsion

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur HERAN

N°D-2017/019 - Direction de la Culture

Don du fonds d'archives de la famille Gallix

Acceptation du don pour les Archives Municipales

Objet : Don du fonds d'archives de la famille Gallix

Acceptation du don pour les Archives Municipales

N°D-2017/023 - Mission Grand Cœur

Marché de prestations intellectuelles à bons de commande

Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur les actions de la Ville en faveur de la mise en valeur du patrimoine

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage n°6C00282850 relatif aux actions de la Ville en faveur de la mise en valeur du patrimoine au groupement AIMETTI/COUISSIN/NEPLES/ROCHETTE ayant présent l'offre économiquement avantageuse. Ce marché a une durée d'un an renouvelable deux fois, pour un montant annuel estimé à 69 000 €HT.

N°D-2017/024 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX

MONTPELLIER c/ BOUSQUET Gérard - SCI MEDITERRANEE

Décision de défendre - POURVOI EN CASSATION

Dossier PE 34172 09V0040

Dossier PE 34172 11V0123

Dossier PE 34172 09V0007

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BOUSQUET Gérard - SCI MEDITERRANEE

N°D-2017/025 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ TAMIATTO

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de déclaration préalable n° DP 34172 16 01258.

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ TAMIATTO.

N°D-2017/026 - Direction de l'Education

Assistance technique à la mise en œuvre d'une organisation optimisée de la fonction entretien des locaux municipaux de la Ville de Montpellier - Marché 6B0020 - Avenant

Objet : Transfert du contrat de la société INCF à la société IPH titulaire, pour les motifs suivants : dissolution d'INCF, suite à un différend entre les associés par protocole d'accord acté par le Tribunal de commerce de Toulouse le 11/01/2017, et reprise de l'activité formation / conseil Hygiène par la nouvelle société IPH (dirigée M. ROQUE) - Marché 6B0020.

N°D-2017/028 - Direction des Finances (VM)

Mise en place d'une ligne de trésorerie de 10 millions d'euros auprès d'ARKEA

Objet : La ligne de trésorerie a pour objectif de sécuriser et d'optimiser la gestion de la trésorerie de la Ville.

N°D-2017/030 - Direction des Finances (VM)

Mise en place d'une ligne de trésorerie de 10 millions d'euros auprès de la SOCIETE GENERALE

Objet : Mise en place d'une ligne de trésorerie de 10 millions d'euros auprès de la SOCIETE GENERALE avec pour objectif de sécuriser et optimiser la gestion de la trésorerie de la Ville.

N°D-2017/031 - Direction Urbanisme Opérationnel

MISSION GRAND COEUR

Droit de Préemption urbain

propriété SAUREL

7 Boulevard du Jeu de Paume

Exercice du droit de préemption

Objet : Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété SAUREL Claude située 7 boulevard du Jeu de Paume, cadastrée section HV 324 et 326 au prix de 280 000 €, plus 20 000 € de commission d'agence

N°D-2017/032 - Direction Urbanisme Opérationnel

MISSION GRAND COEUR

Droit de préemption urbain

Propriété de la SCI ELNA 2

14 rue Aristide Ollivier, lots 9 et 11

Exercice du droit de préemption

Objet : Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI ELNA 2 située 14 rue Aristide Ollivier, cadastrée section HM 273 au prix de 45 000 €.

N°D-2017/034 - Direction Paysage et Biodiversité

Marché Public n° 7B0024

Prestation d'entretien d'espaces verts par éco pâturage

Objet : Attribution du marché n° 7B0024 "Prestation d'entretien d'espaces verts par éco pâturage" à l'entreprise SARL ECOZOONE pour les 2 lots et pour une durée de 4 mois : lot 1 "Entretien

d'espaces verts par éco pâturage au parc Malbosc" pour un montant minimum de 0 € et maximum de 60 000 € et lot 2 "Entretien d'espaces verts par éco pâturage du mas Nouguier" pour un montant minimum de 0 € et maximum de 25 000 €.

N°VD/2017/0135 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX

Madame SAAD GUERMECH

Demande de reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame SAAD GUERMECH

N° VD/2017/036 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX

Monsieur Serge KOCIAK

Appel contre le jugement du 15 novembre 2016

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Serge KOCIAK

N°VD/2017/037 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX

Madame Cécile JOURDAN

Arrêté du 28 septembre 2016 lui infligeant un blâme

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Cécile JOURDAN

N°VD/2017/038 - Direction des Finances (VM)

Direction des Finances

Création d'une régie de recettes " Taxe de Séjour "

Objet : Pour une meilleure gestion de la Taxe de Séjour, il convient de créer une régie de recettes.

N°VD/2017/039 - Direction Architecture et Immobilier

Maisons Pour Tous M. Pagnol et A. Camus

Mise en accessibilité

Marché public n° 6D0043

Objet : Attribution du marché n° 6D0043 « Maisons Pour Tous M. Pagnol et A. Camus - Mise en accessibilité " à la SARL LE MARCORY pour le lot 1-VRD-Démolition - Gros œuvre/ Maçonnerie/ Plâtrerie pour un montant de 120 880,00 € H.T, le lot 2- Menuiseries extérieures et intérieures bois, à ATELIER DUCROT, pour un montant de 23 967,50 € H.T, le lot 3-Serrurerie à TECHNICFER, pour 8 895,00 € H.T, le lot 4 Plomberie-VMC-Chauffage à la CHARMILLON SARL, pour un montant de 13 660,00 € H.T, le lot 5-Courant fort-Courant faible-SSI à la Société SNEF, pour un montant de 38 828,93 € H.T, le lot 6-Peinture-Signalétique-Sols souples à la société JLC Peinture, pour un montant de 23 912,30 € H.T, et le lot 7-Elévateur à la EURL MIDILEV, pour un montant de 18 858,27 € H.T, soit un montant total H.T. de 249 002,00 €. Le marché démarrera à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des travaux (le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 5 mois).

N°VD/2017/040 - Direction de la Culture

Location et mise en place d'équipements de distribution électrique et de groupes électrogènes
Marché public n°7B0026

Objet : Attribution du marché public n°7B0026 "Location et mise en place d'équipements de distribution électrique et de groupes électrogènes dans le cadre de la ZAT Moncalm" pour le lot 1 à CQFD 450 rue du Mas de Brousse 34000 Montpellier pour un montant maximum de 20 000 € HT et pour le lot 2 à EMS 10 rue Olivier de Serres 66600 Rivesaltes pour un montant maximum de 10 000 €. La durée du marché est d'un mois à compter de la notification.

N°VD/2017/041 - Direction Réglementation et Tranquillité Publique

Exploitation des progiciels de gestion

LOGITUD Municipol et Canis

Autorisation à signer

le Marché Négocié n° 6B0164

Objet : Autorisation à signer le marché négocié n° 6B0164 relatif à l'exploitation des progiciels de gestion Municipol et Canis auprès de la société LOGITUD SOLUTIONS sise 68200 Mulhouse selon un accord cadre à bons de commande avec un maximum annuel de 10 000,00 Euros H.T. Marché reconductible trois fois sur une période identique d'un an.

N°VD/2017/042 - Direction de la Culture

Aménagement des Archives municipales

Demandes de subvention auprès de l'Etat et des collectivités territoriales

Abroge et remplace la décision n° 2016/0420

Objet : Aménagement des Archives municipales

Demandes de subvention auprès de l'Etat et des collectivités territoriales

Abroge et remplace la décision n° 2016/0420

N°VD/2017/044 - Direction de l'Education

Extension du logiciel e-temptation et acquisition du module HQ ressources

Marché n° 5C0014

Avenant n° 1

Objet : Avenant n° 1 au marché n° 5C0014 « Extension du logiciel e-temptation et acquisition du module HQ ressources" attribué à la société Horoquartz. Le marché a pour objet la mise en place d'un outil de planification et de gestion du temps des agents des écoles. Il était prévu un quota de 46 licences de connexions simultanées. Ce nombre apparait insuffisant au regard du nombre d'utilisateurs au sein de la direction de l'Education (165). Il convient alors d'inclure au BPU deux lignes tarifaires pour l'achat en grande quantité de pack de licences supplémentaires (par 50 et par 100).

N°VD/2017/045 - Direction Energie et Moyens Techniques

Marché à procédure adaptée de maintenance des gros utilitaires et poids-lourds de la Ville de Montpellier n° 7B0017

Objet : Marché d'appoint à procédure adaptée n° 7B0017 de maintenance des gros utilitaires et poids lourds, d'un montant maxi de 85000€HT, pour une durée maxi de 4 ans

N°VD/2017/046 - Mission Grand Cœur

MONTPELLIER GRAND COEUR

Halles et place Laissac

Attribution marché pour la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination

Marché numéro 2907 S1703 (dans le cadre du mandat confié à la SA3M)

Objet : Halles et place Laissac, attribution du marché d'ordonnancement, pilotage et coordination

Marché numéro 2907 S1703

Attribué à l'entreprise OTCE ORGANISATION pour un montant 53 570.00 € HT

Pour une durée globale prévisionnelle d'exécution de trente-trois (33) mois à compter de la date fixée par l'OS qui prescrira de commencer les prestations. Les prestations s'achèveront à l'expiration du délai de garantie des marchés de travaux dans les conditions fixées à l'article 10 du CCAP ou au plus tard après la levée de la dernière réserve des marchés de travaux si celle-ci a lieu lors de la prolongation du délai de garantie.

N°VD/2017/047 - Direction Réglementation et Tranquillité Publique

Marché de sécurité et accompagnement évènementiel n° 2i091140A

Lot n° 1 : Accueil et sécurité

Autorisation de signer l'avenant

de transfert n° 3 entre les sociétés :

Isoprotect Rhône Alpes et le groupe Mondial Protection

Objet : Autorisation de signer l'avenant de transfert n°3 entre la société Isoprotect Rhône Alpes et le groupe Mondial Protection concernant le marché n° 2i091140A pour le lot concernant l'accueil et la sécurité.

N°VD/2017/048 - Direction Energie et Moyens Techniques

**Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour les achats de boissons.
7B0022**

Objet : Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer l'accord cadre "Achat de Boissons " à la société SARL JEX pour le lot n°1 (boissons non alcoolisées) pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 45 000 € H.T., et à la société PROMO BOISSONS pour le lot n°2 (boissons alcoolisées) pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 40 000 € H.T. Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution de 1 an à compter de la notification.

N°VD/2017/049 - Direction de l'Education

Concours de maîtrise d'œuvre pour la construction de l'école primaire Port Marianne Rive gauche

Désignation des membres du jury

Objet : Désignation des membres du jury présentant une qualification équivalente à celle requise des candidats et leurs représentants au concours de maîtrise d'œuvre pour la construction de l'école primaire Port Marianne Rive gauche.

N°VD/2017/050 - Direction des Finances (VM)

Direction des Relations Internationales

Mise à jour de la décision de la régie d'avances.

Abroge et remplace la décision n°2009/360 du 10 juillet 2009

Objet : Pour le bon fonctionnement de la régie d'avances, il est nécessaire de faire une synthèse des décisions existantes sans apport de modification particulière.

N°VD/2017/051 - Direction des Systèmes d'Information

Attribution du marché "Maintenance de la plateforme de sécurité Internet"

Marché N° 7B0019

Objet : Attribution du marché n° 7B0019 «Maintenance de la plateforme de sécurité Internet» à la société SFR Business Solutions pour une durée d'un an et un montant maximum de 30 000 € HT pour la durée du marché.

N°VD/2017/052 - Direction Réglementation et Tranquillité Publique

Direction de la Réglementation

et de la Tranquillité Publique

Cotisation à IDEAL Connaissances

Communauté Risques

Année 2017

Objet : Cotisation à IDEAL Connaissances - Communauté Risques - Année 2017 concerne un réseau professionnel pour le service Sécurité civile DRTP

N°VD/2017/053 - Direction Sports et Jeunesse

Convention d'occupation temporaire du domaine public

Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Société Hurricane

Festival International des Sports Extrêmes (FISE) du 24 au 28 mai 2017

Objet : La Ville de Montpellier décide de signer une convention d'occupation temporaire du domaine public pour l'organisation du FISE 2017 et de définir les conditions d'occupation en contrepartie du paiement d'une redevance d'occupation du domaine public dûment détaillée dans la convention.

N°VD/2017/054 - Direction des Finances (VM)

Direction Proximité et Citoyenneté

Service des Maisons Pour Tous

Modification de la régie de recettes et d'avances des Maisons Pour tous:

Ajout de la vente des cartes été jeunes

Objet : Il convient d'actualiser l'acte de création de la régie d'avances et de recettes des Maisons Pour Tous et de rajouter la vente des cartes été jeunes.

N°VD/2017/055 - Direction des Finances (VM)

Direction Sports et Jeunesse

Service Jeunesse

Régie temporaire " cartes été jeunes"

Objet : Il convient d'actualiser l'adresse de la régie temporaire "cartes été jeunes" et la liste des points de ventes.

N°VD/2017/056 - Direction des Relations aux Publics

Rétrocession de concession trentenaire -

Acte 45494 - Cimetière St Etienne

Objet : La Ville émet un avis favorable à la requête de Mme MEHDANI Nazia tendant à demander la rétrocession de sa concession trentenaire pour un montant de 1023 € (acte 45494).

N°VD/2017/057 -

Fourniture et installation d'un système de refroidissement rapide et de surgélation avec groupe déporté pour l'unité centrale de production de la cuisine centrale

MAPA N° 6C0032

Objet : Attribution du marché n° 6C0032 "Fourniture et installation d'un système de refroidissement rapide et de surgélation avec groupe déporté pour l'unité centrale de production de la cuisine centrale" à la société Solanref pour un montant de 173 846,30 EUROS HT

N°VD/2017/059 - Direction du Parc de Lunaret

Décision modificative

Achat de matériel d'imagerie médicale vétérinaire mobile pour le parc de Lunaret

Marché n° 7B0008

Objet : Décision modificative relative au marché n° n° 7B0008 "Achat de matériel d'imagerie médicale vétérinaire mobile pour le parc de Lunaret". La modification porte sur le montant hors taxe des lots 1 et 2 du marché attribué à la société MSI -FAS pour un montant par lots réparti de la manière suivante: lot n° 1 : 7.724 euros et lot n° 2 : 32.676 euros. La durée du marché est de trois mois.

N°VD/2017/061 - Direction de la Culture

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Amitiés russes et avec les peuples de l'ex-URSS le 29 avril 2017

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Amitiés russes et avec les peuples de l'ex-URSS le 29 avril 2017 pour l'organisation d'un concert et contre une redevance de 110 €.

N°VD/2017/062 - Direction de la Culture

Avenant au marché n° 6B0069

Lot n°2 du marché plan objet 2016 de restauration de tableaux et mobiliers dans les églises Saint Denis, Saint Roch, Saint Matthieu et Chapelle de la Miséricorde

Objet : Avenant au marché n° 6B0069 B16 relatif au lot n°2 du marché plan objet 2016 "Restauration de tableaux et mobiliers dans les églises Saint Denis, Saint Roch, Saint Matthieu et Chapelle de la Miséricorde" : prolongation des délais d'exécution du marché jusqu'au 18 novembre 2017 (fin du marché initialement prévue le 18 mai 2017) pour le lot n° 2 dont le titulaire est Atelier Lazulum, pour un montant rectifié de 10 356.44 € HT.

N°VD/2017/063 - Direction Urbanisme Opérationnel

DROIT DE PREEMPTION

Propriété CLERC BELLOLI

77 avenue de Boirargues

Exercice du droit de préemption

Objet : Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété CLERC veuve BELLOLI située 77 avenue de Boirargues, cadastrée section SA 62 au prix de 168 000 €, en ce compris 9 000 € de commission d'agence

N°VD/2017/066 -

Marché n° 6C0026 " Analyses d'autocontrôles de la Cuisine centrale, des restaurants scolaires, des crèches et des multi-accueils"

Objet : Attribution à la société BIOFAQ du marché n°6C0026 relatif à la réalisation des analyses d'autocontrôles de la Cuisine Centrale, des restaurants scolaires, des crèches et des multi-accueils, pour un montant annuel de 21 071,70 euros HT. Montant minimum/an : 30 000 euros HT - Montant maximum/an : 45 000 euros HT. Marché conclu pour 1 an et reconductible 3 fois

N°VD/2017/067 - Direction Aménagement Programmation

ZAC de la Restanque

Parcelles ON n°53 b

Convention de participation entre la Ville/ URBAT ET CIE /SA3M

Objet : Il s'agit d'approuver une convention de participation aux financements des équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville, la société Urvat et Cie et la SA3M pour la construction d'un immeuble collectif (32 logements) et des locaux commerciaux. Le montant total de cette convention qui s'élève à 383 950 € sera directement versé à SA3M.

N°VD/2017/070 - Direction de l'Education

Réhabilitation des écoles Louis Figuiet-Victor Hugo/Phase 2

Marché de travaux n°5D0073

Lot 1 à 8 et lot 10

Avenants n°1

Objet : Avenants au marché de travaux n° 5D0073 « Réhabilitation des écoles Louis Figuiet – Victor Hugo / Phase 2 » composé de 10 lots. Suite à diverses démolitions intervenues sur le site, des travaux supplémentaires s'avèrent nécessaires. Ces avenants portent sur tous les lots, sauf le lot n° 9 "Ascenseur". La Commission d'Appel d'offres, dans un avis favorable du 28 mars 2017, a accepté la passation d'un avenant n° 1 avec les lots 1 « V.R.D. - Mobilier Extérieur », lot 2 « Gros œuvre – Démolitions – Sous-œuvre – Structure métallique - Zinguerie », lot 3 « Charpente bois – Couverture - Zinguerie », lot 8 « Electricité – Courants forts & faibles » et le lot 10 « Peintures – Nettoyages – Carrelages – Sols souples » dans la mesure où ces marchés sont augmentés de +5 %. Ces avenants ne modifient pas la durée du marché.

N°VD/2017/073 - Direction des Systèmes d'Information

Marché n° 7B0028

"Transform : Maintenance et Prestations"

Objet : Attribution du marché n° 7B0028 «Transform : Maintenance et Prestations» à la société DS Informatique Diffusion Sarl Pronews pour un montant total maximum de 42 000 € HT et une durée d'un an reconductible trois fois par tacite reconduction.

N°VD/2017/075 - Direction de la Communication

7B0015- Acquisition d'objets promotionnels pour les besoins en communication de la Ville de Montpellier- Autorisation de signature

Objet : Attribution du marché n° 7B0015 "Acquisition d'objets promotionnels pour les besoins en communication de la Ville de Montpellier" pour un montant maximum de 60000€ et une durée de la notification du marché jusqu'au 31/12/2017.

N°VD/2017/076 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ SILLARD ANTOINE

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 16V0157

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SILLARD ANTOINE.

N°VD/2017/077 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ BOUHSISS

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 16V0116

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BOUHSISS.

N°VD/2017/078 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ LAUNAY

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 16V0098

Objet : Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ LAUNAY - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 16V0098

N°VD/2017/079 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ ADENOT

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 16V0098

Objet : Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ ADENOT - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 16V0098.

N°VD/2017/084 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ BOURDIN CHRISTOPHE

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 16V0116

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/BOURDIN CHRISTOPHE

N°VD/2017/085 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX

MONTPELLIER c/ BOUSQUET Sébastien

Dossier n° PE 34172 15V0011

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BOUSQUET Sébastien

N°VD/2017/088 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Marché 3D0035B - Maintenance et travaux de voirie - Avenant n°2 Prolongation du marché

Objet : Marché 3D0035B - Maintenance et travaux de voirie - Avenant n°2 Prolongation du marché Dans l'attente du groupement de commandes Ville/Métropole en cours d'attribution, il est nécessaire de prolonger de deux mois ce marché sur les 4 lots géographiques.

N°VD/2017/092 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX REFERE-PRECONTRACTUEL

COMMUNE DE MONTPELLIER. / SARLU C.Q.F.D

Décision d'ester

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/SARLU C.Q.F.D.

N°VD/2017/095 - Direction des Systèmes d'Information

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée : Maintenance Plateforme XFRAME

Marché 7B0006

Objet : d'attribuer le marché de «Maintenance Plateforme XFRAME» à la société TELEBIG pour un montant total maximum de 80 000 € HT et une durée d'un an reconductible trois fois par tacite reconduction.

N°VD/2017/098 - Direction des Systèmes d'Information

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée : Création et certification de réseaux cuivre, contrôle qualité de lignes Télécom (RNIS, DSL)

Marché 7B0023

Objet : d'attribuer le marché de «Création et certification de réseaux cuivre, contrôle qualité de lignes Télécom (RNIS, DSL)» à la l'entreprise EURL G. METRAL pour un montant total maximum

de 88 000 € HT et une durée de deux ans.

N°VD/2017/099 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX

MONTPELLIER c/ BATISTA

Dossier n° PE 34172 15V0009

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BATISTA